



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022
- Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 28 juin 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Relations internationales - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
2. Ville fraternelle et solidaire - Solidarité envers les déplacés ukrainiens - Attribution de subvention et mise à disposition gracieuse - Approbation
3. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Achats publics durables - Adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) 2022/2026
4. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Hérault Énergie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour la réalisation d'une chaufferie bois-énergie commune et d'un réseau technique pour le groupe scolaire Anne Franck, Charles Dickens et le collège des Aiguerelles - Autorisation de signature
5. Finances - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
6. Finances - Compte administratif et compte de gestion 2021 de la Ville de Montpellier - Approbation
7. Finances - Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2021 - Approbation
8. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Participation à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune dans le cadre du programme Territoires à VivreS - Attribution d'une subvention à l'association FR CIVAM Occitanie - Approbation - Autorisation de signature
9. Renouveau démocratique et innovation sociale - Conseil des étrangers de Montpellier - Création
10. Relations internationales - Soutien à l'action du docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier - Nîmes - Autorisation de signature
11. Protection de la population et tranquillité publique - Dispositif Maguelone - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault - Règlement d'engagement - Autorisation de signature

12. Santé - Dépistage du cancer du sein par une unité mobile dans les quartiers prioritaires
Politique de la Ville - Approbation - Attribution de subvention
13. Ville fraternelle et solidaire - Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte
contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'État, Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Autorisation de signature
14. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Centre Les Arceaux - Acquisition de
l'immeuble Hôtel Les Fauvettes - 8 rue Bonnard - Parcelle cadastrée BW 64 - Approbation
15. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Adhésion à l'association "Organisme de Foncier
Solidaire (OFS) de Montpellier Méditerranée Métropole" - Désignation - Approbation
16. Hors Délégation - Dénominations de voies et espaces publics - Approbation
17. Petite enfance et enfant dans la Ville - Création d'une crèche municipale dans le quartier de la
Pompignane - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et ACM Habitat -
Approbation - Autorisation de signature
18. Petite enfance et enfant dans la Ville - Convention entre le Centre de coopération
Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et la Ville de
Montpellier pour la réservation de berceaux dans les Établissements d'Accueil du Jeune
Enfant - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
19. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la
Restanque à Montpellier - Cité de l'alimentation - Acquisition de la parcelle cadastrée OL
n°34 - 53 avenue du Marché gare - Approbation
20. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Politique alimentaire - Convention Industrielle
de Formation par la Recherche (CIFRE) sur le sujet des pédagogies culinaires et leurs impacts
sur le discours de prévention des risques de pathologies associées à l'alimentation des enfants
- Approbation - Autorisation de signature
21. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Marché global de performance pour la Cité de
l'alimentation - Approbation du recours à la procédure de dialogue compétitif, jury, primes
22. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Soutien de la Ville de Montpellier pour le
premier Festival d'Agropol'Eat - Approbation
23. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Conventions de partenariat entre la Ville de
Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat de l'AOC Languedoc pour l'organisation
d'une manifestation vin, terroir, et culture au Domaine d'Ô 2022 - Autorisation de signature
24. Ville éducative et réussite scolaire - Parution du recueil de nouvelles "Mystères de
Montpellier", Tome 13 à l'occasion de La Comédie du Livre 2022 - Convention de Partenariat
entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services
Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Approbation - Autorisation
de signature
25. Ville éducative et réussite scolaire - Participation de la Ville de Montpellier aux séjours
vacances d'été 2022 - Approbation
26. Ville éducative et réussite scolaire - Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année
scolaire 2022-2023 en faveur d'associations - Conventions d'occupation - Subventions en
nature - Approbation - Autorisation de signature
27. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Protocole de partenariat entre la Ville de Montpellier
et la Direction départementale des finances publiques de l'Hérault (DDFIP34) en matière de
changements d'usage - Autorisation de signature
28. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier des Cévennes - Projet de création d'un
périmètre délimité des abords du Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des
monuments historiques - Avis favorable
29. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier
de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature de Bacotec (Lot n°5c1) -
Approbation

30. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Oc Santé - Lot 11 A - Approbation
31. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Modification d'agrément de candidature - Société PB Saint Roch - Lot VIII b3 - Approbation
32. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation
33. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation
34. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SE 106, SE 264, SE 260, SE 261 et SE 114a situées avenue Nina Simone à Montpellier - Approbation
35. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition à SNCF Réseau des parcelles cadastrées OL n°22 et OL n°76p - Rue du Mas Saint Pierre / Rue de Montels Saint Pierre - Approbation
36. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Les Cévennes - Acquisition à l'Etat du Gymnase Bernard Jouanique Rue Coligny - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260 - Approbation
37. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Halle des Sports - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue du Val de Montferrand - Parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 - Approbation
38. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Contournement Nîmes Montpellier - Cession de parcelles à SNCF Réseau - Approbation
39. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont (CEMG) - Bilan de la Concertation et arrêt du dossier définitif du projet - Avis du Conseil municipal
40. Ville apaisée et respirable - Projet de Zone à Faibles Émissions (ZFE) - Avis du Conseil municipal
41. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement dans le quartier Celleneuve - Mise à jour du règlement - Approbation
42. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Exonération des droits de terrasses - Place de la Comédie - Approbation
43. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation
44. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Bar-Restaurant Théâtre Jean Vilar - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature
45. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Bar-Restaurant-Cafétéria Complexe sportif Léon Cazal - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature
46. Culture et culture scientifique - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la société Artpress dans le cadre de l'exposition "Après l'école, biennale Artpress des jeunes artistes" - Autorisation de signature
47. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
48. Ville sportive - Travaux de rénovation des terrains de sports - Approbation
49. Ville sportive - Convention de mise à disposition d'un local associatif à l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) - Approbation du loyer

- minoré - Autorisation de signature
50. Ville sportive - Convention d'occupation du domaine public d'une partie d'une parcelle cadastrée OB n° 0049 au MUC Omnisports - Approbation - Autorisation de signature
 51. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation
 52. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation
 53. Jeunesse - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2022 - Approbation
 54. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous - Approbation - Autorisation de signature
 55. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 56. Nature en ville et biodiversité - Appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" - Soutien de la Ville de Montpellier à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
 57. Nature en ville et biodiversité - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 58. Bien-être animal - Convention relative à la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et des associations locales de protection animale - Autorisation de signature
 59. Bien-être animal - Attribution d'une subvention pour la création d'un chenil solidaire dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 60. Emploi et création d'entreprises - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation
 61. Accessibilité universelle - Foyer Le Parc, 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier - Projet de réhabilitation et agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 - Garantie d'emprunt à l'association UNAPEI - Approbation - Autorisation de signature
 62. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2022 - Approbation
 63. Egalité et droits des femmes - Subventions des thématiques "Egalités et droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation
 64. Santé - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
 65. Protection de la population et tranquillité publique - Prévention spécialisée - Convention pluriannuelle 2019-2022 entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS34) - Avenant - Approbation - Autorisation de signature
 66. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature
 67. Protection de la population et tranquillité publique - Organisation d'activités "Sécurité Routière" dans les écoles maternelles et élémentaires - Interventions de la Police Municipale - Convention 2022-2023 entre la Ville de Montpellier et l'Éducation nationale - Approbation - Autorisation de signature
 68. Protection de la population et tranquillité publique - Réserve Communale de Sécurité Civile - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture du risque - Autorisation de signature
 69. Relations internationales - Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature

70. Relations internationales - Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Premier d'Aragon à l'association Hola-là - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature
71. Relations internationales - Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau du Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors) - Approbation
72. Relations internationales - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
73. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de mise à disposition d'un local associatif entre la Ville de Montpellier et l'Association Chèvre-feuille étoilée - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
74. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Chapelle Saint-Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature
75. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature
76. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobilier de bureau - Approbation - Autorisation de signature
77. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes - Approbation - Autorisation de signature
78. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour l'achat d'outillages tous types - Approbation - Autorisation de signature
79. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie - Approbation - Autorisation de signature
80. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature
81. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audiovisuels - Approbation - Autorisation de signature
82. Finances - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs - Approbation
83. Finances - Autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier - Approbation
84. Ressources humaines et dialogue social - Revalorisation du taux des vacations des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous - Approbation
85. Ressources humaines et dialogue social - Passerelle - Convention d'attribution d'une

- subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
86. Ressources humaines et dialogue social - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature
 87. Ressources humaines et dialogue social - Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification - Approbation
 88. Ressources humaines et dialogue social - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
 89. Ressources humaines et dialogue social - Tableau des Emplois et des Effectifs - Modification - Approbation
 90. Ressources humaines et dialogue social - Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Approbation
 91. Ressources humaines et dialogue social - Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Approbation
 92. Hors Délégation - Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation
 93. Hors Délégation - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Constitution de la société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation
 94. Hors Délégation - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon, la Banque Populaire du Midi, la Chambre des Métiers de l'Hérault et l'association CLCV - Approbation
 95. Hors Délégation - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation
 96. Hors Délégation - Rapports Annuels des Délégués de Service Public de l'exercice 2021 - Approbation
 97. Accessibilité universelle - Rapport 2020-2021 de la Commission Communale pour l'Accessibilité - Approbation
 98. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation
 99. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Procès-verbal

Convoqué le 22 juin 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 28 juin 2022 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Élodie BRUN-MANDON, Émilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LÉVITA, Mustapha MAJDOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents excusés :

Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL.

Absents :

Luc ALBERNHE.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Merci à tous. Bonjour, chers collègues. Bonjour à l'ensemble des personnes présentes en tribune et à ceux qui nous suivent en visioconférence pour ce Conseil municipal. Je vais demander à Madame GIMENEZ de bien vouloir faire l'appel. Je donnerai une première information qui sera en lien avec la visioconférence qui va avoir lieu dans quelques minutes avec le Gouverneur de l'Oblast de Lviv, en Ukraine, avec lequel nous engageons une action de solidarité. Après je vous propose de reprendre les informations générales et l'ordre du jour du Conseil. Madame GIMENEZ, merci à vous de faire l'appel.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire : L'appel est clos. Le quorum est atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

On va se connecter dans quelques instants avec le Gouverneur de l'Oblast de Lviv. Il s'agit de l'action de solidarité que nous conduisons avec l'Ukraine depuis le déclenchement de la guerre par Vladimir POUDINE, qui a lancé des opérations militaires d'une violence extrême, dont hier encore les images de ce supermarché nous ont absolument autant stupéfaits qu'indignés, que révoltés. Cette guerre est d'une violence inouïe. Depuis le début Montpellier est mobilisée, notre Ville est mobilisée, et je veux saluer tous ceux et toutes celles qui, à leur manière, aident, soutiennent, dans l'accueil des réfugiés. Près de 2 000 sont arrivés à Montpellier, puis ensuite répartis dans des conditions d'accueil à l'échelle du Département de l'Hérault. Le point d'entrée est au gymnase Olympie, et nous aurons une délibération puisqu'un autre lieu va être identifié. Notre Collectivité et la Métropole ont voté des crédits versés à la Coface. La solidarité matérielle s'est exercée avec le convoi – de nombreux élus étaient présents pour saluer son départ – en lien avec la Région, qui s'est rendu à la frontière. Bref, la mobilisation est là. Mais elle doit impérativement se poursuivre, car nous avons bien le sentiment que les choses sont faites pour durer. En tout cas nous souhaiterions qu'elles ne durent pas, mais la réalité est là. Donc si la guerre est là, elle dure, la solidarité doit durer.

J'ai ici ce petit pin's, qui va être remis à l'ensemble des agents de la Collectivité, et nous souhaitons agir en soutien avec une autre collectivité territoriale... Je veux saluer le représentant du Gouverneur de l'Oblast de Lviv, qui est apparu à l'écran. Nous allons nous efforcer, très simplement mais de manière résolue, à aider, d'abord avec une collecte auprès de l'ensemble des agents de la Ville qui – je voulais les en remercier – spontanément, se sont proposés d'aider : convoi humanitaire mais aussi différentes actions de soutien. L'envoi de matériel qu'on appelle « *réformé* », vous savez, ce sont les postes informatiques, bref, tout ce qui peut permettre à la collectivité de fonctionner. Nous allons cet été accueillir, grâce à Karim BELLAHCENE au Montpellier Taekwondo au Centre de vacances de la Grande Motte, 20 enfants de la Commune de Lviv pour qu'ils puissent avoir ce temps de vacances, d'hospitalité. Ces liens entre les deux administrations de nos deux collectivités sont appelés aussi à durer.

Evidemment, je voudrais vous témoigner de notre solidarité totale, des liens que nous allons nouer. De nombreuses collectivités françaises s'engagent avec de nombreuses villes ukrainiennes, et pour nous tous, membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, et à travers l'ensemble des habitants, c'est à la fois un grand honneur de vous avoir en début de Conseil, mais c'est aussi – recevez-le de notre part – l'expression d'une très puissante solidarité à votre égard dans l'épreuve qui est la vôtre, et nous n'avons qu'un mot : nous sommes résolument à vos côtés. Monsieur le représentant du Gouverneur, merci de votre présence et par avance merci de vos mots.

Ivan SOBKO, 1^{er} Vice-Président de l'Oblast de Lviv, représentant de Maksym KOZYTSKY, Gouverneur de l'Oblast de Lviv (*nota : les propos d'Ivan SOBKO sont transmis oralement en français par une interprète*) : Bonjour tout le monde. J'ai l'honneur de m'adresser à Monsieur le Président, Michaël DELAFOSSE, ainsi qu'aux membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Tout d'abord je voulais vous exprimer mes meilleures salutations de la Ville de Lviv. Bien sûr, nous devons vous assurer de notre reconnaissance pour les expressions de votre solidarité dans ces conditions difficiles pour l'Ukraine comme pour l'Europe entière.

Bien sûr que je ne voudrais pas m'arrêter seulement sur ce point-là. Hier vous avez vu les atrocités qui continuent de la part des racistes, des soldats russes, mais je ne peux pas même les appeler « *soldats* ». Vous avez pu voir les conséquences de cette attaque par missile du centre commercial à Krementchouk. Encore la journée d'avant, c'était les attaques, les bombardements de Kviv, la destruction de la maternelle ainsi que des infrastructures civiles à Kviv, et beaucoup d'autres méfaits que la Russie perpétue dans le cadre de cette ainsi dite « *opération militaire* », qui entraîne chaque jour des dizaines, voire des centaines, de victimes en Ukraine.

Je voudrais souligner et je voudrais insister sur le fait que nous sommes vraiment reconnaissants à tous les pays de l'Union européenne, et bien sûr à votre communauté, à votre Ville, pour votre position très consciente, de vrais Européens. Je voudrais aussi souligner que la dernière décision du Conseil européen – l'acceptation de l'Ukraine en tant que candidate pour être membre de l'Union européenne – est extrêmement importante pour nous. Je vous assure que ce sera un grand atout, pas seulement pour l'Ukraine, mais pour l'Europe en général.

Il s'agit pour nous, ensemble, de contribuer au développement stable de l'Europe, de mettre fin au marasme du Kremlin, ainsi qu'aux actions ignobles de ses complices en Biélorussie – je souligne que c'est un pays qui contribue justement aux méfaits du Kremlin. C'est à nous, ensemble, de mettre fin à cette guerre, pour que la victoire du bien, de la lumière arrive pour tout le monde. Aujourd'hui, en Ukraine, nous fêtons le jour de la Constitution ukrainienne, et c'est encore un moment pour nous rappeler que l'Ukraine est un pays unitaire, souverain, indépendant et complètement européen.

À partir du 24 février et jusqu'à aujourd'hui, nous observons une grande migration des Ukrainiens à l'étranger. Des millions de nos compatriotes ont quitté le pays pour fuir la guerre et pour trouver l'asile dans les pays européens, entre autres en France bien sûr. Ils ont été accueillis également par les États-Unis et dispersés un peu partout dans le monde. Ce sont les gens qui ont fui les bombardements et les destructions de leur ville. La région de Lviv maintenant accueille 250 000 personnes déplacées internes, sur une base régulière. Ce sont donc des gens qui se sont sauvés de régions attaquées et qui ont plusieurs besoins qu'il faut assurer. Bien sûr, premièrement, c'est le besoin de domicile, le besoin de trouver une résidence.

Pour le moment, l'administration militaire de la région de Lviv, ensemble, avec les organisations non-gouvernementales, assure l'hébergement des personnes déplacées internes dans les foyers. Pour le moment nous sommes en train de mener des travaux de rénovation, de rénovation à fond ou bien de rénovation courante, de 20 foyers, qui nous donneront la possibilité d'assurer l'hébergement de 2 000 personnes qui sont en urgence ultime. Bien sûr que cet hébergement nécessite un équipement technique, des meubles et tous les objets du quotidien. Nous vous remercions de votre compréhension de la situation, ainsi que pour votre envie de continuer la coopération avec nous. Nous serions également reconnaissant si vous pouviez aider justement à fournir les équipements pour ces foyers qui vont héberger les déplacés internes.

Je voudrais aussi vous remercier pour l'accueil des enfants que vous avez proposé et dans lequel vous vous êtes engagés. Je voudrais aussi dire que, de notre part, nous organisons aussi les vacances pour les enfants arrivés des régions de l'est et des régions du sud de l'Ukraine. Bien sûr, je vous serais très reconnaissant si vous pouviez élargir votre initiative pour le mois d'août et d'accueillir vingt enfants pour les vacances.

Encore une fois, un grand merci. Je nous souhaite à nous tous une vraie victoire pour que nous ayons tous un avenir heureux. Merci.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci de vos mots et soyez par les applaudissements pleinement assurés de notre plein soutien, de l'ensemble des élus de la Ville de Montpellier. Evidemment nous répondons favorablement à votre demande pour l'accueil des enfants. Outre ce moment devant le Conseil municipal, nous entretiendrons des liens réguliers pour veiller à ce que nous puissions au maximum vous aider. Merci aussi de vos mots sur l'Europe, qui est assurément la garante de la paix et des valeurs démocratiques. L'histoire jugera ceux qui ont commis cet acte de guerre. Nous souhaitons au plus vite un retour à la stabilité. Merci à vous, merci à l'interprète et à très bientôt. Je ne doute pas du soutien unanime du Conseil municipal. Merci.

Merci, chers collègues. C'était un moment fort. D'une certaine manière, l'histoire et les événements interfèrent dans nos travaux. Ils sont d'une gravité extrême, mais nous devons aussi conduire les affaires publiques et nous allons reprendre l'ordre du jour du Conseil municipal.

Avant je voudrais évidemment vous donner communication de quelques informations, et d'abord publiquement féliciter les nouveaux parlementaires élus ou réélus : notre collègue Patricia MIRALLÈS, qui a été réélue parlementaire de la première circonscription ; Monsieur VIGNAL, parlementaire de la neuvième circonscription ; adresser des chaleureuses félicitations à Madame Nathalie OZIOL, parlementaire de la deuxième circonscription, que je rencontrerai très prochainement ; saluer Madame Laurence CRISTOL, parlementaire de la troisième circonscription et Monsieur Sylvain CARRIÈRE, parlementaire de la neuvième circonscription. Ce sont les circonscriptions qui sont sur la Commune de Montpellier. Mais évidemment aussi me réjouir de l'élection, face au Rassemblement national, de Monsieur Sébastien ROME. Comme nous le faisons par le passé, nous aurons des réunions de travail pour aborder les grands dossiers montpelliérains et de la Métropole sur les grands enjeux pour qu'ils puissent se faire le relais auprès des administrations centrales, des ministres concernés, des enjeux – je pense au Centre Hospitalier Universitaire (CHU), je pense à la Ligne à Grande Vitesse (LGV), je pense à la rénovation urbaine – et puis des liens réguliers sur les dossiers sur lesquels les parlementaires peuvent être sollicités pour que nous puissions travailler dans les meilleures conditions possibles. En tout cas dans les messages que j'ai pu échanger, c'est cet état d'esprit qui préside, et c'est une très bonne chose.

Saluer les parlementaires, mais aussi saluer évidemment ceux et celles qui ont concouru au scrutin et ceux qui l'ont organisé. Car quatre dimanches de suite, assesseurs, présidents de bureau de vote dans leur fonction bénévole ont tenu les bureaux. Je veux remercier ici les élus de toutes sensibilités qui ont assuré le bon fonctionnement démocratique. Il y a une crise des vocations, il faut le dire. Auparavant, chaque candidat qui se présentait fournissait des assesseurs. Ça n'est plus le cas. On a dû, y compris pour le quatrième dimanche, faire un appel au volontariat. On a eu des réponses et merci à eux et à elles. Ce sont au total 556 personnes qui se sont mobilisées et qui ont permis le bon fonctionnement du scrutin, ainsi que des agents de la Mairie. Ce sont ceux qui assurent le secrétariat du bureau de vote. Je voudrais avoir des mots pour Olga [KROMPASZKY] et ses équipes, sous

l'autorité de Radia TIKOUK – que je veux saluer – Adjointe en charge des élections. Avoir un mot, Monsieur le Directeur Général, tout particulier pour Claudie GUYARD qui, je crois, a assuré l'organisation de 59 scrutins – ce n'est pas une mince affaire. Alors, vous me direz : les prochaines élections, ce sont les européennes, c'est dans longtemps, mais je voudrais avoir ces mots publics.

Ensuite, la fête de la musique a eu lieu, et comment, chère Agnès ROBIN, élue à la culture. Après les 2 ans de pandémie, de restriction ; ça a été son grand retour. Nous l'avons voulue ainsi, et en partenariat avec France Télévisions, la grande scène, esplanade de l'Europe, la scène sur la Comédie, et puis partout dans la Ville, dans le grand parc du Domaine d'O. La fête de la musique, c'était très important. Beaucoup de moyens ont été consacrés, beaucoup d'équipes mobilisées, mais pour les lycéens, pour les étudiants qui ont vécu ces 2 ans assez épouvantables, il était important que ce grand moment populaire se tienne, et il s'est tenu dans de très bonnes conditions, du point de vue de la sécurité, de l'ambiance et de la visibilité de notre Ville. Cette visibilité est une bonne chose, parce qu'elle fait de nous pour l'été une destination, et derrière, c'est l'activité économique, l'emploi, qui seront au rendez-vous. Nous allons poursuivre avec les nuits du Peyrou, qui l'année dernière étaient en jauge sanitaire restreinte, et là qui pourront se dérouler, autour de 5 ou 6 000 personnes. Ce sont des grands concerts de plein air, là aussi retransmis notamment sur Culture Box France Télévisions durant le mois d'août, qui met en visibilité notre Ville.

Tout ça s'insère quand même dans des festivals qu'il faut également saluer : le Printemps des Comédiens, en ce moment Montpellier Danse qui accueille des chorégraphes du monde entier, mais aussi – c'est méconnu donc je tiens à le dire – les étudiants de l'Université de Philadelphie qui passent 15 jours entiers à Montpellier, qui voient tous les spectacles, qui concourent ainsi à leur formation, au-delà de la presse internationale et surtout du public montpelliérain, qui est très sensibilisé. Bientôt le festival de Radio France va aussi s'ouvrir, et courant juillet, pendant le festival, avec Sibyle VEIL et la Présidente de Région, se sera l'occasion de faire une annonce importante autour du festival. Je précise aussi que pour les cérémonies du 13 et 14 juillet, il y aura de nouveau le concert gratuit qu'on avait institué l'an passé devant l'Hôtel de Ville, qui annoncera le feu d'artifice qui sera tiré du parc Charpak, dans ce grand parc, ce grand moment aussi populaire, important, et il y aura comme l'an passé la retraite aux flambeaux et la prise d'armes sur la place de la Comédie. Nous présenterons bientôt ce programme.

Autre point. Si nous sommes assurément une Ville de culture et que nous travaillons avec nos amis de Sète, de Lunel, de la Vallée de l'Hérault pour être capitale européenne de la culture – et tant d'autres, Pézenas – nous sommes aussi une Ville de sport. Les élus en charge du sport ne se remettent toujours pas de ce week-end sportif, comme l'immense majorité des supporters du rugby, que je veux ici féliciter, parce que bien sûr il faut saluer le Président ALTRAD, il faut saluer le staff, Philippe SAINT-ANDRÉ, il faut saluer les joueurs. Mais c'est toute une Ville, avec ses supporters, qui a soutenu le MHR sur la place de la Comédie où nous avons pu installer un écran géant dans la bonne humeur. Je veux remercier ici les équipes qui ont usé de trésors d'imagination pour que la fête se déroule sur la place de la Comédie, n'en déplaise à tous les grincheux, elle fut belle. Cette victoire au Stade de France, ce premier bouclier de Brennus qui est arrivé sur la Comédie ensuite le samedi est une immense fierté pour notre Ville. Je veux en votre nom à tous une nouvelle fois saluer le club, ses dirigeants, les joueurs.

Je vais partager avec vous ce moment, mais quand la joie s'est emparée des très nombreux supporters montpelliérains, qui sont montés certains par leurs propres moyens mais aussi grâce à la SNCF qu'il faut remercier, parce que trouver un TGV le vendredi a été aussi un petit miracle. Enfin ça c'est tout le off de la fête, mais quand même, je veux vraiment remercier Jean-Pierre FARANDOU, parce qu'on a beaucoup échangé avec les équipes et nous y sommes arrivés. Quand on est allé sur la pelouse, la

première demande des joueurs, et « *Fufu* » [Fulgence OUEDRAOGO] en tête, c'était de pouvoir présenter sur la Comédie le bouclier de Brennus, et nous y sommes arrivés. La troisième mi-temps n'était toujours pas terminée ; ce fut une étape supplémentaire et ce n'est pas fini. On n'a pas fini de fêter ce titre. Oui, Serge [GUISEPPIN], au titre du club, un petit mot, mais le 30 juillet, au stade Sabathé, et c'est aussi un événement dans notre Ville, « *Fufu* » [Fulgence OUEDRAOGO], François [TRINH-DUC] et Louis [PICAMOLLES] fêteront leur jubilé. C'est pour ça qu'on va encore continuer pour saluer leur carrière. Vous avez vu que les services de la communication de la Ville ont fait un petit film qui se partage très abondamment sur les réseaux sociaux et qui commence par cet hommage à « *Fufu* » [Fulgence OUEDRAOGO]. Peut-être, Serge [GUISEPPIN], un tout petit mot. Je vais revenir à l'actualité sportive parce qu'à Montpellier on est quand même gâté.

Serge GUISEPPIN : Très court. Je voudrais préciser que c'est un titre qui est collectif. C'est un titre qui s'est construit sur un état d'esprit exemplaire. Je voudrais remercier Philippe SAINT-ANDRÉ, qui a été remarquable dans cette animation, dans son management et dans ses choix sportifs. Je voudrais remercier aussi le Président ALTRAD qui a largement payé de sa personne en garantissant cet état d'esprit au plus profond de notre France, dans des clubs comme Pau, Brive, etc. Je voudrais aussi préciser que cette équipe est composée de 80 % de joueurs français, formés en France. Je voudrais aussi préciser et remercier tous les élus d'aujourd'hui, mais aussi les élus d'hier, et je pense plus particulièrement à Georges FRÊCHE, qui était un amoureux du rugby, qui a ancré ce club dans cette Ville – et Dieu sait si cette Ville est dotée de champions, de titres collectifs ou individuels. Il a tout entrepris pour qu'il puisse exister. Aujourd'hui il serait fier que le Brennus soit ramené à Montpellier et qu'on puisse pendant un an savourer ce plaisir. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur GUISEPPIN, de vos mots extrêmement justes, à la fois sur le staff – vous en faites partie, et c'est à ce titre-là aussi évidemment que vous prenez la parole, et soyez-en remercié, parce que dans toute la logistique vous n'avez pas ménagé vos efforts – et merci aussi des mots, parce que tout ça, les aventures, ce sont des histoires humaines, ce sont des histoires collectives. La politique sportive de notre territoire doit énormément à Georges FRÊCHE et aux impulsions de politiques publiques. Au lendemain de la Covid-19, et pendant la Covid-19, nous avons souhaité maintenir ces efforts, et pas réaffecter, continuer, poursuivre. Les efforts, l'opiniâtreté, la pugnacité, la constance ont été récompensés. On se souvient du match face à Castres il y a 4 ans : on avait été foudroyés les 10 premières minutes. Cette fois-ci c'était l'inverse.

Et puis parce que vous parlez de la politique sportive, c'est une grande fierté pour toute la Ville d'avoir deux titres : le rugby et le volet, doublement champion. C'est une très bonne nouvelle pour tous les jeunes qui vont aller dans nos clubs, et ce sont les champions de demain. A travers le sport professionnel, dans l'élite, en le soutenant, nous permettons de travailler toute la dynamique de la pratique sportive et du sport amateur. Je crois que nous allons avoir de nombreux licenciés sur les terrains, ce qui n'est pas sans complexifier la tâche de Monsieur MARTIN pour trouver des créneaux de sport, mais c'est une très bonne chose. Plus les jeunes font du sport, mieux c'est.

Mais ce n'est pas fini, parce que dimanche, au milieu des bonnes nouvelles, de la fête du rugby, c'est le jeune Alexis [LEBRUN] a remporté le titre de champion de France de tennis de table. Je veux saluer les dirigeants de notre club Montpellier tennis de table, dirigeants et supporters depuis toujours. Une magnifique victoire également. Sport collectif, sport individuel. Je crois que pour notre pays il n'est pas peu d'espérer qu'il soit champion olympique. En tout cas, évidemment, il a notre soutien, mais surtout là nos félicitations. Cette performance sportive est encore une fois une très belle nouvelle, et encore une fois c'est aussi l'esprit d'un club qui a porté ce champion au plus haut niveau. Moi je l'avais rencontré, il avait 12 ans. Dominique BILBAO – qui est là – me disait que ce sera un des très grands champions ; je crois, cher Dominique, que tu n'es pas déçu. Bravo au club. Bref, ça

ne s'arrête pas.

Au chapitre des bonnes nouvelles, comme au modernise nos infrastructures sportives, on vient de recevoir 140 000 euros d'aide pour permettre à Kévin MAYER de pouvoir s'entraîner. On aura l'occasion de reparler du sport.

Quelques éléments aussi. Il y a eu la marche des fiertés ce samedi, qui est l'engagement constant, indéfectible de la Ville autour des combats des LGBTQI+, des fiertés. Il y a cette expo qui est dans l'Hôtel de Ville, qui va rester – Fatma NAKIB a suivi tout cela. Nous avons marché dans la joie, la bonne humeur, mais aussi la gravité des événements d'Oslo, où le fanatisme islamique, l'obscurantisme a tué. Comme nous avons marché en soutien à toutes les femmes qui, de par le monde, luttent pour le droit à l'IVG. J'emploie le mot « *lutte* » après la décision de la Cour suprême des États-Unis : ça nous montre que ces libertés sont fragiles. Je le dis à titre personnel, c'est une position qui est la mienne depuis longtemps : je soutiens le projet de constitutionnaliser le droit à l'IVG d'une part ; et d'autre part la Ville de Montpellier engagera une grande campagne d'information et de sensibilisation sur le droit à la contraception, le droit à l'IVG. Il existe le centre de soin universitaire, qui a un protocole avec le CHU, il existe un certain nombre de dispositifs, et c'est aussi leurs méconnaissances qui peuvent parfois créer des fragilités. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler avec le collectif Gisèle-Halimi.

Je voudrais enfin terminer – beaucoup de choses pourraient encore être dites – par deux informations importantes. La première : le lancement hier des travaux de la ligne 5 du tramway, avec l'obtention de la DUP, sur le boulevard Georges-Clemenceau, et toute la partie sud de la Ville. C'est un chantier et un changement, mais un chantier majeur. Ça fait 12 ans que nous n'avions pas eu un chantier de telle envergure, il va être long, il va être difficile, parce qu'on ne fait pas une infrastructure de transport en site propre sans complexité. Je veux le dire. Nous faisons ce chantier en posant des rails, mais avant nous changeons tous les réseaux. Il me revient d'avoir cette pédagogie-là. Aujourd'hui sur le boulevard Clemenceau les réseaux d'eau perdent près de 20 % de notre ressource en eau, parce qu'ils ont plus de 60 ans. Les réseaux de gaz, dans beaucoup de secteurs de cette partie-là de la Ville, sont très vulnérables. On reçoit souvent des alertes sécurité des habitants. Nous les changeons, et nous allons changer le réseau d'assainissement. Donc il va y avoir de nombreuses tranchées pour faire en sorte que nous n'ayons pas de travaux à faire avant 60 ans. Mais ces travaux ont été trop longtemps différés ; ils ont lieu maintenant et ils vont permettre de sécuriser les réseaux dits « *invisibles* » de cette partie de la Ville. Au nord, les travaux ont été particulièrement spectaculaires, par leur forme, longs, mais nécessaires aussi pour sécuriser la ressource du Lez, que nous ne pouvons pas gaspiller : c'est un luxe qui n'est pas acceptable. De nouveaux travaux de réseaux ont lieu dans la Ville. Ils ont été longs, rue du général-Vincent et rue du Lieutenant-Colonel-Pellicier. Ils ont été longs parce que très complexes. Ceux qui disent « *y a qu'à, faut qu'on* » ne mesurent pas ces difficultés-là, et s'ils le souhaitent on ouvre tout. Ils sont terminés sur ces rues, ça nous a permis d'ouvrir la rue aux artistes, où il y a de nombreux ateliers. Ils commencent sur la partie nord de la rue Saint-Louis. Ce sont des travaux extrêmement importants. Après il y aura les travaux de la ligne 5 du tramway à proprement parler, avec les plateformes qui arrivent. Mais ça commence et c'est une très grande transformation de la Ville qui s'annonce, avec une transformation par les espaces publics. Ça a été d'hier et révélé avant-hier lors du dimanche de respiration, où on s'est pris à imaginer la transformation de du boulevard Clemenceau, de la place du 8 Mai, de la place de l'Université Paul-Valéry dite « *route de Mende* », et demain dans beaucoup d'endroits de la Ville, pour tirer aussi du réseau cyclable. Ce n'est pas une évidence de faire ce chantier-là, mais c'était notre engagement, c'est notre devoir de compléter le réseau de la cinquième ligne de tramway qui permettra d'offrir à près de 70 000 personnes une alternative au déplacement automobile.

Conséquence de cela : le changement de notre plan de circulation automobile. C'est le *Midi Libre* de dimanche qui a peut-être eu le propos le plus juste sur la comparaison. Oui, notre plan met fin par voie de conséquence au trafic de transit dans le centre-ville, à l'image de la Ville de Gand en Belgique, ou d'autres villes. Évidemment, changer le plan de circulation, ce n'est pas chose simple. Ce sont de nouvelles habitudes qu'il faut prendre, c'est complexe. On l'a connu en 2001 avec l'arrivée de la ligne 1 du tramway. On se souvient des changements liés à la ligne 2 du tramway. On se rappelle l'annonce de l'apocalypse au moment de la fermeture du boulevard du Jeu de paume. Je pourrais reprendre ici beaucoup d'articles – d'ailleurs de *Midi Libre*, de *La Gazette* et d'autres – sur tous les grands malheurs qui nous étaient annoncés. Mais aujourd'hui plus personne n'imagine revenir en arrière. On nous demande plutôt de faire respecter la piétonisation, et c'est bien normal, du boulevard du Jeu de paume ou de la Comédie, notamment face au fléau des scooters – j'emploie le mot « fléau » à dessein. Notre plan de circulation nouveau vient d'entrer en vigueur. Évidemment, toutes les équipes sont mobilisées – et je veux les remercier. Il y a la cellule de crise à 18 h tous les soirs, et donc nous observons les ajustements qui sont nécessaires sur les régulations feux, sur le jalonnement, et évidemment il faut un temps d'adaptation, mais les Montpelliérains et Montpelliéraines le comprennent naturellement.

Il y avait aussi un petit sujet – petits malins. Certains avaient identifié que le parking de la Comédie pouvait être le nouveau tunnel de shunt. C'est clair : c'est un parking, un parking, c'est fait pour laisser sa voiture, aller faire ses courses et les 1 200 places des parkings Comédie et Triangle n'ont pas vocation à devenir une artère de shunt. Donc quand, sur les réseaux sociaux, nous avons vu cela, nous avons pris une disposition. Il ne s'agit pas de faire un péage urbain, il s'agissait là dans l'urgence de trouver une solution, donc les 15 minutes qui auparavant étaient à un tarif extrêmement bas sont devenues un tarif élevé, 3 euros ; et puis après, quand vous restez, on tombe à 1,60 euro la demi-heure, et puis tarification beaucoup plus raisonnable, celle traditionnelle pour les tarifs de parking. Je le dis d'ailleurs, il y aura un travail de révision des tarifs, et en particulier à la baisse sur le parking du Corum. Nous avons pris cette disposition pour être dissuasif et que le parking Comédie ne soit pas transformé dans une autre fonction que la sienne, car le but c'est de permettre à ceux qui n'ont pas d'autre choix que de se rendre en centre-ville de pouvoir y accéder en voiture et d'y laisser leur véhicule. Voilà pourquoi cela a été fait. C'est vrai que ça a été fait un peu dans l'urgence, parce que la rumeur a enflé le vendredi, et les équipes concessionnaires du parking de TaM ont pris cette disposition.

Le plan de circulation est à l'œuvre et il a une première conséquence importante. À ceux qui vont dire qu'il faudrait revenir comme avant, la place Saint-Denis – qui était la plus polluée de Montpellier – hier c'était spectaculaire. C'est Manu REYNAUD qui me le faisait remarquer, eh bien, pour la qualité de l'air, c'est maintenant un des endroits les meilleurs. Donc nous avons agi sur la lutte contre la pollution. De la même manière, les choix que nous faisons permettent à de nombreuses personnes, de nombreux Montpelliérains et Montpelliéraines, et habitants de la Métropole, de changer leurs habitudes de mobilité. Alors évidemment tout n'est pas parfait, tout ne se fait pas de manière simple. Ce sont les transitions, mais on voit de plus en plus de cyclistes. Quand parfois j'entends des mots extrêmement blessants à l'endroit des cyclistes, imaginez que ces cyclistes reviennent en voiture : là, la congestion sera encore plus importante. Nous conduisons cette transition, elle est évidemment complexe, comme tout changement. Il y a les discours de facilité qui disent qu'il ne faudrait rien changer ou que tout va mal ; et puis il y a le nôtre, qui est de porter la transition avec un courage certain, parce que ce n'est pas simple de prendre des décisions qui bousculent les habitudes. Mais au fond il faut savoir faire preuve de courage, mener des chantiers qui sont nécessaires, parfois très ingrats, très injustes, ceux des réseaux d'eau, la réalisation de la ligne 5 du tramway.

C'est aussi – je terminerai là-dessus, et après on passe à notre ordre du jour, chers collègues – la

sécurité du tramway, Monsieur NISON. Bientôt nous aurons le rapport de la Cour des comptes sur la table, et il pointera nos défaillances sur l'investissement de la sécurité du réseau. Monsieur NISON, à de nombreuses reprises, s'est rendu dans des rames qui ont déraillé. Nous avons sous-investi dans le réseau de tramways. Je dis « nous » : la Collectivité ; je ne jette la pierre à personne. Un risque d'accident comme à Brétigny-sur-Orge était possible. C'est pour ça qu'il y a eu une Autorisation de Programme (AP) votée au Conseil de Métropole de 70 millions d'euros qui permet de sécuriser l'ensemble des aiguillages, et donc ensuite de limiter l'impact des incidents voyageurs, qui parfois dégradaient le service aux usagers. Il y a des travaux importants qui bousculent le fonctionnement du réseau, et je mesure bien les difficultés que ça peut poser. Mais je le dis aussi : la sécurité, des chauffeurs, des conducteurs et conductrices de notre réseau et des usagers, ne peut pas faire l'objet d'arbitrages financiers défavorables. Aujourd'hui les équipes sont sur-mobilisées, et ça nous permet aussi d'améliorer les choses. Donc oui, il y a beaucoup de travaux, beaucoup de chantiers en cours dans la Ville. On en mesure tous, les uns et les autres, les impacts que cela peut conduire, mais il faut bien mesurer que chacun d'entre eux a une légitimité indispensable pour notre territoire. Ces chantiers, je termine là-dessus, permettent aussi de préserver le niveau d'emplois sur le territoire et dans un contexte extrêmement anxiogène – c'est important.

Voilà mes chers collègues. J'étais un petit peu long sur ces informations, mais c'est l'actualité chargée de notre Ville.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 28 juin 2022

Monsieur le Maire : Il nous faut maintenant adopter notre ordre du jour avec l'affaire n° 1 qui concerne Lviv. Donc le Conseil comporte 99 affaires. Qui est contre ? Oui ? Madame DOULAIN, sur l'ordre du jour.

Alenka DOULAIN : Je souhaite profiter du vote sur l'ordre du jour pour vous annoncer la déclaration de constitution d'un groupe politique Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (NUPES) Montpellier avec Madame Flora LABOURIER et Madame Clotilde OLLIER.

Vous avez pris le temps de faire un long laïus introductif, mais vous avez oublié de revenir sur un événement politique majeur, qui est que vous êtes aujourd'hui minoritaire dans cette Ville, malgré les efforts conséquents déployés par la majorité municipale. S'il n'était question que de votre échec, l'opposante que je suis pourrait s'en réjouir. Mais c'est triste, et c'est ça qui nous anime aujourd'hui, c'est surtout triste pour les Montpelliérains. Alors que les Montpelliérains attendaient le SMIC à 1 500 euros, vous avez fait le choix de vous mobiliser contre ces accords historiques des forces de gauche. Alors que les Montpelliérains avaient besoin d'un plan de relance économique national, vous avez fait le choix de diaboliser la NUPES, de participer à l'hystérisation du débat politique. Alors que notre Ville a besoin de mesures pour répondre à l'urgence climatique, vous n'avez soutenu que du bout des lèvres les candidatures NUPES. Vos errements personnels et ce manque de clarté ont offert trois députés de MACRON à notre Ville. Si certains ont été déçus, j'y vois pour ma part une clarification.

Quoi qu'il en soit, nous prenons aujourd'hui nos responsabilités : celui de constituer ce groupe politique qui a vocation à accueillir toutes celles et ceux qui se retrouvent dans la nécessité de mettre une rupture à ces politiques ultralibérales qui mènent notre société et notre pays dans le mur écologique et qui accroissent les inégalités. Toutes les personnes qui se retrouvent dans la nécessité de changer radicalement nos pratiques démocratiques pour réconcilier citoyens et citoyennes avec la politique et ramener nos concitoyens sur le chemin des urnes. Toutes celles et ceux qui se retrouvent ici à Montpellier, comme partout en France, pour être à la hauteur de l'immense espoir qui est né avec

la NUPES, qui s'est levé ici, notamment dans notre Ville vu les scores historiques dans les urnes, et de mener cette bataille politique pour la justice sociale, pour l'écologie populaire, pour la démocratie réelle, pour que ces choses deviennent majoritaires à Montpellier et dans le pays. Les Montpelliérains et Montpelliéraines trouveront dans ce groupe d'élus des représentants solides, travailleurs, et une opposition constructive.

Merci de prendre acte de cette déclaration de groupe, et nous pourrons nous retrouver plus tard pour évoquer les modalités pratiques.

Monsieur le Maire : Merci Madame. Évidemment, conformément au règlement intérieur de notre Conseil municipal, il faut être trois pour constituer un groupe. À partir du moment où vous êtes trois, vous êtes reconnues comme groupe. Ça va permettre d'opérer les modalités de bon fonctionnement du Conseil municipal. Je prends acte de votre volonté d'être constructive. Merci beaucoup.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

1. Relations internationales - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 1, qui a été posée sur table et qui est en lien avec l'expression que nous avons eue avec le représentant de Lviv. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022

Monsieur le Maire : Vote du procès-verbal du Conseil du 29 mars 2022. Qui a des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Le procès-verbal de la séance du 29 mars 2022 est adopté à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a des remarques sur les décisions du Conseil ? C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

2. Ville fraternelle et solidaire - Solidarité envers les déplacés ukrainiens - Attribution de subvention et mise à disposition gracieuse - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 2. La parole est à Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Il s'agit de régulariser le soutien apporté à l'association Croix-Rouge qui a organisé l'animation, l'accueil des familles ukrainiennes dans le cadre des gymnases qui ont été mobilisés durant les premières 72 heures de leur arrivée sur la Ville. Au début la mobilisation était une mobilisation militante, bénévole ; mais devant l'importance et la durée, il a été nécessaire d'engager des salariés qui assurent l'accueil les 72 premières heures, avant de passer ensuite à l'accueil organisé par l'État. C'est l'accueil de deuxième niveau, qui aujourd'hui connaît des difficultés réelles, puisque l'accueil qui était fait sur des lieux mobilisant les villes du littoral est en train de fermer maintenant et il est demandé de redispacher toutes les familles dans l'ensemble du territoire. L'État organise des déplacements de familles sur l'arrière-pays, sur des villes qui sont moins affectées par les cycles touristiques. Le montant de la subvention est de 49 300 euros, auxquels s'ajoutent 5 500 euros de financement des déplacements que l'association SOS Montpellier Ukraine organise pour les familles sur l'ensemble de la Ville en utilisant les transports collectifs. Il s'agit d'autoriser ces deux dépenses.

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

3. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Achats publics durables - Adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) 2022/2026

Mmes J. FRECHE et A. SAURAT sortent de séance.

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Madame RIBOT pour la présentation du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) pour la Ville de Montpellier.

Catherine RIBOT : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Aujourd'hui nous vous présentons donc le schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables. C'est un document de planification qui est obligatoire depuis la loi sur l'économie sociale et solidaire de 2014. Il est aussi obligatoire pour ce qui concerne l'environnement, l'écologie depuis 2015, et cette obligation a été renforcée l'été dernier, en août 2021.

Ce schéma est important parce que la commande publique est véritablement un levier pour le développement durable. C'est une approche globale de l'achat public qu'il faut retenir là. Sur la Ville de Montpellier, chaque année, 146 millions d'euros sont passés sur les achats publics.

Le SPASER est donc un moyen d'action des politiques publiques, c'est un véritable outil – tout à l'heure je disais un levier – pour le développement durable. C'est un outil qui permet d'impulser l'achat public, durable, en mettant en œuvre des objectifs, des moyens, des moyens d'action. C'est un outil pour l'ensemble de la commande publique, l'ensemble des marchés publics de la Ville – de la Métropole aussi – quel que soit leur seuil, quel que soit finalement aussi leur objet – pour les marchés de travaux, des marchés de services ou des marchés de fournitures.

Le SPASER est aussi un outil évolutif, c'est important de comprendre cela. Rien ne sera totalement gravé aujourd'hui : ce document va évoluer en fonction des besoins de la collectivité, en fonction bien sûr des positions politiques aussi, en fonction des marqueurs de réussite, des indicateurs de performance qui seront définis par les instances de suivi qui vont être mises en place.

Le SPASER de la Ville, le SPASER de la Métropole, sont élaborés pour une période donnée : la période de 2022 à 2026. Ce SPASER vous est proposé aujourd'hui. S'il est adopté lors de ce vote, ce SPASER bien sûr devra être suivi. Il fera l'objet d'évaluations permanentes qui permettront de savoir de quelle manière les éléments, le contenu de ce SPASER sont adaptés, et de quelle manière il doit être peut-être modifié finalement pour être davantage opérationnel.

Il y a quatre axes stratégiques, dans chaque axe, il y a des ambitions. Pour le premier axe concernant l'environnement, la santé et la transition énergétique, trois ambitions ont été définies, ont été déterminées : assurer un environnement sain, protéger les ressources ; promouvoir l'économie circulaire ; développer des constructions durables. Voici pour le premier axe.

Pour le deuxième axe concernant l'insertion et l'équité sociale, deux ambitions principales ont été identifiées, ont été déterminées : la première concerne le renforcement de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, et la deuxième concerne la lutte contre toute forme de discrimination. Il s'agit d'assurer l'égalité professionnelle.

Deux axes, l'environnement, l'insertion et l'équité sociale, qui ne peuvent pas être séparés du troisième axe, concernant le développement économique. Le développement économique permet de faciliter l'accès aux TPE, faciliter l'accès aux petites et moyennes entreprises. Il s'agit aussi dans l'ambition n° 2 de promouvoir l'Economie sociale et solidaire (ESS), et de stimuler l'innovation sur le territoire de la Métropole et sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Tout cela, je vous le disais tout à l'heure, doit être suivi, tout cela finalement n'est pas figé à un moment donné, des évolutions seront automatiquement enregistrées. Voilà pourquoi il y a un quatrième axe, qui concerne la gouvernance, le pilotage de la politique achat de la Collectivité. Il s'agit de faire en sorte que la commande publique soit véritablement un levier de performance et de développement durable. La définition de ces indicateurs, de ces éléments de suivi est importante.

Là j'ai parlé de façon générale. Il y a bien sûr des exemples d'actions du SPASER. C'est un document qui doit se comprendre de façon très concrète et il sera apprécié en fonction finalement d'un certain nombre de marqueurs de réussite. Vous avez là, pour chacun des axes, certains exemples qui vous permettent très concrètement d'identifier l'utilité de ce document, qu'il s'agisse de l'axe environnement, de l'axe insertion et équité sociale, ou de l'axe développement économique.

Comme je vous le disais tout à l'heure, ce SPASER n'est pas figé, il évoluera. Autrement dit, c'est un document finalement qui est dynamique, qui va permettre à la Collectivité de s'insérer dans une dimension particulière d'utiliser son achat public au service des politiques qui peuvent être définies.

Bien évidemment, je suis à votre disposition si vous avez des questions particulières. Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je vous remercie, chers collègues.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame RIBOT. Y a-t-il des questions ? Je propose donc de mettre aux voix, en vous remerciant et en remerciant l'ensemble des équipes. Ah, pardon, Monsieur LÉVITA, excusez-moi.

Max LÉVITA : Juste une remarque. C'est un très bon document, très intéressant. Je voudrais simplement insister sur le fait qu'il faut prévoir un effort de formation particulièrement important, à

la fois dans notre administration, pour mettre au point les différents marchés, les indicateurs à respecter, et puis surtout auprès des entreprises. À l'heure actuelle déjà, de très nombreuses entreprises ne répondent pas à nos appels d'offres parce qu'elles les trouvent trop compliqués, trop difficiles. Elles préfèrent être sous-traitantes d'entreprises qui elles ont les moyens de répondre aux appels d'offres. Là il y a un point à creuser qui est très, très compliqué. Ainsi que je l'ai déjà fait remarquer à Madame RIBOT, il faut bien commencer à changer le monde.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LÉVITA. Ce document et l'ensemble de cette démarche vont être présentés aux acteurs économiques. Vas-y Catherine [RIBOT].

Catherine RIBOT : Effectivement, vous avez entièrement raison : il faut prouver le mouvement en marchant, et c'est une première étape, un début. Ce texte est obligatoire depuis 2014-2015. Le premier est adopté maintenant : il est évident que c'est le début d'une évolution, d'une transformation. Vous avez raison effectivement, la formation se fait en interne, mais sur ce point je pense que ce SPASER répond à un certain nombre d'attentes en interne au sein de notre Collectivité. Vous avez raison, la formation doit se faire aussi au sein des acteurs économiques de notre territoire. Je pense que là, effectivement, le SPASER est une première pierre qui permettra de généraliser un mouvement finalement en faveur du développement durable.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

4. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Hérault Énergie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour la réalisation d'une chaufferie bois-énergie commune et d'un réseau technique pour le groupe scolaire Anne Franck, Charles Dickens et le collège des Aiguerelles - Autorisation de signature

Mmes J. FRECHE et A. SAURAT entrent en séance.

M. M. SEBLIN sort de séance (avec le pouvoir de Mme N. AKIL).

Mme E. BRUN-MANDON sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 4. Voilà Agnès [SAURAT] qui revient. Merci à toi d'être là pour présenter l'affaire n° 4, qui donnera lieu à un petit point d'information non négligeable sur la question de l'énergie.

Monsieur le Maire : Merci à toi d'être là et pour tout le travail.

Agnès SAURAT : Merci. Bonjour à toutes et à tous. Cette délibération s'inscrit dans le vaste chantier de nos politiques énergétiques, qui passent obligatoirement par le déploiement et l'usage des énergies renouvelables sur notre propre territoire. Lors de notre dernier Conseil de Métropole, j'étais absente puisque je participais au nom de notre Collectivité, mais aussi en tant que vice-présidente de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), aux assises européennes de la transition énergétique, très fière de voir que la sobriété énergétique était à l'honneur, puisqu'elle avait été désignée comme le fil rouge de cette 23^e édition. La sobriété énergétique a été déclinée pendant ces trois jours, et évidemment avec un sous-titre « *moins pour plus* », c'est-à-dire moins d'énergie fossile, moins de pollution, moins d'émissions de CO₂, moins de ressources consommées, moins de précarité

énergétique, pour plus d'énergie renouvelable, plus de bien-être et de qualité de vie, plus d'innovation, plus d'emplois locaux. Dans le cadre de la délégation que vous m'avez confiée, Monsieur le Maire, je me suis engagée à développer des solutions alternatives durables et innovantes pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux auxquels nous faisons face.

Je profite aussi de la parole qui m'est donnée aujourd'hui pour vous informer de l'arrivée à partir de septembre d'un groupe d'étudiants issus de l'Ecole Polytech Féminine de Montpellier, arrivée qui est le fruit de la convention que je vous avais soumise il y a un peu plus d'un an maintenant. Ces étudiants travailleront sur les problématiques énergétiques qui concernent notre patrimoine immobilier, et chaque 6 mois une nouvelle équipe d'étudiants-chercheurs viendra nous accompagner.

Hier soir, aux assises de la Med Vallée, vous avez évoqué la capacité à diffuser l'innovation pour le progrès humain. Dans l'actualité toute proche, j'aurai le plaisir, grâce à l'association Energy Cities, de voir se concrétiser le projet *Efficient building*, sur lequel nous avons candidaté il y a aussi plusieurs mois, dans le cadre du dispositif européen Interreg. Donc les 4 et 5 juillet, je vous annonce que nous accueillerons une délégation de la Ville de Tlemcen, avec qui nous partagerons nos pratiques autour de la notion de bâtiment économe sur différents sites de la Ville.

Pour revenir à ce rapport, vous rappeler d'abord que nous avons mené en 2020 et 2021 plusieurs opérations de remplacement d'anciennes chaufferies sur les groupes scolaires Blaise-Pascal, Docteur-Calmette, Duruy, Combes, ces groupes scolaires qui ont bénéficié du dispositif d'accompagnement Hérable, qui est porté par Hérault Énergies. C'est d'ailleurs à leurs côtés que mardi dernier j'ai eu le plaisir d'accueillir un petit groupe d'élus et de responsables de services de la Métropole pour leur présenter la chaufferie bois énergie de l'école Émile-Combes. Comme je vous l'avais annoncé en fin d'année 2021, nous devons remplacer la chaufferie du groupe scolaire Dickens, et très vite nous avons imaginé un portage partagé, puisque le collège tout proche de notre groupe scolaire avait aussi le projet de changer son dispositif de chauffage. Aujourd'hui je vous propose de voter la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une chaufferie bois énergie partagée avec le collège des Aiguerelles et notre groupe scolaire Anne-Franck, Charles-Dickens.

Pour rappel, il y a quelques mois, je vous avais soumis aussi un rapport qui portait sur les études nécessaires à cette opération. Les conclusions confortent la pertinence du projet et sa faisabilité. Le plan prévisionnel de financement annonce un coût total de l'opération à 416 000 euros hors taxes, dont 256 000 d'aides. Le reste à payer est ventilé entre nos deux Collectivités selon une clé de répartition qui figure dans le rapport : 70 % pour le Département et 30 % pour la Ville, soit 72 960 euros.

Effectivement, c'est un très grand défi qui nous attend. En ce qui me concerne, je mettrai un point d'honneur sur tout ce mandat à mettre en œuvre le décret tertiaire pour tous nos bâtiments publics, avec évidemment en fil rouge et fil conducteur la sobriété énergétique. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Agnès. Sur ces affaires, on a rajouté un petit diaporama, parce que je crois qu'il est important, si on peut le projeter.

Il y a beaucoup actuellement de débats dans notre société sur le coût de l'énergie, qui est l'une des conséquences de la guerre en Ukraine, à la fois une conséquence géopolitique, et il faut absolument se sortir des énergies, du gaz et du pétrole russe, mais plus globalement il faut sortir des énergies fossiles pour les questions climatiques. Le diaporama donne des indices très forts sur l'évolution du coût de l'énergie : c'est spectaculaire. C'est pour ça qu'il existe un débat très important pour les ménages, sur l'encadrement indispensable du prix de l'énergie. Mais pour les collectivités la réalité

est différente et vous avez pu voir que la presse se fait écho de décisions des collectivités de fermer ici 1-2 équipements, à cause de l'impact du prix de l'énergie.

Il nous semble important, avec Agnès SAURAT, Michel ASLANIAN, de donner quand même une transparence des incidences budgétaires, aujourd'hui, sur les problématiques du coût de l'énergie. Le patrimoine immobilier de la Ville et de la Métropole, c'est l'équivalent de 1 million de mètres carrés, c'est considérable : les écoles, les piscines, les médiathèques, les maisons pour tous...

Sur les dernières estimations – on est dans le cadre d'un groupement de commandes avec Hérault Énergies – l'électricité, c'est 2,5 fois sur facture, l'éclairage public 1,5 fois, le gaz 2,3. Si nous continuons sur cette dynamique, l'impact budgétaire du coût, du surcoût de l'énergie ou de l'évolution du prix de l'énergie, ce sont près de 12 millions d'euros pour la Ville et la Métropole en 2023. C'est donc un impact extrêmement important. Cela nous oblige. Un certain nombre de mesures ont été prises et sont engagées. D'autres sont à venir, et nous aurons l'occasion d'y revenir.

Il faut savoir une chose. Ça nous a tous un petit peu frappés, les déclarations des patrons de l'énergie, les grands groupes. Mais si nous réduisons d'un degré la température, nous faisons 10 % d'économie d'énergie. L'enjeu de notre sobriété, notre responsabilité, baisser d'un degré, c'est 10 % d'économie d'énergie. Nous allons lancer un grand plan de sensibilisation de l'ensemble des personnels, de l'ensemble des utilisateurs, notamment dans les écoles, pour aller chercher ces 10 % d'économie d'énergie. C'est un travail très important.

D'autre part, dans notre PPI – sur laquelle vous avez délibéré, Ville et Métropole et qu'Agnès [SAURAT] suit de très près – nous avons engagé des crédits assez conséquents, notamment sur la rénovation thermique des écoles (47 millions) et la végétalisation des cours d'école. C'est ce problème des épisodes caniculaires que nous devons traiter. La réponse ne peut pas être partout des climatiseurs, ce serait contre-intuitif. Le plan de végétalisation des écoles, de rénovation des écoles, patrimoine des années 70, va nous y aider, notamment des écoles à structure thermique, pour le patrimoine municipal et aussi le patrimoine métropolitain.

Autre travail, que conduit notre collègue Bruno PATERNOT à l'échelle de la Métropole, qui est l'éclairage public, qui est extrêmement important, puisque le coût de l'électricité augmente. Nous avons aussi des données intéressantes, parce que nous avons 78 295 points lumineux à l'échelle de la Métropole. Ce sont 31 millions de kilowattheure qui sont chaque année consommés pour l'éclairage public, soit aujourd'hui 4,5 millions d'euros de dépenses énergétiques pour l'éclairage. Nous avons donc quasiment doublé. Éclairer aujourd'hui nous coûte deux fois plus cher qu'il y a environ un an. Nous rénovons les installations pour aller chercher la sobriété et la frugalité (7,3 millions d'euros). Nous passons en LED, qui est quand même beaucoup plus sobre, ce qui permet de dégager des économies. Le travail que Monsieur PATERNOT va mener, le plan lumière, qui doit nous permettre d'abaisser l'éclairage public de notre patrimoine – on viendra dans une autre séance sur le privé. Il faut que nous arrivions à baisser pour réduire cette facture importante. On a fait des expériences, elles sont toutes conclusives : l'insécurité ne s'est pas accrue, la sécurité des automobilistes n'est pas pointée. Nous avons des efforts ici à faire et des marges de manœuvre.

Autre point, sur notre flotte de véhicules. Outre les enjeux de qualité de l'air, faire le plein en essence c'est extrêmement cher aujourd'hui. D'où les 17 millions d'euros – je parle sous ton contrôle Agnès [SAURAT] – engagés pour verdir l'intégralité de notre flotte. On voit de plus en plus de Zoé logotypées Ville de Montpellier ou Métropole, mais aussi au sein des espaces verts, au service du protocole, pour verdir nos flottes, parce que c'est un moyen de réduire notre facture énergétique

Autre point, le plan photovoltaïque. Ce bâtiment est assez emblématique, mais là nous avons un enjeu d'accélération à opérer. Ici la principale ressource énergétique, c'est le soleil – il y en a une autre, je vais y venir. Nous allons engager 3,4 millions d'euros pour équiper en photovoltaïque nos bâtiments, pour produire notre propre énergie, et sortir de ce schéma de dépendance, de ces contrats qui sont négociés à l'échelle européenne, et être producteurs de notre énergie. Là le travail commence à se défricher. Le cadastre solaire devra nous y aider à l'échelle de la Métropole.

Point n° 5 –on ne va pas être très populaires parce qu'on va encore faire des travaux – il nous faut être producteurs d'énergie également : panneaux photovoltaïques, mais aussi le réseau de chaleur urbain. On a commencé – je parle en regardant Max [LEVITA] qui connaît très bien ces sujets, et je le remercie de son action notamment comme Président de la SERM. Nous développons un réseau de chaleur urbain. Actuellement il y a la chaufferie bois en cours de construction dans la ZAC de la cité créative, qui va nous permettre de connecter au réseau de chaleur des logements de la Croix d'argent. Quand on est connecté au réseau de chaleur, les particuliers ne sont plus dépendants de la variation du prix de l'énergie ; donc il y a tout un certain nombre de ménages montpelliérains et d'équipements municipaux et métropolitains qui sont préservés des variations du prix. Nous voulons développer le réseau de chaleur urbain, notamment au nord de la Ville où là il y a de grands équipements, en particulier le CHU. Ces réseaux de chaleur étant alimentés par la filière bois de la Région Occitanie, pour laquelle nous engageons des contrats de réciprocité extrêmement importants pour aller chercher cette énergie qui va participer de notre mix énergétique sur le renouvelable.

Nous sommes là, mes chers collègues, à un point – c'est important à la veille du Compte administratif – où il faut partager une vigilance sur le coût de l'énergie. Je ne sais pas si c'est le nouveau choc énergétique – en tout cas il faut le considérer comme tel – qui aura un impact budgétaire sur nos finances, assurément, et en même temps qui doit nous conduire à accélérer la transition, vers d'abord la frugalité, la sobriété. La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas. C'est l'engagement sur la rénovation de nos bâtiments, c'est pour ça que la délibération de Madame SAURAT, on l'a mise en début de Conseil pour bien montrer ce travail-là. Devenir producteurs d'énergie, nous ne serons pas, il ne faut pas mentir, une Métropole autosuffisante sur le plan énergétique ; ce serait illusoire de dire qu'on y arrivera en 4 ans. Mais nous avons des capacités réelles de production : réseau de chaleur, chaufferie bois d'une part, et d'autre part d'autre notre potentiel photovoltaïque, que nous devons développer. La sobriété, la frugalité, rénovation, mais aussi responsabilisation. Le temps de l'énergie pas chère, de l'électricité pas chère et du gaz pas cher est un temps qui est maintenant révolu, et qui nous oblige tous azimuts. J'ai aussi demandé à Olivier NYS, qui est en lien avec les élus, une *task force* pour pouvoir agir dans l'administration municipale sur ce patrimoine et sur nos comportements, pour que nous puissions avoir des gains perceptibles et visibles. Il en va de nos marges de manœuvre et de qui nous finançons. Notre dépendance au gaz a des incidences directes sur le plan géopolitique, et nous devons être au diapason des décisions de l'Union européenne là-dessus, et puis sur les enjeux de sortie des énergies fossiles.

Madame RIBOT et Monsieur PATERNOT. Je me doutais bien que vous alliez venir en force, mes chers collègues.

Catherine RIBOT : Monsieur le Maire, chers collègues. Je me permets d'intervenir après les informations très importantes que vous venez de nous donner, Monsieur le Maire. Cette fin de semaine, dans la presse, les PDG d'EDF, d'Engie, de Total Énergies ont appelé les Français à faire des économies de gaz et d'électricité. Ce serait ironique si ce n'était pas si grave. Faut-il fermer les usines nucléaires, car notre sécurité est en jeu ? Faut-il relancer le charbon ? Comment réorganiser le marché de l'énergie, comment reprendre le fonctionnement de ce marché ? Sommes-nous prêts à nous passer d'électricité ou d'un peu d'électricité ? Mesurons-nous bien l'impact d'une telle chose

finalement auprès de nos concitoyens ?

Je me permettrai de poser une seule question à notre Assemblée, à nos concitoyens et concitoyennes qui nous écoutent. Connaissez-vous votre consommation d'énergie en kilowattheure ? Car en effet tout part de là. Il nous faut redécouvrir notre consommation pour mieux pouvoir la réduire. Quelles sont les écogestes à mettre en place ? Vers quelle institution se tourner pour avoir des conseils pour rénover son logement ? Comment se renseigner sur le réseau de transport en commun de notre Commune par exemple, très concrètement ?

Il y a urgence. Les projets d'énergie renouvelable devraient sortir de terre cet été, maintenant, pour être en fonctionnement dès l'automne, dès cet hiver. En avons-nous conscience ? En cas de vague de froid cet hiver, nous risquons d'avoir des coupures d'électricité tournantes ; c'est impossible autrement. Le bouclier tarifaire mis en place pour toute la population ne sera pas une solution. Il faut concentrer les financements pour les précaires. Or pour le moment personne ne bouge ou alors trop peu. Même maintenu au tarif actuel, certains, certaines de nos concitoyens et concitoyennes, ne peuvent plus suivre.

La Commission européenne a annoncé vouloir se passer de deux tiers des hydrocarbures russes consommés avant la guerre d'ici la fin de l'année 2022. Le plan présenté en mai par la Commission s'articule autour de quatre lignes d'action : économiser l'énergie, diversifier les approvisionnements, substituer rapidement les énergies fossiles par des énergies renouvelables et combiner intelligemment les investissements et les réformes. Il faut le dire, moins consommer d'énergie est une nécessité absolue. Le moment est venu de le dire clairement : il y a des usages superfétatoires. Il y a d'autres usages à organiser, à privilégier, c'est vrai. MaPrimeRénov' par exemple ne finance quasiment pas les rénovations globales et ambitieuses. Nous payons cash la faiblesse de l'action sur la rénovation du bâti. Des gens vont avoir froid cet hiver, cela risque d'être une problématique grave, une problématique sociale importante. Faut-il par exemple demander l'arrêt de la publicité électrifiée, sur écran numérique dans l'espace public, une décade finalement de la publicité en général ? La réflexion sur l'éclairage public n'est pas que bénéfique pour la biodiversité. Qu'en est-il de la taxation aussi des superprofits des énergéticiens comme Engie, comme Total Énergies ? D'autres pays européens l'ont mis en place. Produire de l'énergie localement, de manière finalement la plus propre possible, est envisageable, doit être envisagé. Produire de l'énergie localement en impliquant les citoyens, c'est également aussi une chose à impulser.

Les dispositifs finalement sont assez nombreux. Il y a certes une coopérative solaire citoyenne, il y a bien sûr le plan climat air énergie qui fixe des objectifs pour 2050. Nous avons adopté ce plan climat à la Métropole ; il a été élaboré et il nous indique que notre potentiel énergétique majeur repose sur le solaire. Voilà une occasion finalement de le concrétiser, ce plan. Il y a les contrats de performance énergétique, qui permettent d'améliorer l'efficacité énergétique d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments. Il y a des sociétés de tiers financement, il y a aussi ce qu'on appelle l'*intracting*, ce qu'on appelle parfois le *slim*. Vous l'avez dit tout à l'heure, Monsieur le Maire, nous avons à Montpellier un satellite, un bras armé, une filiale de la SERM, qui agit sur ces questions. Peut-être faut-il d'ailleurs s'interroger sur sa place, sur son statut dans le cadre de la société à mission qui résultera, qui va être créée après la fusion SERM, SA3M et société Énergie Sud. Bien évidemment là je serai disponible.

Il est urgent, il est indispensable qu'une politique ambitieuse en matière d'énergie renouvelable soit précisée, affirmée, réalisée. Nous devons construire une politique gagnant-gagnant entre les territoires, avec les citoyens de la Région, pour partager les fruits économiques de cette production. Nous devons également très largement développer les initiatives citoyennes. Il y a les communautés d'énergie qui peuvent être mises en place, les habitants et habitantes des collectivités, les PME,

doivent pouvoir s'associer pour faire émerger des projets d'énergie renouvelable, pour se partager l'énergie ainsi produite.

Peut-être que ce sont les jeunes générations qui vont nous montrer le chemin. Vous avez vu certainement dans la presse récemment la remise des diplômes à l'École polytechnique vendredi 24 juin. Cela fait écho au discours de Clément SCHWANN qui était un jeune diplômé de l'École centrale de Nantes en 2018. Il y a aussi les jeunes diplômés d'AgroParisTech, il y a quelques jours, il y a eu aussi un discours prononcé par deux étudiantes à HEC. Le parrain de la promotion de l'École polytechnique cette année était le PDG de Total Énergies, Patrick POUYANNÉ – vous l'avez certainement vu cela dans la presse – il avait enregistré un message vidéo à destination de ces jeunes générations, de cette promotion et dans l'amphithéâtre les élèves, la moitié des élèves à peu près, se sont retournés face à cette vidéo. Peut-être est-ce les nouvelles générations qui nous montrent le chemin ? La radicalité effectivement nous est imposée. La force sera nécessaire pour la réaliser.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Maire, chers collègues, l'heure est à la mobilisation et les Ecologistes ont bien l'intention d'être une force proactive de la majorité dans cette lutte au bénéfice de toutes et de tous. Des solutions existent. Ces solutions n'attendent que notre volonté politique pour nous en emparer. Produire de l'énergie localement, de manière la plus propre possible, en impliquant les citoyens, doit être l'une de nos priorités face à cette crise. Je le redis : il est urgent, indispensable qu'une politique, une politique en matière de sobriété, d'énergie renouvelable, soit réalisée, définie. C'est ce que les Ecologistes disent, ont toujours dit depuis un certain nombre d'années. Je vous remercie, chers collègues. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Maire : Merci, Madame RIBOT. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT : Merci, Monsieur le Maire. Quelques petites précisions sur l'éclairage. Effectivement, d'ici la fin du mandat, sur Montpellier, sur la ville-centre, nous serons à 100 % de rénovation de l'éclairage public – pas tout à fait 100 % en fait 98 %, puisqu'il y a 2 % de nouveaux quartiers, donc on ne va pas rénover la nouveauté.

Une autre chose importante : nous allons, à la fin du mandat, réduire le nombre de mâts et de points d'éclairage. Il faut savoir que c'est un changement à 180°. Sur les 20 dernières années en France, nous avons mis 30 % d'éclairage supplémentaire. En passant à la technologie LED – comme effectivement elle coûte moins chère – on crée de la pollution lumineuse dans tous les sens, parce que jusqu'à présent il n'y avait pas de lien entre écologie et économie. Nous, nous réduisons la pollution lumineuse et la facture dans le même sens.

Une autre petite précision très technique, puisque nous changeons en LED, nous avons un certain recul, un certain regard sur les technologies. Donc on se méfie du passage au tout LED, de la bonne solution et du remède miracle. C'est pour ça aussi que les services sont à la pointe en matière d'innovation et nous testons beaucoup de choses à plein d'endroits différents – la rétro luminescence, une technologie BOP... – plein de choses très techniques, mais où on essaye de voir si jamais il n'y avait pas d'autres solutions. Une solution, par exemple, est le changement des enrobés que nous faisons avec Laurent NISON : effectivement si on éclaire du noir, forcément, il faut mettre beaucoup de lumière, alors que si on éclaire du clair c'est beaucoup plus simple. Mais tout ça, nous vous le dirons dans une conférence de presse très prochainement, puisque nous allons signer la charte de l'ADEME. Enfin nous l'avons signée, et nous ne signons pas des chartes d'ambition mais bien des chartes de réalisation, qui montrent l'état, qui vérifient ce que nous faisons, trouvent que nous allons vraiment dans le bon sens. Je crois que c'est la semaine prochaine qu'on va signer ça et on pourra vous dire que, si l'univers n'éteint pas ses étoiles, nous oui. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur PATERNOT. Madame SAURAT.

Agnès SAURAT : Juste pour rebondir et rassurer s'il le faut les Ecologistes et Madame RIBOT. La politique de sobriété énergétique est engagée depuis 2 ans au sein de cette majorité. La délégation qui m'a été confiée autour du pilotage de la gestion active du patrimoine, et donc de la sobriété énergétique, est un très, très vaste chantier. Je vois avec plaisir et enthousiasme aujourd'hui qu'elle prend enfin son envol et va devenir quelque chose de transversal. On est obligé, avec la mise en œuvre du décret tertiaire, de toute façon, de la considérer comme un pacte. Comme la Région a pu établir un pacte vert, nous sommes dans l'obligation d'établir un pacte énergétique qui va traverser toutes les compétences de notre Collectivité.

On pourra peut-être en reparler dans d'autres instances, puisque j'ai énormément de dossiers sur le feu. Le plan lumière en est un, mais je vous rappelle juste que c'est de la compétence de la Métropole, et effectivement je suis derrière Isabelle TOUZARD pour le déploiement d'un des outils du PCAET – puisque le plan lumière est un outil. J'avais juste eu la volonté d'en faire un outil réglementaire plutôt que juste une déclaration d'intention, mais surtout d'aller irriguer au niveau de la doctrine dans nos collectivités, irriguer plutôt que contraindre. C'est pour ça qu'il y aura aussi beaucoup de choses au niveau de la formation des agents. L'engagement des Communistes sur la sobriété énergétique, il passe aussi par l'efficacité énergétique. Je sais que ce sont des concepts un peu sensibles, mais l'efficacité énergétique, c'est quand même beaucoup, énormément de travail autour de l'innovation – on en a encore parlé un petit peu hier. J'ai présenté à mes équipes depuis un moment maintenant des solutions et des entreprises, puisqu'on a un écosystème très précieux sur ce territoire : hydrogène stationnaire, des choses comme ça. On est au travail, pas d'inquiétude. C'est vrai qu'on pourrait aussi se voir entre élus pour créer des synergies entre nos délégations.

Monsieur le Maire : Merci, Madame SAURAT. Vous avez parlé d'innovation : l'entreprise Bulane sur l'hydrogène est un acteur majeur, qu'on aura l'occasion d'aller visiter pour voir les solutions. Je propose de mettre aux voix l'affaire n° 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

5. Finances - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 5. C'est la subvention à l'ALEC, qui permet de sensibiliser, dont on a salué l'installation dans les nouveaux locaux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

6. Finances - Compte administratif et compte de gestion 2021 de la Ville de Montpellier - Approbation

Mme E. BRUN-MANDON et M. M. SEBLIN entrent en séance (avec le pouvoir de Mme N. AKIL). Mmes H. EMAD, F. NAKIB, A. SAURAT, MM. M. DELAFOSSE, M. REYNAUD (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) et B. TRAVIER sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. Compte administratif. S'il n'y a pas d'opposition, je propose de donner la présidence de séance à Madame DOMBRE COSTE, Première Adjointe, pour la présentation du compte administratif, ne pouvant ni prendre part au vote, ni au débat.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil municipal élit un président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte Administratif.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première adjointe. A l'issue d'un vote à main levée, la candidature de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Présidente de séance ad hoc est acceptée à l'unanimité.

Conformément à la législation, après l'élection du président de séance ad hoc, Monsieur le Maire quitte la salle ; il ne pourra revenir qu'après le vote du compte administratif.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci. Monsieur ASLANIAN, vous nous présentez le compte administratif ?

Michel ASLANIAN : Merci Madame la Première Adjointe. C'est un moment important que ce vote-là. Un petit rappel sur le calendrier budgétaire. En novembre-décembre, nous avons eu le débat d'orientations budgétaires. En janvier-février, nous avons eu le vote du budget primitif. En juin, aujourd'hui, nous avons le vote du compte de gestion et du compte administratif. Et en juillet nous aurons le vote du budget supplémentaire avec la reprise des résultats.

Le compte de gestion et le compte administratif retracent chaque année les opérations budgétaires en dépenses et en recettes de la collectivité au 31 décembre de l'exercice précédent. Le premier document est établi par le comptable public, le second est produit par l'ordonnateur. Les deux documents sont soumis au vote du Conseil municipal qui constate la concordance entre les deux documents. Le résultat de l'exercice qui apparaît dans les deux documents est affecté à l'année en cours lors du budget supplémentaire qui sera adopté en juillet. Le vote du compte administratif répond à une exigence de transparence et représente une étape importante de la démocratie locale. Il permet à chaque citoyen de constater en toute transparence comment sont employés les crédits publics.

Nous allons maintenant faire un petit résumé de l'énorme document que vous avez tous reçu et tous lu. D'abord les quatre piliers de la stratégie financière du mandat :

- Pour agir pour le pouvoir d'achat et la création d'emplois, nous avons donc décidé de geler les taux d'imposition sur le mandat pour protéger le pouvoir d'achat ;
- La pérennisation de l'autofinancement avec un taux d'épargne brut très favorable de 16 % en 2021 ;
- La maîtrise de l'endettement avec une capacité de désendettement à 3,6 ans, bien inférieure à celle des collectivités de notre taille ;
- Davantage d'investissements dans le cadre d'une PPI ambitieuse votée en novembre 2001, avec par exemple 84 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2021, ce qui représente nous le verrons 14 % de plus par rapport à 2020.

Un petit focus, parce que c'est important, sur l'impact de la crise sanitaire, qui nous a coûté 2,6 millions d'euros. Nous avons continué de mobiliser en 2021 des moyens importants pour assurer la protection sanitaire des Montpelliéraines et des Montpelliérains, et soutenir aussi le tissu associatif comme le commerce local. Nous avons en charges de fonctionnement supplémentaires 0,3 million d'euros – vous l'imaginez, les matériels de protection, le nettoyage des locaux, les mesures barrières dans les bâtiments. Nous avons un centre de vaccination pour un coût de 1,5 million d'euros qui se décompose en 1,2 million d'euros de masse salariale et 300 000 euros de frais de fonctionnement. Nous avons eu des pertes de recettes de fonctionnement bien entendu : 0,9 million d'euros concernant les terrasses et les produits de service, cantines et crèches. Enfin, nous avons donc des crédits de fonctionnement non réalisés pour 0,1 million d'euros : énergie, achat, restauration scolaire, etc.

Passons maintenant à l'exécution du budget 2021 par section. Commençons par la section de recettes de fonctionnement. Au niveau des recettes de fonctionnement, elles s'élèvent à 372 millions d'euros : 243 millions d'euros de recettes fiscales, 97 millions d'euros de dotations, compensations et subventions, 27 millions d'euros de services du domaine et 5 millions d'autres recettes. Nous avons décidé de geler la fiscalité pour la durée du mandat. Les dotations-compensations comprennent en 2021 les compensations liées à l'abattement sur les établissements industriels. Enfin les produits de service, c'est un effet de retour à la normale après les périodes de confinement.

Un petit point maintenant sur les dépenses de fonctionnement, qui s'élèvent à 313 millions d'euros, avec 185 millions d'euros de dépenses de personnel, 89 millions d'euros de charges courantes et subventions versées, 3 millions d'euros de charges financières et exceptionnelles, et enfin 36 millions d'euros de versements d'attributions de compensations à la Métropole. Au sujet des dépenses du personnel, nous avons voulu une politique de rémunération équitable et sociable, nous avons voulu insensibiliser les effets de la crise sanitaire, nous avons renforcé les effectifs sur certaines politiques publiques et nous avons mis en place un soutien gratuit et laïc. Concernant les charges courantes et subventions, elles sont en progression avec le retour à la normale de plusieurs services publics et d'autres politiques de soutien actif du monde associatif. Enfin sur les attributions de compensation, bien entendu c'est le versement à la Métropole au titre des compétences transférées.

Un petit point sur les recettes d'investissement, qui s'élèvent à 84 millions d'euros : 7 millions d'euros de subventions d'investissement, 5 millions d'euros de dotations reçues, 11 millions de gestion de la dette active, 6 millions d'euros de remboursement d'avances, 1 million d'euros d'autres recettes et 20 millions d'euros d'emprunts. Concernant les subventions et dotations, nous avons fait une recherche de subventions accrue pour les opérations programmées dans la PPI, ce qui explique les 12 millions d'euros. Concernant la gestion active de la dette, nous avons une gestion stratégique en fonction des opportunités et du réaménagement des taux. Enfin concernant l'emprunt, nous avons un recours modéré à l'emprunt, vous le savez. Nous voulons financer la PPI tout en maintenant la Ville parmi les collectivités les moins endettées de France.

Concernant les dépenses d'investissement, qui s'élèvent à 125 millions : 84 millions d'euros de dépenses d'équipement, 12 millions d'euros de remboursement du capital de la dette, 19 millions d'euros de gestion active de la dette, 9 millions d'euros d'avances et 1 million d'euros d'autres dépenses. Un petit focus sur les dépenses d'équipement. Je vous l'ai dit déjà : elles représentent 14 % de progression par rapport à 2020. Concernant le remboursement, nous avons une gestion stratégique de la dette de 12 millions d'euros pour le capital de l'encours en place et 19 millions d'euros pour la gestion active. Enfin le versement d'avances, pour 9 millions d'euros, dans le cadre de concessions d'aménagement.

Nous avons dépensé 84 millions d'euros de dépenses d'équipement au soutien de l'emploi. Nous avons donc 34 millions d'euros pour donner la priorité aux écoles et aux enfants, 29 millions d'euros pour apaiser la ville, 5 millions d'euros pour la ville plus verte et résiliente, 8 millions d'euros pour l'épanouissement de chacun, 3 millions d'euros pour une ville plus accueillante et plus solidaire, 3 millions d'euros pour l'administration générale, et enfin 1 million d'euros pour une ville qui protège chacune et chacun, ce qui représente comme nous l'avons vu 14 % d'augmentation par rapport à 2020.

Passons maintenant à un petit focus par politique publique, ce qui est toujours intéressant. Nous avons redonné la priorité aux écoles et aux enfants pour 143 millions d'euros, ce qui correspond à 33 %, une ville apaisée et durable, 34 millions d'euros, ce qui correspond à 8 %, une ville plus accueillante et solidaire, 31 millions d'euros, 7 %, l'épanouissement de chacun, 28 millions d'euros, 6 %, une ville plus verte et plus résiliente, 23 millions d'euros, 5 %, une ville qui protège, 21 millions d'euros, 5 %, les relations avec la Métropole, 57 millions d'euros, 13 %, des opérations financières et gestion active de la dette, 34 millions d'euros, et enfin l'administration générale, 50 millions d'euros avec 13 %.

Voilà, Mesdames et Messieurs, Madame la Première Adjointe, un résumé synthétique de cet énorme pavé que vous avez dû tous recevoir. Je suis à votre disposition pour les questions.

Fanny DOMBRE COSTE : Je vous remercie pour votre excellente présentation. Bien sûr, tout le monde l'a lu avec attention. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Chers collègues. L'analyse du compte administratif, c'est le moment de vérité car cela permet de voir les petits détails derrière les grandes phrases. Je m'étonne une fois encore de constater un faible taux de réalisation des investissements. Ce taux est de 71 %, comme du temps de la précédente majorité. Je tiens à rappeler quand même que, comparé avec 2020 – année électorale, de la Covid-19, c'est mon premier mandat, mais je ne suis pas non plus née de la dernière pluie – ce taux, 71 %, sans qu'on ait des éléments d'explication pose problème. Faire des PPI avec des montants à 10 chiffres, de jolies présentations : ça vous savez faire et je vous en félicite. Mais quand on passe au concret souvent ça coince, et aujourd'hui je souhaite alerter sur la question des écoles.

Il ne se passe pas une interview sans que la majorité ressasse le mantra de « *la ville à hauteur d'enfants* », sauf que les enfants passent le plus clair de leur temps dans les écoles et que nombre de ces écoles sont de véritables passoires thermiques qui les mettent aujourd'hui en danger. Il y a 10 jours, notre Ville a été confrontée à un épisode de canicule. Comme chaque année, malheureusement, rien n'est prévu pour l'anticiper ou pour la gérer. Pas de mesures d'urgence d'une part, et d'autre part aucune vision sur des mesures de long terme. Le résultat, c'est qu'on a des enfants qui font des malaises à cause des fortes chaleurs, des maux de tête, des saignements de nez, des enfants qui n'arrivent pas à faire la sieste, qui n'arrivent pas à se concentrer dans les classes, où comme à la Paillade par exemple, on a atteint 40°C. Ça met de nombreux parents dans l'angoisse, à tel point qu'ils sont obligés de se mobiliser devant l'Hôtel de Ville sans jamais être reçu par vous, Madame DOMBRE COSTE, dont c'est pourtant la délégation.

C'est là que l'analyse des chiffres prend tout son sens. Si on regarde le budget primitif qui avait été voté ici même pour l'année 2021, il était prévu 4,4 millions pour les travaux de rénovation thermique des écoles et la rénovation des équipements climatiques des bâtiments scolaires. Très bien, sauf que dans cette enveloppe, quand on regarde le compte administratif 2021, il n'y a que 700 000 euros pour la rénovation des équipements climatiques des écoles, rien sur la rénovation thermique, aucun plan en tout cas n'a été rendu public, aucun calendrier n'est aujourd'hui prévu, rien.

Voici l'exemple le plus criant du déni climatique dans lequel votre majorité semble s'engluer. Ces canicules, on va bien se le dire, sont amenées à se répéter. Tous les experts le disent. Quand est-ce que vous passerez à l'action pour protéger nos enfants, protéger également le personnel municipal qui intervient dans ces écoles, le personnel de l'Éducation nationale, et adapter nos écoles tout simplement à cette nouvelle réalité ?

Un déni climatique auquel s'ajoute un déni démocratique. Lorsque les parents d'élèves manifestent leurs inquiétudes qui sont, il faut bien le dire, légitimes, il n'y a pas un élu pour les recevoir. Est-ce que vous trouvez ça normal ? Est-ce que c'est ça la gouvernance apaisée ? Est-ce que c'est ça le nouveau souffle pour la démocratie locale ? Pendant cette canicule, Madame DOMBRE COSTE, vous avez quand même communiqué sur Twitter pour tenter de faire croire aux parents que tout allait bien. Selon vous chaque école disposerait d'un climatiseur mobile : c'est faux. 6 millions par an seraient engagés pour la rénovation thermique des écoles : c'est faux et c'est ce que nous apprend ce compte administratif.

Pourtant les solutions, elles existent. Nous avons des exemples pas très loin d'ici. À Marseille, un vaste plan de rénovation a été adopté pour un total de 1,2 milliard d'euros. Il comprend un diagnostic global de l'ensemble des écoles, qui leur a permis de faire un état des lieux complet, une enveloppe d'urgence de 30 millions d'euros pour faire face aux problématiques les plus critiques, des objectifs d'économies d'énergie très ambitieux, de la concertation avec les enseignants, les parents et même les enfants. Il faut s'inspirer du modèle marseillais.

Voilà ce que nous proposons pour Montpellier. Premièrement, une enveloppe d'urgence pour l'achat d'équipements, des stores pour les fenêtres, des brumisateurs, des climatiseurs lorsque nécessaire dans les dortoirs. Deuxième proposition : la mise en place d'une ventilation nocturne comme cela se fait dans certaines crèches, afin de garantir la fraîcheur au moins le matin. Troisième mesure de bon sens : l'adaptation des horaires lors des pics caniculaires, classe le matin et activités ludiques l'après-midi avec la mise à disposition de bâtiments publics qui sont frais et nous en avons. Enfin un vaste chantier de rénovation thermique sur l'ensemble des écoles de la Ville avec un diagnostic, un plan d'action, un calendrier.

Monsieur le Maire et Madame la Première Adjointe, c'est la santé de nos enfants qui est en jeu. Je vous pose donc la question : pourquoi aucun plan n'a été fait pour la rénovation thermique des écoles en 2021 ? Allez-vous prendre en compte nos propositions pour rectifier le tir et enfin adapter nos écoles au changement climatique ? Merci pour vos réponses.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci, Madame DOULAIN. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA : Je note que vous avez poursuivi l'expérimentation de la certification des comptes. J'imagine que nous allons en parler plus longuement avec la présence de l'expert. Mais vous nous présentez le premier rapport de certification. Je suis heureux de voir cette orientation, que nous avons acceptée, poursuivie.

J'en viens au compte administratif 2020. Les recettes de fonctionnement, elles augmentent de 4,9 % par rapport à 2020. Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 5,2. Les recettes augmentent un peu moins que les dépenses. Je voudrais que vous rapprochiez ces taux des 1,5 % qui nous ont été imposés et respectés tout au long du mandat précédent. Il faut souligner que nous ne connaissons pas encore les règles qui seront prises par l'État dans l'architecture de nos prochains budgets. Votre budget marque un retour à la normale ; il est difficile d'en tirer des conclusions.

J'attire toutefois votre attention sur un ratio inquiétant, qui figure à la page 65 : le ratio dépenses de personnel sur dépenses réelles de fonctionnement. Il a été en 2021 de 59,03 % – c'est vous qui l'avez calculé, ce n'est pas moi. C'est un ratio qui se dégrade et qui nous classe parmi les villes les plus dépensières en personnel. Ce n'est pas une situation nouvelle, vous en avez hérité pour partie, mais quand vous aviez l'héritage, le taux était beaucoup moins important. Il me semble que vous n'êtes pas très attentifs à cet aspect, c'est pour ça que je voudrais attirer votre attention.

Le système des collectivités locales françaises produit une réglementation des salaires qui est imposée par l'État. La valeur du point, elle est fixée par l'État. Elle a été bloquée pendant dix ans, situation dont les collectivités locales ont profité. Aujourd'hui, la situation est devenue intenable et la valeur du point va être augmentée. Si j'en crois *Le Monde*, l'État vient de prendre la décision ; à partir du 1^{er} juillet, les salaires des fonctionnaires augmenteront de 3,5 %, ce qui va poser un petit problème. Vos dépenses de personnel, ce sont 185 millions ; 3,5 %, ça fait 6 475 000 en année pleine ; donc vous avez 3,2 millions pour la deuxième partie de l'année. Avec ce que vous nous avez donné sur l'évolution du budget énergétique, vous avez des augmentations très importantes qui se profilent à l'horizon. Dans ce que je dis, il n'y a aucun jugement de valeur ; c'est la réalité. Le système impose une attention importante, voire excessive d'ailleurs, à ce poste des dépenses de personnel. Je répète : il ne me semble pas que vous y accordiez une importance importante.

Ma conclusion, c'est que ce budget marque un retour à la normale – si tant est qu'il y ait une normale dans les années qui viennent. Je ne suis pas sûr que ce budget prépare à la situation nouvelle qui, de plus, va être marquée par le retour de l'inflation. Je vous remercie.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci, Monsieur LÉVITA. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame BOUTET-WAISS.

Françoise BOUTET-WAISS : Je voulais intervenir. Madame DOULAIN parle des écoles de Marseille. Je suis très étonnée de cette comparaison, de ce modèle. Je rappelle que les écoles de Marseille ont été en déshérence totale pendant des décennies de gouvernance de Monsieur GODIN, et que...

Alenka DOULAIN : *Intervention hors micro.*

Françoise BOUTET-WAISS : Non, mais je vous parle des écoles de Marseille, Madame. Ces écoles-là ont fait l'objet du coup d'un plan de rattrapage par l'État, d'où le 1,2 milliard que vous évoquez. Ce n'est vraiment pas l'exemple à donner, parce que les écoles de Montpellier n'ont jamais été dans cet état-là. C'était une véritable honte nationale qui a défrayé la chronique X fois.

Fanny DOMBRE COSTE : Monsieur ASLANIAN, vous répondez à Monsieur LÉVITA et Madame DOULAIN ?

Michel ASLANIAN : Oui, merci Madame la Première Adjointe. Merci Françoise [BOUTET-WAISS] de rappeler ça, j'allais le faire. Je suis en relation avec mon homologue à Marseille : la situation n'est absolument pas comparable. Les écoles de Marseille menacent pour une partie de s'écrouler ! On n'en est pas là, bien heureusement, à Montpellier, car nous avons entretenu au fil des différentes mandatures nos écoles. Aujourd'hui, il faut effectivement passer un plan différent par rapport à la problématique du climat. Mais de la même façon que je vais répondre à Monsieur LÉVITA sur les problèmes de personnel, nous n'avons pas de baguette magique et les choses ne peuvent se faire que dans le temps et dans la durée du mandat. Je demande à ce qu'on soit jugé sur ce

genre de choses à la fin du mandat, même si nous sommes en capacité de prendre des mesures d'urgence comme il se doit et comme nous l'avons fait.

Madame DOULAIN, 71 % de réalisation : oui vous avez raison, ce n'est assez. Mais comme vous avez la gentillesse de rappeler qu'en 2020 il y a eu la Covid-19, je vous rappelle qu'en 2021 aussi nous étions dans une année qui a été influencée par la Covid-19. Je vous donne rendez-vous l'année prochaine dans une année normale ou en tout cas simili-normale pour voir ce que nous serons en capacité de faire.

Madame DOMBRE COSTE, je vous laisserai répondre sur les écoles si vous le souhaitez un peu plus en avant.

Concernant les dépenses de personnel, Monsieur LÉVITA, oui, elles sont importantes, elles le sont trop. C'est une situation qui est inquiétante, je suis d'accord avec vous. C'est une situation que nous prenons à bras-le-corps avec le Directeur Général des Services. Nous sommes en train de réaliser un certain nombre d'opérations, comme la mise en place de groupes de travail sur la lutte contre l'absentéisme, etc. C'est une situation – vous l'avez dit – dont nous héritons, et exactement comme pour le principe des écoles, nous n'avons pas de baguette magique. Il est strictement impossible – et je pense que si c'était le cas les autres mandatures l'auraient fait avant nous – de résoudre cette problématique en une année. Des habitudes ont été prises, nous devons changer les mentalités, les modes de fonctionnement. En tant qu' élu délégué au personnel et au dialogue syndical, il ne se passe pas un jour sans que je travaille sur le sujet, en collaboration avec toutes les entités, tous les acteurs de la Commune. C'est quelque chose dont les racines sont profondes et sur lequel nous avons à travailler. J'ose espérer que nous verrons les premiers avantages de la politique que nous menons sur le personnel, les signaux positifs, dès l'année prochaine. Voilà, Madame la Première Adjointe.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci, Monsieur ASLANIAN. Je vais juste faire un commentaire peut-être, donner quelques explications sur la question des écoles, puisque ça a été demandé. Je salue l'intervention de Madame BOUTET-WAISS, puisqu'effectivement elle apporte un éclairage sur la question et le parallèle un peu maladroit avec les écoles de Marseille, puisque c'est l'État qui finance cet engagement important de la Ville de Marseille. Pour être en lien régulièrement avec nos collègues élus de Marseille, ils rencontrent d'énormes difficultés dans la faisabilité de ce plan de rénovation des écoles, et malheureusement le plan très ambitieux risque d'être revu à la baisse. Je ferme la parenthèse de Marseille.

Simplement pour dire qu'on n'est pas dans une attitude de « *y a qu'à faut qu'on* ». Bien sûr il fait chaud, il y a des périodes de canicule, on sait la difficulté que ça occasionne pour nombre de professionnels dans la Ville – parce qu'il n'y a pas que les écoles, il y a aussi tous les acteurs du monde économique, et pour certains qui travaillent à l'extérieur. On sait les difficultés que ça comporte. On sait également les difficultés dans certaines de nos écoles, parce qu'effectivement les températures sont élevées, pas suffisamment ventilées. Bien évidemment, depuis le début de notre mandature, nous avons pris immédiatement en considération cette question.

Je dois dire quand même, et le répéter parce que ça a été dit : nos écoles à Montpellier ont toujours été extrêmement bien entretenues. Pour cela je veux rendre hommage à l'équipe précédente, parce que, clairement, il y a eu régulièrement des investissements importants pour maintenir nos écoles dans un état tout à fait correct, voire même je dirais plutôt efficace. Certes, dans certains anciens bâtiments, notamment les structures métalliques, clairement, on rencontre une difficulté liée à la température l'été. Certains d'entre eux sont équipés d'Algeco à l'extérieur dans la cour, qui sont tous climatisés. La plupart d'entre eux sont équipés d'une pièce climatisée, pour permettre une rotation

des enfants, pour avoir des temps de fraîcheur dans la journée. Quand ça n'est pas le cas, l'équipe précédente avait fourni des climatiseurs mobiles. Il y en a dans toutes les écoles ; s'il en manque 3 ou 4, c'est bien le bout du monde, c'est parce qu'ils n'ont pas été les chercher dans les recoins des écoles. Quand il en a manqué, nous en avons fourni, bien évidemment.

Parallèlement à ça, qui est une réponse immédiate, nous avons évidemment pris les devants pour engager un plan de rénovation thermique des écoles, par le biais de l'isolation des toitures, de la mise en place de brise-soleil, du changement des huisseries, et bien évidemment, ce plan va se dérouler pendant tout le mandat. Notre priorité, c'était d'abord d'établir un diagnostic des écoles, parce qu'on ne peut pas simplement dire : « *Il faut rafraîchir les écoles* ». Nous avons pris le temps d'opérer ce diagnostic fin de chacune des écoles, il va permettre de dégager un plan stratégique de rénovation, qui est en cours de préparation et d'élaboration, et qui sera présenté après la rentrée de septembre, en même temps que le plan de construction des nouvelles écoles pour les 10 années à venir.

Je voudrais juste conclure en disant que, dans les écoles qui ont été citées par vos amis il y a quelques jours, Madame DOULAIN, était citée une école – dont je ne donnerai pas le nom – qui est équipée de capteurs. Notre service énergie a mis des capteurs, qui mesurent la température à la minute près dans certaines de nos écoles. Dans cette école à laquelle je pense la température dans la journée n'a jamais dépassé 29°C. Le service s'est déplacé sur place, dans plusieurs écoles, le jour de la canicule à 3 h de l'après-midi pour mesurer et vérifier que les capteurs fonctionnaient bien, et effectivement les températures n'ont pas monté aussi haut que vous le prétendez. Nous sommes évidemment très engagés sur cette question. Bien entendu, nous ne souhaitons pas non plus climatiser l'intégralité des écoles : ça n'a pas de sens aujourd'hui, puisque ça participe au réchauffement climatique. Nous sommes plutôt dans une réflexion sur de la bio-climatisation, ça prend du temps à évaluer, à mettre en œuvre et à construire.

Je vais passer au vote s'il n'y a pas d'autres interventions. Je vais proposer au Conseil municipal d'adopter le compte de gestion et le compte administratif 2021 de la Ville de Montpellier. Le résultat brut global 2021 du budget intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés est de 14 062 906,61 euros. Le résultat net global de l'exercice prenant en compte les restes à réaliser est de 15 119 148,88 euros. Je mets donc au vote. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? Le compte administratif est donc adopté. Je vous remercie. Vous pouvez rappeler le Maire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Abstentions : 12 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

7. Finances - Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2021 - Approbation

Mmes H. EMAD, F. NAKIB, A. SAURAT MM. M. DELAFOSSE, M. REYNAUD (avec le pouvoir de Mme C. MANTION), B. TRAVIER entrent en séance.

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 7, une affaire aussi importante, qui est un processus qui a été initié, je le rappelle, par notre collègue Max LÉVITA, Adjoint aux finances, qui est un travail qu'on conduit

avec la Cour des comptes. Hier, le Président de la Cour, Pierre MOSCOVICI, était à Montpellier pour évoquer l'activité des chambres. Il a salué la démarche qui a été engagée, qui consiste à faire certifier nos comptes et qui est une information pour nous très importante. Il y a deux collectivités de plus de 200 000 habitants qui sont engagées dans cette démarche, dont Montpellier fait partie, et qui a vocation à se généraliser. Pour nous, cette démarche de certification est importante parce qu'elle est aussi la crédibilité devant les institutions financières, les banques devant lesquelles nous devons lever des emprunts, mais aussi un gage démocratique de fiabilité de la donnée budgétaire, c'est-à-dire de la présentation de l'usage de l'argent public. Pour ça, je vais donner la parole à notre Commissaire aux comptes, Monsieur MARELLO, qui va s'exprimer en tribune je le remercie. Voilà, s'il vous plaît. Oui, Michel [ASLANIAN], vas-y, pardon, excuse-moi.

Michel ASLANIAN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est une grande fierté, vraiment une grande fierté de vous présenter ce document aujourd'hui. Je vais juste vous resituer l'action, et après le Commissaire aux comptes qui nous a accompagnés, Monsieur Stéphane MARELLO, du cabinet Grant Thornton, nous donnera les grandes lignes de la certification.

La certification des comptes publics locaux répond au principe constitutionnel de sincérité des comptes. Elle a pour objet essentiel la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité. Son objectif est d'accroître la transparence envers les acteurs financiers, les élus municipaux et les administrés, fiabiliser les dispositifs de contrôle interne, renforcer le dispositif de lutte contre la fraude, et moderniser le système d'information financière.

Vous l'avez dit, Monsieur le Maire, sur 34 955 communes, 10 communes, dont 2 de plus de 200 000 habitants ont prétendu à la certification, Paris et Montpellier, et ces 2 communes ont obtenu une première certification avec réserve en 2022, réserves qui vous seront présentées par le Commissaire aux comptes, mais vous verrez qu'il y a largement de quoi l'élever dans le temps futur.

Ce processus de certification a concerné l'ensemble des services de la Collectivité. Je voudrais ici, Monsieur le Maire, en votre nom, les féliciter et féliciter en particulier Monsieur DOMEIZEL qui a mené ces travaux-là. C'était beaucoup, beaucoup de travail avec Madame ALBERTI-JULLIEN. Ça a été quelque chose de considérable. Mais ce qu'il faut savoir qu'une fois que la collectivité est inscrite dans la démarche et le processus, le travail qui est engagé chaque année pour maintenir le processus est beaucoup moins important. Vous avez à l'écran une idée de ce que ça a pu demander comme travail pour l'ensemble des agents, que je félicite encore une fois de plus.

Monsieur le Commissaire aux comptes, je vous passe la parole.

Stéphane MARELLO : Merci, Monsieur ASLANIAN. Mesdames, Messieurs, bonjour, merci de m'accueillir. Il m'appartient de vous présenter l'opinion sur les comptes au titre de la démarche expérimentale.

En préambule, vous rappeler que la loi NOTRe, dans son article 110, a prévu la démarche expérimentale sous l'égide de la Cour des comptes, et en association avec les chambres régionales, la compagnie nationale des commissaires aux comptes, ainsi que les directions départementales et les directions régionales des finances publiques. Donc une démarche effectivement – comme a pu le dire Monsieur ASLANIAN – très, très, très, très vertueuse. L'objectif est d'obtenir et de garantir la transparence de l'information financière, donc très important pour la Collectivité et pour l'ensemble des citoyens. On rappelle que le calendrier a été relativement serré et très important au titre de cette deuxième année, pour la simple et bonne raison que la Cour des comptes doit rendre un rapport à nos parlementaires courant du quatrième trimestre à peu près, à l'automne, pour savoir s'il y aura une

généralisation et quelles seront les modalités de l'ensemble de la pérennisation de la démarche de certification des comptes des collectivités territoriales. Parce qu'on doit fiabiliser les comptes, mais pas que. On travaille également sur tout ce qu'on appelle le contrôle interne, à savoir l'ensemble des process qui sont conçus et appliqués au sein de la collectivité. On travaille sur le système d'information. On travaille sur l'ensemble de la qualité comptable et de l'ensemble des interrogations et de la comptabilisation de l'ensemble des comptes.

Par rapport à ça, je voudrais saluer l'ensemble et la volonté politique au titre de cette démarche – très vertueuse on le rappelle – menée par Monsieur le Maire, Monsieur ASLANIAN, que nous avons rencontrés, ainsi que la commission des finances, que nous avons également rencontrée, dans l'ensemble de nos travaux. Je voudrais également saluer l'implication de vos services, ainsi que l'ensemble des efforts qui ont été consentis, notamment autour de cet exercice, qui a été relativement particulier. Saluer le dévouement et la collaboration de Monsieur DOMEIZEL et de ses équipes, qu'on a mis lourdement à contribution – on s'en excuse.

Mais les efforts payent, puisque l'année dernière, Hélène BARON – mon associée – vous avait présenté une impossibilité de certifier les comptes. Dès la deuxième année sur la Ville de Montpellier les comptes sont certifiés, certes avec réserve, mais ils sont certifiés. Des comptes certifiés, ça veut dire qu'ils sont réguliers et sincères, et qu'ils donnent une image fidèle de l'ensemble des opérations qui se sont écoulées au cours de l'exercice.

Trois réserves ont été émises. Sans rentrer trop dans le détail, une réserve sur l'actif immobilisé, à savoir votre patrimoine. À titre d'information, ça représente un 1,175 milliard, donc c'est colossal, et c'est 97 % de l'ensemble de l'actif de votre bilan – c'est très important. Il faut savoir que 78 % de cet actif a été fiabilisé. Il reste encore un petit chemin à effectuer, qui est en cours de réalisation, notamment sur une partie de dons et de legs qui avait été faite à la Collectivité, qu'il convient maintenant d'évaluer. Nous, quand on parle de fiabilisation d'un actif – pour tout vous dire – l'objectif est de nous assurer que l'actif existe bien, c'est ce qu'on appelle « *la réalité* », que l'ensemble des actifs existent, c'est l'exhaustivité, qu'ils sont bien évalués à leur juste valeur, et enfin qu'ils sont bien comptabilisés, et notamment dans la bonne période. Vous voyez que toute cette démarche de fiabilisation a été obtenue pour plus de 78 %, presque 1 milliard, sur votre Collectivité. Il reste un petit bout de chemin qui a fait l'objet d'une réserve.

Une réserve aussi sur une comptabilisation des engagements de passifs sociaux : c'est essentiellement sur le compte épargne-temps et sur les allocations de retour à l'emploi. Tout ça avait été matérialisé, vous l'avez voté, c'est dans la comptabilisation, et dès l'année prochaine cette réserve sera levée puisqu'à un moment donné ce n'est que le fait de la comptabilisation cette année.

Et enfin une troisième réserve, qui est ce qu'on appelle chez nous « *une réserve exogène* », à savoir nationale, qui ne concerne pas que la Ville de Montpellier, mais bien entendu qui concerne toutes les collectivités, puisqu'on nous demande de certifier des recettes fiscales et une dotation globale de fonctionnement. Mais malheureusement vous, vous votez les taux, et on n'a pas de regard, pas d'assurance, on ne peut pas remonter la piste d'audit sur l'ensemble de l'assiette, puisque ce sont les services du Trésor public qui sont en charge de l'assiette, et vous, c'est le taux. Nous on enregistre une recette, certes, mais on ne peut pas remonter jusqu'à la genèse de l'ensemble de ces opérations.

Donc pas de doute que, sur les trois réserves, par rapport au travail qui est établi encore sur la fiabilisation du patrimoine, les deux autres réserves, donc une nationale et celle sur les passifs sociaux, seront automatiquement levées dès l'exercice 2022. On a un grand espoir et on sait que la Ville de Montpellier aura des comptes certifiés sans aucune réserve dès l'exercice 2022.

Permettez-moi de vous féliciter pour cette certification, parce que c'est une démarche vertueuse, mais relativement lourde notamment pour les services. On n'a pas de doute, je répète, que vous serez certifiés l'année prochaine. Enfin, si vous me le permettez Monsieur le Maire, je souhaiterais vous féliciter pour votre titre de champion de France en rugby – en bon Toulonnais je me devais quand même de vous parler de cela. Je suis à votre entière disposition, Messieurs, Dames, si vous avez des questions.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA : Très heureux de la présentation de ce rapport, qui se situe, comme vous l'avez signalé, dans la poursuite de ce que le mandat précédent avait lancé. On arrive à la fin du chemin, c'est bien. J'ai lu ce rapport avec attention. Je regrette, Monsieur le Maire, que nous ne l'ayons pas eu avant la réunion de la commission ressources, ce qui nous aurait permis une discussion sur un certain nombre de points techniques, qui n'ont pas lieu d'être dans cette Assemblée.

J'ai deux questions. D'abord j'ai une remarque. Vous nous avez transmis le projet d'attestation de conformité délivré par la Cour des comptes. Je suis un lecteur de la Cour des comptes, je connais son ton absolument inimitable, mais quand même, ce projet d'attestation, il est extrêmement négatif. J'aimerais bien que vous fassiez un commentaire sur ce point-là.

Deuxièmement, j'ai une question à vous poser. Vous indiquez bien dans l'annexe aux états financiers que la Ville veut renforcer sa gestion budgétaire, comptable et financière par la mise en place de tableaux de suivi plus pertinents en termes de risques encourus. Quels sont les tableaux qui permettent ce suivi. Moi je n'en ai vu qu'un, mais enfin il y en a deux : il y en a un sur la gestion des garanties d'emprunt, et il y en a un autre, de tableau, qui est celui de la page 27, où vous signalez nos participations, aux SAEML, SPL, SLE, etc. Est-ce qu'il y a d'autres tableaux qui répondent à la question ?

Et enfin, une autre question : quand vous mettez un chiffre entre parenthèses, ça veut dire quoi ? Quelle est la signification de la parenthèse ?

En conclusion, je vous remercie pour l'existence de ce rapport qui nous donne et qui nous donnera des indications précieuses quant à l'avenir. Merci.

Stéphane MARELLO : On va commencer par la dernière question. Je reviendrai sur l'attestation de conformité. Les éléments que vous avez évoqués, c'est ce que l'on appelle chez nous « *les engagements hors bilan* ». En clair ce sont tous les engagements qui ont été donnés ou reçus, puisqu'il peut y avoir les deux, par la Collectivité. Vous l'avez mentionné : il y a les participations, les engagements de caution sur l'ensemble des emprunts, et les tableaux et le travail encore qui doit être fourni sur l'ensemble des délégations de service public, et notamment sur le contrôle qui est déjà fait. C'est la mention, parce que malheureusement, lorsque vous avez des délégations de service public, si tant est qu'il y avait une défaillance, il peut y avoir des conséquences, donc ça peut être assimilé également à des engagements. Vous dire quand même qu'il y a des contrôles qui sont effectués sur toutes les DSP. C'est un travail d'approfondissement, pour qu'on arrive à identifier les potentiels risques autour de toutes les DSP de la Commune.

Quand c'est entre parenthèses, c'est juste à titre d'information, ce n'est pas que les chiffres sont négatifs. Des fois, en comptabilité, quand il y a une parenthèse ça peut être assimilé à un déficit, mais là on n'est pas du tout là, c'est vraiment à titre d'information que les éléments sont communiqués

pour les chiffres. J'espère avoir répondu à vos interrogations.

Juste revenir sur l'attestation de conformité. Comme vous avez pu le dire, nous sommes nous-mêmes contrôlés par la Cour des comptes : on a été convoqués deux fois pour la Ville de Montpellier. Je dois encore repasser demain pour travailler avec la Cour des comptes. Beaucoup de remarques, mais des remarques de forme, très peu sur le fond, et toutes ces remarques de forme ont été liées à des délais. La cour nous a demandé de travailler en mode projet, alors qu'en réalité, quand on est passé sur l'attestation de conformité, et j'aurais souhaité, ils nous ont « reprochés » à tous un petit peu les délais. Ça reste la Cour. Quand eux interviennent, ils ont un délai matériel. Nous, on nous a contraints dans un calendrier – quand je dis nous, c'est l'ensemble de vos services. On avait convenu avec eux, chaque fois qu'on a fait des réunions – et Monsieur ASLANIAN était présent, justement – d'avoir un calendrier qui se calait sur votre Conseil municipal. En réalité, par rapport à leurs propres impératifs, ils nous ont demandé des modes projets. Vous regarderez : il y a beaucoup, beaucoup d'éléments sur la forme, et il y a très, très, très peu d'éléments sur le fond. L'attestation, elle est de conformité : ça veut dire que quelque part ils ont validé l'ensemble des travaux qu'on avait pu réaliser, conformément au cahier des charges.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. S'il n'y a pas d'autres remarques, merci beaucoup. Je veux aussi remercier Monsieur ASLANIAN et l'ensemble de nos services. Vous l'avez fait, mais ça a été une charge supplémentaire. C'est clairement pour nous un élément très important de fiabilité de nos comptes, et l'objectif est d'arriver sans réserve à 2023. Montpellier s'inscrit comme une des villes de référence dans ce processus de certification, Ville de plus de 200 000 habitants, et donc participe ainsi à la transparence et à la bonne lisibilité de l'usage de l'argent public. Merci beaucoup. C'est un don acte qu'il nous faut accomplir. Merci beaucoup.

Le Conseil municipal prend acte.

Ne participe pas au débat : M. Bernard TRAVIER

**8. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Participation à l'expérimentation d'une
caisse alimentaire commune dans le cadre du programme Territoires à VivreS -
Attribution d'une subvention à l'association FR CIVAM Occitanie - Approbation -
Autorisation de signature**

Mme S. JANNIN entre en séance.

Mme H. EMAD sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8. Madame MASSART. Sujet, projet très important d'innovation sociale et solidaire.

Marie MASSART : Tout à fait, oui. Avant de présenter le projet, je voulais vous donner quelques chiffres aussi pour expliquer combien il est important et pourquoi la Ville de Montpellier souhaite soutenir cette expérimentation de caisse alimentaire commune. Un chiffre qui est assez éloquent : entre une personne qui gagne 500 euros et une personne qui gagne 5 000 euros, la différence d'espérance de vie est de 13 ans pour un homme et de 8 ans pour une femme. Évidemment, l'espérance de vie, il y a de nombreux facteurs à ça, mais on sait que la qualité de l'alimentation est un facteur très important, puisqu'une étude récente encore indique qu'un régime alimentaire plus sain peut permettre de prolonger l'espérance de vie de 6 à 7 ans. On en a parlé tout à l'heure : le contexte est compliqué pour les familles, avec la hausse du prix de l'énergie et des denrées alimentaires également. Je rappelle qu'on estime à environ 61 000 le nombre de personnes qui vivent sous le seuil

de pauvreté à Montpellier ; c'est 26 % de la population, et ce taux peut atteindre 60 % dans certains quartiers prioritaires comme à la Mosson. On voit là qu'un grand nombre de familles sont déjà confrontées et vont être confrontées encore plus à des difficultés dans leur pouvoir d'achat. On sait que l'achat alimentaire va être la variable d'ajustement, et c'est sur ces coûts-là que les personnes vont faire des économies, et malheureusement acheter parfois des produits de mauvaise qualité.

Je rappelle au passage aussi dans les actions de la Ville le rôle social que peut apporter la restauration scolaire, puisque les familles payent entre 50 centimes et 4,95 euros un repas qui coûte à la Ville de Montpellier 11,50 euros, c'est important aussi de le rappeler. Ces repas sont accessibles tous les jours aux 22 000 enfants de la Ville.

L'objectif de ce projet et l'objectif de la politique alimentaire globalement, c'est de rendre accessible au plus grand nombre une alimentation saine et de qualité, et des produits de qualité, ce qui n'est pas forcément le cas dans certains quartiers, pour plein de raisons, que ce soit pour des raisons financières, mais aussi des raisons d'accessibilité et des raisons culturelles.

Du coup on propose de soutenir ce projet. C'est un collectif de 26 structures qui œuvrent sur le secteur de l'alimentation sur le territoire de Montpellier. On y retrouve notamment des structures de l'aide alimentaire, mais aussi la Cagette ou le MIN de Montpellier, le marché gare. C'est un projet qui est particulièrement innovant. Il y a un certain nombre de collectivités qui regardent Montpellier et qui regardent ce qu'on va faire pour pouvoir s'en inspirer – enfin déjà il y a de nombreuses collectivités qui s'en inspirent. C'est un projet qui est porté aussi au niveau national. Ce projet est inspiré du principe de sécurité sociale de l'alimentation : c'est important aussi de le rappeler.

L'objectif du projet, c'est de permettre aux habitants d'accéder à une alimentation saine et de qualité, avec des produits qui sont produits de manière écologique, et donc de favoriser aussi le développement agricole, la production locale. Cette caisse sera alimentée par des fonds publics, des fonds privés et des fonds des citoyens. Là en l'occurrence c'est sur un fonds public qu'on alimente. L'idée est que ce soit des habitants qui soient volontaires pour participer à cette caisse. L'objectif est aussi de favoriser la mixité sociale, donc l'accès à ce dispositif ne sera pas réservé uniquement à des personnes en situation de précarité, mais à toutes les personnes volontaires qui contribueront à hauteur de la Caisse, à hauteur de leurs moyens. C'est-à-dire que certains vont contribuer à hauteur de 0, et d'autres vont contribuer à une hauteur plus importante que la somme d'argent dont ils vont bénéficier, puisque l'idée est de bénéficier d'une somme de 100 euros par mois pour pouvoir acheter de l'alimentation dans certains endroits, dans certaines distributions qui seront conventionnées et qui seront choisies de manière démocratique par un collectif de citoyens. Ce projet est travaillé en partenariat avec la Graine – la monnaie locale que je ne présente plus puisqu'on en a déjà parlé dans ce Conseil municipal – et donc l'idée est de pouvoir identifier dans quel type de commerce les denrées alimentaires pourront être achetées. Cette expérimentation va concerner dans un premier temps 350 habitants, et va être sur le quartier de la Mosson, de Celleneuve, de Prés d'Arènes, des Aubes, de la Croix d'Argent et du Centre-Ville, avec notamment l'expérimentation et le travail avec le marché paysan des Aubes et le marché de Celleneuve. Je vous propose d'attribuer une subvention de 15 000 euros pour pouvoir participer à cette expérimentation, qui est vraiment très intéressante.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART, pour cette présentation très complète. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je vais quand même dire un mot, parce que franchement la question alimentaire est une question qui préoccupe beaucoup, et Madame MASSART, vous avez bien fait de pointer le décalage d'espérance de vie, les grands enjeux liés à l'alimentation. Les pouvoirs publics envisagent un chèque alimentation. On voit bien que c'est une question qui est un enjeu de société. Pour nous, dans nos restaurants scolaires, un immense enjeu du bien manger, et il se

passé de nombreuses actions. Nous ne cédon pas à la pression, il ne faut jamais céder à la pression. Nuggets-frites, on fait découvrir du poisson, on fait découvrir des légumes de saison dans les cantines. A Montpellier, il y a un écosystème remarquable entre la chaire alimentation dans l'Institut d'agronomie de Montpellier, anciennement Supagro, les dynamiques associatives et citoyennes, l'Esperluette, la Cagette, et beaucoup d'autres – que les autres me pardonnent de ne pas les citer – et de citoyens qui décident de s'engager. Cette démarche-là, appelée peut-être avec beaucoup d'ambition, « *sécurité sociale alimentaire* », expérimenter, prendre des risques, innover, défricher des chemins, peut préfigurer demain des nouvelles politiques publiques qui permettront de mieux assumer, et la solidarité, et cette question du bien manger, en lien avec les activités économiques de l'agriculture et de l'élevage. Cette subvention, ce n'est pas juste une subvention. C'est vraiment l'accompagnement d'une démarche et un message de confiance aux acteurs. L'innovation sociale, elle préfigure à beaucoup d'égards les grandes politiques publiques de demain. La sécurité sociale a commencé par les mutuelles et les caisses ouvrières de protection sociale. La retraite par répartition est née de ces principes de solidarité, parce qu'à un moment il y a eu des expérimentations, des territoires pionniers, et qui ensuite ont donné des grandes politiques publiques.

On ne sait pas ce que donnera cette expérimentation, mais tout laisse à penser qu'à Montpellier il y a beaucoup de forces qui peuvent aider à préfigurer des approches nouvelles, novatrices et qui pourront demain inspirer les politiques publiques et des protections nouvelles, comme on se protège face aux risques maladie, face aux risques du travail, face aux risques vieillesse, face à la perte d'autonomie, eh bien se protéger face au mal manger, mal nourrir, qui est une triste réalité, mais qui est un enjeu essentiel. C'était vraiment important qu'on puisse faire le point sur cette aide, de mettre en lumière cette innovation, que nous aiderons aussi à la Métropole, et que nous avons vraiment la volonté d'accompagner, et qui finalement est cette façon qu'il faut aussi d'envisager les choses : recherche, société civile, politiques publiques qui peuvent venir en appui. On peut lui souhaiter plein succès, et c'est en marchant qu'on apprend, et donc il nous faut expérimenter. On aura l'occasion, Madame MASSART, avec l'ensemble des élus, de retourner à l'Esperluette, parce que le travail qui est fait là-bas est absolument remarquable et tout aussi pionnier.

Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

9. Renouveau démocratique et innovation sociale - Conseil des étrangers de Montpellier - Création

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. Je vais donner la parole à Monsieur DELAVEAU. Il s'agit de la mise en œuvre aussi d'un des engagements de notre campagne électorale, et puis une certaine idée de la citoyenneté, cher Jean-Dominique [DELAVEAU], sur laquelle vous allez revenir.

Jean-Dominique DELAVEAU : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour, chers collègues. Oui j'ai le plaisir de vous proposer cette délibération proposant la création du Conseil des étrangers. C'est une délibération et un projet qui sont le fruit d'une longue gestation participative. Ce n'est pas tombé du ciel, ça vient de rencontres que j'ai eues avec un certain nombre de personnalités étrangères dans les milieux économiques ou les milieux culturels de la Ville. Je me suis référé aussi à des personnes qui

avaient participé au Conseil des résidents étrangers qui avait existé du temps de la délégation de Madame MANDROUX et qui curieusement avait disparu par la suite. Ce projet a aussi franchi le passage à la Commission solidarité du Conseil municipal et il a été réalisé en symbiose avec la structure dont il dépendra, donc à la fois la délégation au renouveau démocratique et à l'innovation sociale de Séverine SAINT-MARTIN, et le pôle relations aux usagers, aux habitants et à l'engagement citoyen que pilote Pia KONITZ. Je voulais vraiment remercier tous les gens qui ont participé à ce travail d'élaboration.

Comme vous avez certainement lu la délibération, que vous l'avez sous les yeux, je ne la paraphraserai pas. Je préfère l'assortir de quelques commentaires, si vous le permettez. Déjà, je n'ai pas besoin dans cet hémicycle, je le pense, de mentionner ce que, depuis les rois d'Aragon et peut-être même avant, Montpellier doit aux étrangers, pour tous les aspects de la vie locale, et qui continue aujourd'hui même à la faire fonctionner avec les autres habitants. Si ce Conseil est créé, c'est pour mieux connaître, mieux reconnaître et davantage donner la parole aux étrangers. Ce serait beaucoup moins utile si avait abouti la revendication du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, mais vous savez que ce n'est pas le cas. Cette vieille revendication traîne toujours. Dans notre esprit, elle est toujours vivace et d'actualité, et elle est l'un des fondements qui a présidé à la création de ce Conseil.

Ce Conseil des étrangers, je pense le présenter aussi en disant ce qu'il ne sera pas. Il n'est pas question qu'il se substitue à la belle politique de rayonnement et de relations internationales que conduit Clare HART, qui est un des soutiens de ce projet de Conseil, avec laquelle nous travaillerons, et pour lequel nous pourrions peut-être juste proposer des enrichissements. Il ne va pas se substituer non plus à la politique culturelle conduite notamment par Agnès ROBIN, qui donne déjà une large place aux artistes étrangers, aux cultures, aux associations, mais peut-être pourra-t-il être possible, dans le dialogue, d'enrichir encore ces politiques-là. Il va de soi qu'il ne se substituera pas non plus à la politique économique que conduit notamment Hind EMAD, puisque les partenariats internationaux et les opérateurs étrangers sont déjà nombreux dans la Ville et dans la Métropole, ce qu'on a vu hier soir avec le cas de Med Vallée. Par contre, là aussi, peut-être que des enrichissements pourront être proposés. Pareil pour les politiques associatives, éducatives, scolaires universitaires : le Conseil pourra, sans les remettre en cause, y apporter peut-être des propositions d'amélioration de la place des étrangers.

En fait, j'ai un petit peu de mal à vous dire ce que fera le Conseil des étrangers, car nous avons veillé à ce que, pour une large part, ce soit lui qui décide de ce qu'il va faire et de ses terrains d'intervention. Il y aura un dialogue constant à base d'information, de consultation, de concertation, de saisine et d'autosaisine entre la Ville et le Conseil des étrangers, dans tous les domaines et dans toutes les politiques qui concerneront les espaces et les actions publiques. En tout cas, un point fort important : il ne sera pas question d'organiser les étrangers entre eux et à part, mais bien au contraire de leur donner accès à tous les équipements, à tous les services, à toutes les structures de concertation que propose la Ville, en particulier les conseils d'enfants, de jeunes, de quartiers voire le Conseil de développement de la Métropole.

Certains thèmes en tout cas ne manqueront certainement pas d'être à l'honneur, et j'ai envie de dire hélas : la lutte contre les préjugés, la xénophobie, les discriminations, l'accueil des exilés dans notre Ville et leur accès aux droits et à des formes de citoyenneté et de résidence. À travers par exemple la charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA), que la Ville a signé, à travers aussi les parrainages républicains que nous sommes en train de mettre en œuvre avec Michel CALVO, nul doute que le Conseil aura largement du grain à moudre.

Concrètement, le Conseil sera composé de 65 membres, tous volontaires, dont le recrutement débutera en septembre prochain, avec sans doute un temps fort au moment de l'Antigone des associations, le recrutement se faisant sur le site participermontpellier.fr. La seule condition sera d'être établi à Montpellier depuis 3 ans. Il n'y aura pas de conditions d'ordre administratif. Nous veillerons bien sûr à la parité et à la diversité des âges et des nationalités. Enfin, un tiers des membres du Conseil seront issus de pays de l'Union européenne ; on n'a pas voulu distinguer les deux logiques, celle de l'Union européenne et celle du reste du monde.

Il y aura quatre collèges : un collège de 24 habitantes et habitants de nationalité différente ; un collège de 24 représentants d'associations, soit des associations communautaires comme on dit même si je n'aime pas le mot, de coopération ou de solidarité locale ou internationale, des gens de nationalités étrangères différentes, mais il pourra aussi y avoir quelques Français notamment pour les associations qui défendent les droits de l'homme ; un collège aussi de 12 représentants chefs d'entreprises étrangers, d'entreprises de toutes tailles présentes à Montpellier, de la PME, de la TPE à la grande entreprise ; enfin il y aura un collège municipal avec 5 représentants de la Ville, Monsieur le Maire étant le Président, avec aussi des personnalités qualifiées qui permettront peut-être d'équilibrer les représentations que n'auraient pas équilibré le choix des différents collèges. Le Conseil sera doté d'un secrétariat composé de représentants de chaque collège, avec aussi deux porte-paroles, un homme et une femme. Tous seront désignés en assemblée générale. L'assemblée générale adoptera aussi bien sûr un règlement intérieur qui, d'ici là, aura été co-construit avec les membres du Conseil. Et bien sûr, les nationalités non représentées au Conseil pourront le saisir à travers son secrétariat pour telle ou telle problématique qui concernerait des nationalités non représentées, ou bien des commissions de travail que le Conseil a vocation à créer voire à multiplier.

C'est en septembre que va s'opérer l'appel à candidatures pour les membres du Conseil. Ensuite des tirages au sort devant huissier auront lieu pour équilibrer les différents conseils et les différents collèges et les différentes nationalités, selon une méthodologie savante que nous tenons toute prête, notre ambition étant de réunir fin octobre autour de Monsieur le Maire et dans cette salle l'assemblée générale constitutive du Conseil des étrangers.

Il vous est donc demandé d'approuver la création et la composition de ce Conseil, après mes réponses, si vous le souhaitez, à toutes vos questions et observations. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DELAVEAU. Est-ce qu'il y a sur ce point des questions, des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci. Juste un avis sur le Conseil des étrangers. Je trouve que c'est une très bonne initiative. Mais j'espère qu'ils vont être plus écoutés, ce Conseil des étrangers, que les Montpelliérains. Aujourd'hui on assiste à Montpellier à un manque total d'écoute par rapport aux Montpelliérains qui vous écrivent, ne reçoivent aucune réponse, qui crient leur rage, aucune écoute, qui ne sont même pas considérés à leur juste valeur. Aujourd'hui tous les jours je rencontre des Montpelliérains qui sont en colère, qui me font part de leur désarroi et de leur impression d'être totalement méprisés par la Municipalité. Monsieur le Maire, il faut faire quelque chose, vous ne pouvez pas laisser les Montpelliérains dans l'attente d'une réponse qui ne vient jamais.

Monsieur le Maire : Je suppose que la tonalité de votre propos, Madame YAGUE, est peut-être liée à un ressenti personnel. Beaucoup de courriers étaient adressés à la Mairie sur beaucoup de sollicitations. Il y a des réponses ; parfois elles ne vont pas forcément dans le sens de ce que certains peuvent espérer. Ça arrive. Il y a aussi parfois, et vous le savez, il y a encore des points importants d'amélioration à faire dans les correspondances qui nous sont adressées, mais les équipes de

Montpellier au quotidien s'efforcent d'être les plus réactives possibles. Elles sont d'ailleurs en plein travail pour préparer une nouvelle application sur les différents sujets. En outre, de nombreuses réunions de concertation ont pu se tenir, sur le chantier important de la ligne 5 du tramway ou sur les quartiers apaisés, sur les sujets liés au commerce, notamment sur la Comédie, un travail important a pu être fait ou nos aînés au CCAS. Vous le savez : il y a effectivement des interpellations parfois sur les réseaux sociaux. Vous avez été élu pendant 6 ans. Et parfois, moi aussi...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, ce qui est sûr c'est que vous répondez sans avoir la parole. Ce n'est pas le meilleur exemple.

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Non, Madame YAGUE, jusqu'à nouvel ordre...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Vous savez, on pourrait retrouver les archives des dires des différents conseillers municipaux, quand avec Madame FRÊCHE, Monsieur MARTIN, nous siégeons ici. Il n'est pas autorisé d'interrompre, vous-même, l'orateur, y compris dans le contenu de notre propos. Alors je comprends votre amertume. On va évidemment regarder. N'hésitez pas à nous faire...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, votre ton...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : S'il vous plaît. Madame YAGUE, s'il vous plaît, respectez le règlement. Parfois ça arrive que des collègues nous fassent remonter des situations : le Cabinet est à votre disposition, chaque fois que nécessaire. Madame MIRALLÈS, quand elle a besoin de me joindre ou de me contacter, elle sait me trouver. Nous avons travaillé très bien ensemble sur un sujet. Je l'en ai publiquement remerciée, même si on a des appréciations sensiblement différentes, sur le dossier du village de transition. Nous pouvons d'ores et déjà nous réjouir que 17 personnes aient pu être relogées, accéder à l'emploi.

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Ah, ce n'est pas le sujet. Si, c'est un sujet. C'est sûr que le bidonville de Celleneuve pour vous ça n'a pas été le sujet pendant 7 ans.

Je vous remercie, Monsieur...

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, le règlement c'est qu'on n'interrompt pas. Vous avez eu votre temps de parole. Vous pourrez redemander la parole, redire des choses en lien avec l'ordre du jour. Mais nous ne donnerons pas le spectacle que le Conseil municipal a eu auparavant. Ne nous emmenez pas sur cette pente : nous n'irons pas.

Monsieur DELAVEAU, merci de votre présentation, pour cette intervention d'appui. Mais en tout cas merci de votre travail. Au mois d'octobre, on réunira le Conseil des étrangers, qui pourra se saisir des différents sujets liés à la collectivité.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

Je me permets de dire qu'Hélène MANDROUX, Maire honoraire, sera ravie de voir que cette instance est à nouveau créée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

**10. Relations internationales - Soutien à l'action du docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier - Nîmes -
Autorisation de signature**

Mme M. HOUGUET sort de séance (avec le pouvoir de Mme N. MARIN-KHOURY).

Mme A. SAURAT quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. GIMENEZ.

Monsieur le Maire : Affaire n° 10. J'excuse Madame HART, qui a une obligation. C'est la même affaire qu'à la Métropole, le partenariat que nous allons mener avec la clinique du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la paix, citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier et Docteur *honoris causa*, avec la clinique de Panzi. Je remercie aussi la Régie des Eaux. C'est un effort de coopération internationale très important. Le docteur Denis MUKWEGE sera à Montpellier en automne, à la fois pour s'exprimer devant les étudiants de la faculté de médecine – vous savez qu'il agit pour réparer les femmes après qu'elles soient victimes de cette abomination qui est le viol comme arme de guerre – et il donnera évidemment une conférence grand public.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

11. Protection de la population et tranquillité publique - Dispositif Maguelone - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault - Règlement d'engagement - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 11. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

**12. Santé - Dépistage du cancer du sein par une unité mobile dans les quartiers prioritaires
Politique de la Ville - Approbation - Attribution de subvention**

me M. HOUGUET entre en séance (avec le pouvoir de Mme N. MARIN-KHOURY).

Mme A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) et M. J-D. DELAVEAU sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 12. Il s'agit d'accompagner le dispositif du Mammobile, qui fait un travail très important de prévention du cancer du sein. Madame BRUN-MANDON.

Élodie BRUN-MANDON : Monsieur le Maire, effectivement, 15 000 euros sont proposés à l'association historique de Montpellier Hérault pour le dépistage du cancer du sein qui, inlassablement sur notre territoire, fait cette prévention secondaire essentielle qu'est le dépistage du cancer du sein. Détecté de façon précoce, le cancer du sein peut être soigné à 90 %. C'est essentiel de toujours mettre en avant le travail de la nouvelle mandature, qui réduit inlassablement les inégalités sociales de santé. On va le voir très prochainement avec la signature d'un contrat local de santé. Mais ça, c'est vraiment de l'engagement politique, d'aller au-devant des QPV, là où l'information, la prévention parfois est un peu le parent pauvre. Nous nous devons, nous Municipalité, d'appuyer ces interventions, d'appuyer le Mammobile, au sein d'un QPV. On le verra sur des subventions en fin de Conseil. Là aussi, la délégation de santé souhaite d'abord agir en prévention dans ces quartiers prioritaires, avec 15 000 euros proposés pour faire du dépistage avec le Mammobile.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Il faut en saluer son action. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

**13. Ville fraternelle et solidaire - Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 -
Autorisation de signature**

M. J-D. DELAVEAU et Mme H. EMAD entrent en séance.

M. C. SULTAN sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 13. Le plan pauvreté, avenant 2022. Y a-t-il des questions ? Monsieur CALVO.

Michel CALVO : C'est la dernière année du plan pauvreté. On est dans l'attente de quelle sera la politique du gouvernement pour le futur. Je vous rappelle que c'est toujours un plan et des subventions dont on se sert pour renouveler, adapter, modifier les dispositifs d'intervention, et pour ensuite les faire rentrer dans le droit commun, l'État finançant 500 000, nous 500 000, et le montant qu'on va voter aujourd'hui, c'est 1 368 000, puisqu'il y a 368 000 de reports qui n'ont pas été exécutés en 2021 et en 2020.

Ça reprend 24 actions prioritaires, qui développent une nouvelle halte pour l'accueil des familles de

la rue, qui nous coûtent beaucoup plus cher que ce que nous mettons dans le plan, puisqu'il y a un financement de la Métropole à hauteur de 1,3 million pour acheter le terrain et l'équiper, organiser un bâti. C'est pour détendre les haltes d'accueil des gens de la rue sur l'ensemble du territoire de la Ville. Des actions qui concernent l'hygiène des gens en grande précarité, étendre la maraude du Samu social pour qu'elle déborde Montpellier le long des lignes de tramway et qu'elle aille dans les communes avoisinantes, parce que les problèmes sont transférés dans les communes avoisinantes, développer et améliorer la qualité de l'alimentation pour les personnes précarisées – il y a 5 actions – soutenir les parcours innovants pour les publics les plus éloignés de l'emploi – il y a 7 actions. Il y a 5 actions pour le développement et la stabilisation de l'habitat intercalaire, et notamment du suivi en politique d'insertion de toutes les personnes qu'on héberge dans l'habitat intercalaire, et je vous rappelle que c'est la dernière innovation qui a créé des places d'hébergement d'urgence à Montpellier. Actuellement, dans l'habitat intercalaire, nous nous hébergeons 120 personnes, et nous sommes en train de préparer le relogement de la population qui est dans le bidonville des Syriens sur la Mosson, puisqu'il devrait être fermé dans les semaines qui viennent, mais on prépare leur relogement dans l'habitat intercalaire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur CALVO. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Vous venez de donner une information importante sur un des points qui était le camp des Syriens, en face de Pierrevives.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**14. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Centre Les Arceaux - Acquisition de l'immeuble Hôtel Les Fauvettes - 8 rue Bonnard - Parcelle cadastrée BW 64 -
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire n° 14. L'achat par la Ville de Montpellier de l'Hôtel des Fauvettes, qui va être précisément un des lieux d'accueil pour les réfugiés ukrainiens dans un premier temps. Coût d'acquisition : 1 million d'euros. Ça va nous permettre ensuite de pouvoir accentuer encore l'action sociale.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**15. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Adhésion à l'association "Organisme de Foncier Solidaire (OFS) de Montpellier Méditerranée Métropole" - Désignation -
Approbation**

Mme A. YAGUE entre en séance (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES).

Mme C. RIBOT sort de séance (avec le pouvoir de Mme R. TIKOUK).

Monsieur le Maire : Affaire n° 15. C'est le principe d'adhésion – nous en parlons en Conseil de Métropole – à l'Office foncier solidaire, qui doit venir compléter notre stratégie de politique du

logement. Je rappelle qu'au 1^{er} juillet, nous mettons en œuvre le dispositif d'encadrement des loyers. Il y a une communication qui est déployée, d'informations auprès des locataires et des propriétaires pour connaître les règles. Là il faut approuver l'adhésion à l'OFS. C'est un montant de 500 euros. Nous proposons la candidature de Caroline DUFOIX, qui est là, pour représenter la Ville à l'OFS. Y a-t-il d'autres demandes de candidature ? Madame JANNIN. De prise de parole, bien sûr.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues, je souscris tout à fait à cette proposition de délibération, qui s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans ce que vous avez mis en place depuis une petite année à peu près au sujet de l'OFS. Pourquoi j'y souscris ? Parce que c'est une manière parmi d'autres – il y en a d'autres, mais c'est une manière – de produire du logement abordable, c'est-à-dire du logement dont les vrais gens, les vraies familles peuvent bénéficier. Sur la question du logement abordable, je crois qu'on tient là la vraie crise urbaine du XXI^e siècle, et il est absolument nécessaire de s'en occuper. Il est vrai que l'OFS et le BRS associés offrent une véritable perspective. Je suis tout à fait enthousiaste et intéressée de voir comment peut se développer ce dispositif.

Je voudrais juste apporter deux points particuliers sur cette question. Le premier, c'est que vous avez défini dans une délibération du Conseil de Métropole il y a un an, en juin 2021, les plafonds de ressources, pour désigner qui était éligible au logement abordable, et je vous avais fait remarquer à ce moment-là, et je réitère cette remarque, qu'il me semble que les plafonds ne sont pas justes. Effectivement, il faudrait par exemple pour un foyer de quatre personnes avoir un revenu fiscal d'un peu plus de 58 000 euros. Il me semble que c'est trop. En dessous de cela, nous avons toute une partie de la population, qui est éligible d'ailleurs au logement social, mais peut-être qui n'y aura jamais accès puisqu'il n'y a pas assez de place (20 000 personnes sont en attente à Montpellier), et qui courront toujours derrière le logement libre qu'ils n'arriveront pas à obtenir. Je crois qu'il faudrait revoir ces plafonds. Je crois qu'il faudrait revoir aussi les prix d'objectifs de sortie, puisque dans cette même délibération l'année dernière, vous définissiez un prix de sortie de 3 500 euros du mètre carré pour Montpellier, ce qui me semble là aussi trop élevé. Si vous voulez, avec ces plafonds de ressources et ce prix de sortie, on est dans une équation qui va encore faire un gros trou dans la raquette, et je crois qu'on peut encore travailler là-dessus.

Le deuxième point, c'est la question foncière, parce que pour que cet Organisme de foncier solidaire se mette en œuvre, il faut qu'il y ait du foncier. Je souhaiterais que nous puissions être informés le plus rapidement possible de la stratégie foncière que vous mettez en œuvre. On parle je crois dans cette délibération de 400 logements qui seraient produits par an. Où va-t-on les produire ? Pourquoi pas, oserais-je vous proposer de mettre à disposition le foncier qui est dévolu aux prochaines Folies architecturales, dont le programme a l'air de reprendre, pour la production de ce logement abordable, qui est une ambition majeure pour notre territoire ? Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN, de ce propos très constructif. Effectivement, beaucoup de logements sont produits dans le cadre du dispositif PINEL, du nom de la ministre du Logement de l'époque. Il faut avoir une stratégie d'accompagnement d'accès à la propriété, qui doit être d'ailleurs lisible, transparente dans les critères.

J'ai bien noté la question des plafonds. Aujourd'hui, quand on écoute la FPI, il ne faut surtout pas faire tout ça. On serait même trop sévère sur les plafonds. Vous avez raison, il faut qu'on regarde de plus près, parce que le but c'est d'accompagner le parcours résidentiel, permettre à des jeunes ménages d'acquérir un logement, permettre à des gens de sortir aussi du parc social, parce qu'ils peuvent accéder à la propriété, et c'est un enjeu. C'est un sujet très vaste.

On se donne un objectif de 400. Je vois bien la malice qui est la vôtre. Je ne pense pas qu'il y ait de

mauvaises intentions. L'idée, c'est que les 400 logements soient bien répartis sur l'ensemble du territoire à l'échelle de la Métropole. C'est bien ça l'enjeu. Beaucoup de maires aujourd'hui sont demandeurs. On s'assigne cet objectif de 400. Il peut apparaître faible, mais une première année...

Stéphanie JANNIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Non, mais j'ai bien vu que ce n'était pas votre propos. Il est d'ores et déjà ambitieux. Evidemment dans les ZAC, évidemment dans les communes de la Métropole qui en font la demande, et puis évidemment, d'une certaine manière, diffusent. Il y a cet objectif de répartition que nous voulons mener. On vous communiquera, à la fois comme un élément de report là où ça s'est fait, et là où on va en faire. Quelque chose me dit que cet outil-là était vraiment nécessaire et va considérablement se développer. En tout cas, il est un vrai levier d'aide à l'accès à la propriété d'accompagnement du parcours résidentiel. Voilà. En tout cas, merci de votre appui.

Je mets aux voix la candidature de Madame DUFOIX. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Caroline DUFOIX, en tant qu'élue titulaire pour représenter la Ville de Montpellier au sein de l'Organisme Foncier Solidaire.

Il est proposé au Conseil municipal de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée, cette désignation prend effet immédiatement.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Caroline DUFOIX.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

16. Hors Délégation - Dénominations de voies et espaces publics - Approbation

Mme C. RIBOT (avec le pouvoir de Mme R. TIKOUK) et M. C. SULTAN entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 16. Il s'agit des dénominations de voies et espaces publics. Quelques figures locales, de portée nationale, comme Bobby LAPOINTE qui doit être aussi honoré dans notre Ville. Mon prédécesseur avait dénommé, de manière très juste, un espace Michel-Soulas, dans le quartier rive gauche, et on a choisi d'associer la mémoire de Michel et Christiane SOULAS, et je crois que tous ceux qui ont connu cette personne savent que c'était un couple en soi. Nous allons aussi honorer...

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire : Ah, voilà. Je salue sa fille évidemment, chère Alexandra, pardon, je ne t'avais point vue. Voilà, et donc les associer dans la mémoire de notre Ville, Christiane [SOULAS] étant une personnalité également extrêmement engagée.

Je voudrais aussi relever la mémoire de Michel PASSET, de Christian DOUMAIRON également, qui a été une des figures importantes de la vie dans la Ville, et puis peut-être faire justice. Nous allons dénommer l'esplanade des Arceaux l'esplanade Laure-Moulin. Laure MOULIN était la sœur de Jean

MOULIN, qui a accueilli Jean MOULIN après sa première arrestation en 1940, d'où la légendaire photographie qui participe de notre mémoire collective. Laure MOULIN, les historiens l'ont attesté dans tous les travaux sur les femmes dans la Résistance, n'a pas été au Conseil national de la Résistance comme Jean MOULIN mais a joué un rôle actif dans la Résistance, et ce fut l'une des premières femmes élues dans le Conseil municipal, à la Libération. Il nous apparaissait important que la Ville lui rende cet hommage-là, et je crois que spatialement, entre la photo de Jean MOULIN, qui a été apposée par Georges FRÊCHE sur l'esplanade royale du Peyrou, et la croix de Lorraine qui a été réalisée par des étudiants qui à l'époque étaient aux Arceaux, cet espace Laure-Moulin nous semble être un lieu juste, à propos, à la mémoire de cette Montpelliéraine.

Je crois aussi que c'est sans doute nos représentations qui doivent évoluer sur la place des femmes dans ces combats. Je crois que ça va aider aussi à la construction mémorielle qui doit intervenir, alors que les dernières grandes figures de la Résistance nous quittent, même si encore des personnalités acceptent d'aller dans les classes parler, s'exprimer, et qu'elles en soient remerciées. L'an prochain, comme cette année, dorénavant nous tiendrons la cérémonie à la mémoire de la Constitution du CNR, justement à cet endroit-là.

Je veux donner la parole à Bernard TRAVIER, j'imagine, sur ce point. Cher Bernard [TRAVIER].

Bernard TRAVIER : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. Je voudrais ajouter une chose. Il y a un très grand portrait de Jean MOULAIN qui a été donné par Laure MOULIN à l'école Jean-Moulin, au quartier des Aubes, je pense qu'il y est toujours, et je m'en souviens très bien parce que c'est moi qui l'ai inauguré en 1960, avec une autre élève de l'école Jean-Moulin. Vous trouverez ça dans la presse d'ailleurs. C'était vraiment un très grand portrait, et c'est sa sœur qui nous l'a donné.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur TRAVIER. On va regarder cela, merci. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, au nom du groupe communiste, vous vous en doutez, je voulais vous remercier de la proposition que vous faites de donner le nom Michel-Passet d'une rue montpelliéraine. Michel [PASSET] qui a été notre Président de groupe, j'ai envie de dire mon Président de groupe puisque j'étais le seul à siéger à l'époque, et je peux vous dire que chaque fois que je rentre dans cette salle pour venir siéger à cette place... Excusez-moi... J'ai forcément une pensée pour lui.

Il m'avait dit en 2013, « *Hervé, tu me succéderas* ». Évidemment, la politique est un temps long. Il voulait s'adonner à son plaisir favori qui était la chasse avec son chien fidèle et son cigare aux lèvres. Il a eu le temps de le faire quand même, heureusement. Michel [PASSET], il avait à cœur de pouvoir former et faire transmettre son savoir aux jeunes élus qui l'entouraient. Tout à l'heure j'écoutais notre ami DELAVEAU présenter le Conseil des étrangers, et il avait beaucoup accompagné Cédric SUDRE à l'époque, qui avait construit ce Conseil consultatif des résidents étrangers. Dans cette époque où beaucoup prétendent faire de la politique autrement, Michel [PASSET] faisait de la politique tout court, bien campé sur ses convictions, toujours avec pédagogie, parfois avec quelques coups de gueule, mais en tout cas toujours avec beaucoup d'humour. Merci à vous et merci au Conseil municipal de voter cette proposition.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Hervé [MARTIN]. On mesure bien, évidemment, ton émotion, celle de Clara [GIMENEZ].

Juste, je suis allé un petit peu vite aussi : c'était un courrier qui avait besoin d'une réponse aussi. Ça

fait 10 ans que sa famille nous écrivait pour honorer la mémoire de Paul COSTE-FLORET, qui illustre, cher Bernard TRAVIER, qui est un très grand juriste, et qui a été présent, au nom de la France, au Tribunal de Nuremberg, et donc qui a été l'un des premiers à contribuer à la qualification juridique du terme crime contre l'humanité, et donc qui a été au Mouvement républicain populaire (MRP), qui a été engagé dans la Résistance, parlementaire. Il se trouve que sa famille m'a interpellé dans la rue et m'a fait part de ce sentiment. Ce sera aussi un moment ; pour chacune de ces dénominations nous ferons des points de rendez-vous pour évoquer cela.

Je propose de mettre aux voix s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci pour cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

17. Petite enfance et enfant dans la Ville - Création d'une crèche municipale dans le quartier de la Pompignane - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme A. SAURAT) et M. M. SEBLIN (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) sortent de séance.

M. B. TRAVIER sort définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme I. MARSALA.

Monsieur le Maire : Madame AKBARALY, pour le lancement de la crèche dans le quartier de la Pompignane.

Tasnime AKBARALY : Merci, Monsieur le Maire. Très chers collègues. Il m'a semblé important de vous détailler ce projet de crèche, important parce qu'évidemment ce projet répond aux enjeux de la politique petite enfance de la Ville, mais il participe également à relever des défis en termes de politique d'aménagement et en termes de politique sociale.

En regard de la politique petite enfance, on le sait, à Montpellier, nous manquons de place pour accueillir les tout petits Montpelliérains et toutes petites Montpelliéraines, et ce constat, nous l'objectivons via un indicateur bien connu qui est le taux de couverture. Il est seulement de 46,5 % à Montpellier. Le taux de couverture, c'est quoi ? C'est notre capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans par des modes d'accueil dits « *formels* » pour 100 enfants de moins de 3 ans. Cet indicateur, il montre très clairement que nous ne sommes pas en mesure de proposer un accueil pour tous les enfants et *a priori* pour près d'un enfant sur deux. Que cet accueil soit assuré par des indépendantes, des structures privées, des structures publiques, des structures institutionnelles, associatives, que cet accueil soit individuel ou collectif, à temps complet ou à temps partiel, en régulier ou en occasionnel, il est effectivement extrêmement important de pouvoir garantir cette diversité d'offres et ces besoins qui sont évidemment différents pour chaque famille. Pour vous donner une petite comparaison, au niveau national on est à 59,8, donc on est bien plus bas, et si on compare à d'autres métropoles équivalentes, Strasbourg, 65 %, Nantes, 76 %, donc on a effectivement un retard à combler.

Je rappelle ici que la politique petite enfance, c'est une politique qui traduit les évolutions de la société, et notamment elle se doit d'être ambitieuse pour accompagner les changements de société qui touchent toutes les familles, et en particulier les familles monoparentales. Près d'un tiers de ces familles sont monoparentales sur notre territoire, et essentiellement composées de femmes. Ce constat évidemment nous oblige à nous engager sur une politique d'enfance extrêmement forte, qui a pour

objectif global de rendre attractif notre territoire aux différents acteurs de la petite enfance pour, vous l'avez compris, remonter dans ce taux de couverture. On mène cette politique globale pour assurer un accueil de qualité, un accompagnement massif des nouveaux parents, rendre attractif et être ambitieux. En termes d'ambition, notre équipe municipale a pris l'engagement de créer 300 nouvelles places en crèche. On propose sur ce mandat d'augmenter de plus de 22 % l'existant.

Au-delà de de ces engagements, il m'a semblé important aujourd'hui de montrer à vous tous et aux Montpelliérains comment cette promesse de campagne se traduit en faits. Là vous sont listés les différents projets de crèche et leur calendrier. Vous pouvez voir qu'il y a donc la crèche Joséphine-Baker, où on prévoit d'augmenter le nombre de places au sein de cette crèche. La crèche Liselotte, qui est en création et va ouvrir très prochainement, l'an prochain. La crèche Mireille-Laget, qui est en projet de de création (48 places). On va également augmenter les effectifs de la crèche Louise-Guiraud. La présente délibération qui va concerner la crèche secteur Pompignane. Une crèche également dans le secteur Hauts de Croix d'argent, qui est également en création (68 berceaux). Une crèche secteur Restanque (45 berceaux). Au total nous sommes à près de 300 en termes de projet. Vous avez là la liste exhaustive et également le calendrier qui est extrêmement important.

C'est important de souligner que l'implantation de ces crèches vise à répondre à des objectifs de cohésion sociale. En implantant des établissements d'accueil du jeune enfant dans des zones d'aménagement concerté, on poursuit les efforts de rééquilibrage des équipements publics sur le territoire. Précisément, si je reviens sur le projet de crèche secteur Pompignane, il s'agit de l'implanter au sein du quartier Pompignane, cœur de quartier, au sein d'un programme mixte. Mixte, parce que nous avons souhaité créer au rez-de-chaussée une crèche municipale et au-dessus une résidence senior pour le compte d'ACM Habitat. Une mixité au service du lien intergénérationnel, puisqu'il y aura une salle commune qui va permettre des moments de partage entre les tout petits et les plus âgés. Toutes les expérimentations de mixité entre les très jeunes publics et les seniors montrent combien on ressort, on observe des effets positifs. Ces effets positifs sont très clairement synergiques pour les deux publics. C'est également un projet dans lequel on peut facilement imaginer que les professionnels qui seront engagés au service de nos seniors puissent bénéficier d'un accueil facilité pour leur tout petit. Lien intergénérationnel et engagement pour une ville plus solidaire : voilà ce que traduit ce projet, qui nécessitera donc un transfert de la Ville, de sa maîtrise d'ouvrage, à ACM Habitat, pour la réalisation de ce très beau projet.

En ce qui concerne plus précisément la crèche : coût total de l'opération, plus de 4,4 millions d'euros ; superficie de la crèche, plus de 790 m², avec deux unités, avec deux sections, une unité d'enfants de moins de 20 mois, une unité d'enfants de plus de 20 mois. Vous avez les détails sur chaque section, comment on pense cet accueil.

Voilà pour la présentation de cette crèche. Je voudrais souligner qu'il s'agit ici du fruit d'un travail collaboratif avec mes deux collègues Michel CALVO et Maryse FAYE, et d'un projet qui illustre la dynamique de transversalité des services, ACM Habitat, Direction architecture et immobilier et Pôle petite enfance. J'aimerais terminer mon intervention par des remerciements appuyés aux agents de ces services. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame AKBARALY, pour cette présentation très complète. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur LÉVITA, Madame DOULAIN.

Max LÉVITA : Pour le moment, on ne parle pas du mode de gestion de la crèche. Ce qui fait que vous avez le temps de vous baser sur une étude précise qui nous permettrait de comparer le coût quand c'est géré par nous et quand c'est géré par une entreprise extérieure. L'écart est vraiment...

Enfin, il interloque. Moi je dirais même qu'il nous humilie. Je vous propose de lancer une étude expliquant les raisons de cet écart. Merci.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN. Merci, Monsieur LÉVITA.

Alenka DOULAIN : *Intervention hors micro* ...vous remercier pour ce plan. La méthode me semble adaptée. On a un calendrier, des dates. Ça fait 2 ans, mais en tout cas on a la perspective sur les 4 ans qui viennent, donc vraiment la méthode est à souligner. Je reviens, pareil, questionnement, sur le mode de gestion envisagé pour ces nouveaux équipements. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Quelque chose me dit que les uns et les autres, les deux orateurs, ne sont pas forcément du même avis sur le sujet, mais visiblement saluent en tout cas la volonté de la Municipalité, de ce plan de 300 places en crèche, avec son calendrier, qu'on va s'efforcer de tenir. Je crois qu'il faudrait rappeler à quel point notre Ville est en retard dans la prise en charge de la petite enfance. On est dans une situation où le taux de couverture de la Ville est de 46,5, quant au national, 59,8. C'est ce que vous aviez souligné, Madame AKBARALY, la dernière fois. La proposition c'est d'augmenter de 22 % notre offre de prise en charge pour la petite enfance. C'est un enjeu immense d'accompagnement à la parentalité. C'est un enjeu considérable pour permettre notamment aux femmes seules avec enfants de pouvoir justement continuer une activité professionnelle. Il y en a 16 500 à Montpellier, selon les dernières statistiques de l'Insee. Nous en croisons beaucoup.

Aujourd'hui on vote sur les crédits d'investissement et d'engagement, et on le fait avec une méthode aussi – Madame AKBARALY, dont je veux saluer toute l'implication – qui est d'essayer de penser la mixité, la localisation géographique, les opérateurs qui interviennent. Il y a la très belle expérience que la Mutualité française a menée aux Grisettes avec la résidence, avec l'EHPAD, parce que là il s'agit de cela, avec la crèche qui est extrêmement inspirante sur la mixité générationnelle et qui sera dans notre stratégie de l'agenda de la longévité. Aujourd'hui c'est cela, et le calendrier est très, très, très rigoureux. Après on n'est pas à l'abri de recours sur les permis. Mais vraiment d'atteindre cet objectif d'augmenter de 22 % la prise en charge par des berceaux de la Ville de Montpellier, qui viennent en complément des assistantes maternelles qui sont très présentes dans nos parcs, dans nos espaces publics, pour lesquelles je veux indiquer qu'il y a la gratuité du musée Fabre – personne ne l'a relevé – pour elles, depuis le dernier Conseil de Métropole. Je dis ça parce qu'à la rentrée nous aurons un travail aussi sur petite enfance, écran et culture, parce qu'il y a des choses très importantes qui se jouent, et nos personnels nous ont fait remonter beaucoup de signaux inquiétants post-confinement sur la prise en charge de la petite enfance, enfin des évolutions de la société, et nous travaillerons là-dessus.

Quant au mode de gestion, à chaque Conseil municipal, chaque fois que ça se posera, nous le mettrons. On n'ignore pas à la fois les impacts budgétaires d'une part, d'autre part la compétence des agents, qui sont extrêmement impliqués dans ce service : plus de 800 agents publics, extrêmement mobilisés. C'est à ce moment-là que ce sera posé.

Aujourd'hui, c'est la crèche dans le quartier de la Pompignane, inscrite dans un plan de développement de 300 places en crèche, soit + 22 % de berceaux supplémentaires pour essayer de corriger. Je ne sais pas si on sera dans le peloton de tête, mais là en tout cas on est quasiment la voiture balai dans les grandes métropoles en termes de prise en charge.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci pour cette unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

18. Petite enfance et enfant dans la Ville - Convention entre le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et la Ville de Montpellier pour la réservation de berceaux dans les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Je vous propose d'accélérer peut-être un petit peu. Convention entre le CIRAD et la Ville de Montpellier pour la prise en charge de berceaux. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

19. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Cité de l'alimentation - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°34 - 53 avenue du Marché gare - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 19. Cité de l'alimentation dans la ZAC. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FAYE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

20. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Politique alimentaire - Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) sur le sujet des pédagogies culinaires et leurs impacts sur le discours de prévention des risques de pathologies associées à l'alimentation des enfants - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. GIMENEZ (avec le pouvoir de Mme A. SAURAT) et M. M. SEBLIN (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) entrent en séance.

Mme H. EMAD sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme T. AKBARALY.

Monsieur le Maire : Affaire n° 20. Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) entre la Ville et un organisme de recherche. Je donne la parole à Madame MASSART sur cette affaire, et puis surtout l'affaire d'après. Peut-être que vous pouvez faire les deux ? Madame MASSART présente les affaires 20, 21.

Marie MASSART : Et 22.

Monsieur le Maire : Et 22. Allez, assez rapidement.

Marie MASSART : Je fais les trois dans la foulée ?

Monsieur le Maire : Oui.

Marie MASSART : Effectivement, un contrat CIFRE. Nous travaillons beaucoup avec la recherche dans le cadre de la restauration scolaire, à la Ville de Montpellier, nous avons beaucoup d'actions de sensibilisation dans les écoles, notamment – j'en rappelle quelques-unes – le livret pédagogique, le spectacle brocoli, la formation du personnel, les tables de tri avec pesées intégrées pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Il y a déjà de nombreuses actions pédagogiques dans les écoles et ce contrat va nous permettre aussi d'approfondir les actions pédagogiques, de les évaluer, d'estimer leur efficacité, notamment également autour des pratiques végétariennes, de pouvoir estimer l'efficacité de ces mesures dans les restaurants scolaires, et de voir l'impact sur la mesure de prévention par rapport au risque d'obésité chez les *digital natives*. On va recruter une personne qui est à la fois spécialisée dans les actions digitales, mais aussi dans les actions pédagogiques, et très passionnée par toutes les actions de restauration scolaire. C'est elle qui est venue nous voir et qui contribue déjà dans le comité de suivi de la restauration scolaire à un certain nombre d'activités. Également aussi toutes les actions en faveur de la consommation de proximité. C'est un contrat qui est vraiment intéressant pour pouvoir encore creuser et approfondir toutes nos actions pédagogiques.

Monsieur le Maire : Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

21. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Marché global de performance pour la Cité de l'alimentation - Approbation du recours à la procédure de dialogue compétitif, jury, primes

Monsieur le Maire : Vous pouvez présenter l'affaire 21.

Marie MASSART : L'affaire 21, je rappelle que j'avais présenté le 26 juillet 2021 le lancement du projet de cité de l'alimentation. Je vais peut-être vous le rappeler, très rapidement, c'est la création d'une nouvelle unité de production qui pourra produire jusqu'à 16 000 repas, adossée au MIN, avec une base logistique de transformation primaire dans laquelle on pourra retrouver notamment une légumerie, une conserverie, une mûrissérie, un espace d'affinage et un atelier de production des desserts, sachant que la base logistique pourra être mutualisée également avec des communes de la Métropole, elle pourra être mutualisée également avec les crèches et les EHPAD. Je précise qu'il n'est pas question d'enlever les cuisiniers qui sont dans les crèches et les EHPAD, mais de pouvoir compléter avec éventuellement nos producteurs, avoir accès à la légumerie, à la production de desserts, mais pas du tout de produire les repas pour ces établissements. Il y aura également un jardin pédagogique adossé à cette nouvelle unité de production, des cours de cuisine qui seront donnés à l'intérieur, des visites de classe, donc tout ça adossé au MIN.

Je rappelle très rapidement les autres actions liées à la cité de l'alimentation : des tiers lieux

alimentaires dans toute la Ville, le développement des selfs, un bus pédagogique itinérant équipé d'une cuisine pour pouvoir développer des actions pédagogiques et donner des cours de cuisine aux enfants dans les écoles. Nous allons expérimenter également une cuisine satellite dans un restaurant scolaire, nous déployons très largement les potagers dans les écoles, nous allons accentuer le programme de sensibilisation dont j'ai parlé tout à l'heure dans les écoles, former le personnel à une approche hôtelière et travailler en lien avec des fermes ressources, pour pouvoir permettre aux enfants d'aller visiter des exploitations agricoles, ou que des agriculteurs viennent dans les écoles.

Cette délibération concerne vraiment l'unité centrale de production qui va être construite. Les travaux ont déjà démarré avec des bâtiments qui doivent être détruits, désamiantés au préalable. L'objectif c'est évidemment de répondre aux objectifs d'un approvisionnement en circuit court, de réduire le gaspillage alimentaire, de réduire la production de déchets, de lutter contre la précarité alimentaire et de développer les actions éducatives, et bien sûr d'avoir un maximum de produits cuisinés à partir de produits bruts, des choses aujourd'hui sur lesquelles les équipes sont limitées par les équipements et la taille de la cuisine centrale qui, je le rappelle, a quarante ans cette année, et qui, malgré les nombreux investissements qu'il y a eu, n'est pas en capacité de contenir tous les repas, les 15 000 repas que doit fournir la Ville de Montpellier aujourd'hui.

Je rappelle que le projet de cité de l'alimentation, c'est un projet global qui est estimé à 39,2 millions d'euros, sur le marché global de performance qui permet d'avoir une approche globale de faire appel à une entité qui va pouvoir faire la construction, la conception, la réalisation et la maintenance, en répondant à des objectifs d'économie d'énergie, des objectifs environnementaux, etc.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MASSART. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA : Je voudrais que vous soyez extrêmement précis sur le contenu de ce dossier, parce qu'il est écrit que vous lancez « *un marché avec recours à la procédure de dialogue compétitif* », très bien, concernant la construction d'une cité de l'alimentation, c'est-à-dire « *la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance de ce nouvel équipement* ». C'est écrit dans le rapport. Je voudrais que vous soyez précis : en aucun cas ce que vous nous proposez permet une externalisation de l'unité de production alimentaire ?

Monsieur le Maire : En aucun cas, et il en est hors de question.

Max LÉVITA : D'accord. Ça répond à la question. Ça n'interdit pas de se poser la question en 2025 ou 2026.

Deuxième remarque. Le mandat précédent, vous ne nous dites absolument pas comment ce sera géré, ni l'unité de production, ni la base logistique, ni le tiers lieu, ni le bus pédagogique, ni le jardin pédagogique. On ne sait pas comment ce sera géré, très bien. Je note que vous passez à 39,2 millions. Nous, on avait prévu dans notre PPI à nous un coût estimé à 25 millions. On passe de 25 à 39, mais c'est vrai que c'est beaucoup plus large. Vous ajoutez des choses dont on ne voit pas l'utilité, mais c'est vous qui décidez de leur utilité. Est-ce que vous pouvez donner ces précisions, je vous prie ?

Monsieur le Maire : Madame MASSART, quelques mots, et puis je compléterai.

Marie MASSART : Je précise qu'on reste en gestion directe. C'est vrai ça va être géré, donc tout a été estimé sur la hausse des ressources humaines nécessaires pour ce projet. Il n'y aura pas d'externalisation. Voilà comment ça sera géré. Les 39,2 millions, effectivement, ce n'est pas

uniquement l'unité centrale de production, ce n'est pas comparable avec les 24 millions, puisqu'effectivement il y a aussi la base logistique, il y a aussi le bus, il y a aussi tous les investissements. Sur les tiers lieux par contre, on va se baser sur l'appui des associatifs, des associations, là on ne va pas forcément être en gestion directe, sauf sur le MIN, mais on est en train de travailler ce projet, puisqu'il y aurait aussi un tiers lieu sur le MIN. Tout ça n'est pas encore calé. Le projet est lancé en construction. Mais je précise que pour l'unité centrale de production, on est bien en gestion directe.

Monsieur le Maire : De manière plus générale, Madame MASSART a fait une allusion assez forte tout à l'heure, et tout au long de l'année un travail est fait, important, pour sensibiliser les enfants à ce qu'ils mangent. C'est une politique très volontariste qui se déploie, c'est essentiel. La cantine a une dimension sociale incontestable. Elle permet à beaucoup d'enfants d'avoir un repas équilibré quand ils n'en ont pas forcément à la maison. On a fait un effort de ce point de vue avec la tarification à 50 centimes d'euros. Il y a toute une dimension éducative, qui doit être impérativement renforcée, sur la connaissance du cycle des saisons, sur la relation à l'agriculture. C'est un enjeu majeur, qui n'était pas forcément celui, il y a une quinzaine-vingtaine d'années. Ce n'était pas la préoccupation.

Le but de la cité de l'alimentation, et c'est pour ça qu'elle s'appelle ainsi, c'est bien, outre la production des repas et d'essayer d'être en court, d'être en bio, de faire disparaître les produits ultra-transformés qui sont dans notre trajectoire, c'est d'être aussi un puissant lieu de médiation et d'éducation à la question alimentaire. D'ailleurs, sa localisation au MIN va aussi y contribuer. Tout comme d'une certaine manière on fait en sorte d'amener, dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle, le plus d'enfants au musée Fabre, on aura l'occasion d'en parler, à l'horizon 2025 pour le lancement des festivités de son bicentenaire, ou dans les chœurs d'enfants, dont il faut rendre hommage à Monsieur CAPÉLAN sur la scène de l'opéra Comédie, on va créer un lieu, nous créons un lieu puissant de médiation sur les enjeux de l'alimentation. C'est un projet qui est, nous le pensons, stratégique, quand on constate, et c'est désespérant, que les taux d'obésité des enfants de 11-12 ans sont à la hausse dans notre pays. C'est un enjeu de la pratique sportive évidemment, c'est un enjeu de la connaissance de l'alimentation. C'est notre conviction, après c'est un choix, on ne peut pas, comme ville de la santé, qui se pense comme une ville de la santé globale, et hier c'était l'un des enjeux des assises de Med Vallée, ne pas être exemplaire dans le rapport avec les enfants. Donc voilà, c'est ça le projet de cité de l'alimentation.

Vous le savez chers collègues : ça fait longtemps qu'on l'attend, la nouvelle cuisine centrale. Donc il y a les travaux d'investissement de sécurité. Là on essaye d'avoir un projet qui correspond à ce qui nous semble le défi des prochaines décennies. C'est celui, je vous rassure, qui est inscrit à la PPI sur laquelle nous avons valablement délibéré. Il n'y a point là de dérapage budgétaire. En tout cas il est bien inscrit. Le dérapage budgétaire, moi, qui m'a fait beaucoup souffrir, hélas, c'est celui lié au retard lié à la ligne 5 du tramway.

Je vous propose de passer aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

22. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Soutien de la Ville de Montpellier pour le premier Festival d'Agropol'Eat - Approbation

Monsieur le Maire : La 22 : fais vite, Marie [MASSART]. Rapidement.

Marie MASSART : Oui, très rapidement. Le festival Agropol'Eat, qui aura lieu le 3 juillet, dimanche prochain, de 10 h à 22 h, qui a été porté par un collectif Agropol'Eat, qui a initié le marché Agropolis, qui a été d'ailleurs, je le rappelle, déplacé au stade Bougnol, tous les mardis de 16 h à 19 h. Mais là, c'est un festival qui est vraiment important, le premier festival autour de l'alimentation, mais aussi de la biodiversité, des préservations des espaces, qu'on porte conjointement pour la Ville avec Stéphane JOUAULT, qui en dira quelques mots aussi, avec un certain nombre d'animations, de stands, de marchés de producteurs, de balades guidées, de spectacle, tout ça pour promouvoir une alimentation saine et de qualité.

Je rappelle quand même très rapidement l'apport de la Ville, puisque ça a été plutôt un apport avec les apports en nature, notamment par la mise à disposition du site, mise à disposition du matériel, prêt de matériel, des branchements électriques, l'accès à l'eau potable, mais aussi les frais de prise en charge de gardiennage et de sécurité du site, et la présence aussi sur la communication et sur la présence. Du coup, je tiens quand même à remercier à ce titre les services, et notamment à la Direction paysage et biodiversité la Direction de la politique alimentaire, parce qu'ils se sont beaucoup investis, et c'est aussi du temps. Ce n'est pas forcément là sous forme de subventions, mais c'est beaucoup de temps que la Ville a donné pour l'organisation de cet événement qui, on l'espère, sera vraiment une réussite, et une première en tout cas sur Montpellier, sur le site de La Valette.

Monsieur le Maire : Merci. Un mot, Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Oui, juste rapidement, je voulais souligner le caractère vertueux à nouveau de cette manifestation, qui fait la part belle à la biodiversité, et souligner ce lien entre alimentation et biodiversité, qui est permanent et sur lequel nous travaillons avec Marie MASSART, notamment à travers les jardins partagés, les jardins familiaux. Je voulais aussi évoquer rapidement le site, c'est-à-dire le site de La Valette, qui est un espace naturel sensible classé Natura 2000, que nous nous devons de protéger. On travaille en ce sens dans le cadre du projet du grand parc de Lunaret. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JOUAULT, dont le lauréat sera bientôt connu. S'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

**23. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat de l'AOC Languedoc pour l'organisation d'une manifestation vin, terroir, et culture au Domaine d'Ô 2022 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n° 23. C'est l'organisation autour du vin, des manifestations que nous allons tenir au Domaine d'Ô, l'esplanade va être en travaux, et à la demande des syndicats de l'AOC, y compris de s'installer dans cet écrin pour continuer à affirmer Montpellier capitale du vin. Prochainement nous dévoilerons le logo sur la labellisation que nous avons obtenue. Y a-t-il des demandes de prises de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE,

Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

24. Ville éducative et réussite scolaire - Parution du recueil de nouvelles "Mystères de Montpellier", Tome 13 à l'occasion de La Comédie du Livre 2022 - Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 24. Madame DOMBRE COSTE, je crois vous avez un très bel objet à nous montrer.

Fanny DOMBRE COSTE : Vous avez là sous vos yeux le nouveau recueil des nouvelles « *Mystères de Montpellier* », qui est toujours une très belle découverte et je vous invite vraiment à lire et à les partager. J'en ai dans le bureau, venez en chercher un : c'est vraiment un très, très joli ouvrage. Cette année, les enfants sont partis à la découverte des grandes figures de la Ville, et alors ils sont allés travailler sur à la fois évidemment Jacques CŒUR, bien sûr NOSTRADAMUS, Saint-Roch, mais aussi Max ROUQUETTE, et puis ils ont travaillé sur des figures de la résistance montpelliéraine, et notamment des femmes, Simone DEMANGEL, Laure MOULIN, dont on a déjà parlé, et Suzanne BABUT. Il fallait voir les sourires de ces enfants lors de la Comédie du livre lorsqu'ils faisaient la dédicace sur le stand de Canopée, qui est le partenaire avec lequel, avec l'Éducation nationale, nous produisons ce travail. Franchement c'était un vrai bonheur. Ça va devenir évidemment un livre de leur bibliothèque. Vous savez que nous constituons la bibliothèque des enfants, cette année par deux ouvrages supplémentaires, notamment un ouvrage de Molière, et donc bien évidemment c'est un dossier que nous poursuivons, puisque c'est la treizième année, avec beaucoup de plaisir et beaucoup d'engagement. D'ailleurs, la dernière nouvelle, Monsieur le Maire, je crois que vous avez demandé que cette nouvelle sur Suzanne BABUT soit écrite sur une plaque et apposée dans le parc Suzanne-Babut qui vient d'être renommé, qui était l'ancien parc Tastavin, rue Lakanal, et nous le ferons bien sûr en présence des enfants.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame DOMBRE COSTE. Y a-t-il des questions ? Il faut vraiment les féliciter, tous ces enfants qui, avec leurs professeurs, ont écrit. Madame MARSALA, je vous voyais acquiescer. C'est quelque chose de très fort. C'est un très beau projet, les « *Mystères de Montpellier* », travail d'écriture. Ça participe de l'éducation artistique et culturelle, comme la pratique de la chorale dont on a parlé à l'opéra Comédie avec les chœurs d'enfants, comme tout le travail de médiation en différents lieux culturels.

C'est vrai, vous l'avez dit Madame DOMBRE COSTE, nous aidons à peupler les bibliothèques des enfants. Chaque année, nous offrirons, la Municipalité offrira un livre aux élèves de CM2. Le livre, c'est un objet de connaissances, de découverte, de savoir. C'est un objet avec une très forte valeur symbolique et, pour les 400 ans de Molière, qui a été mis à l'honneur au Printemps des comédiens, et pas que, c'est *Les fourberies de Scapin* qui va entrer dans les bibliothèques, qui est au programme de cinquième. C'est aussi une mesure d'ordre social pour un certain nombre de familles. Nous faisons le lien avec le réseau des médiathèques, et chaque année la municipalité offrira un livre, l'an prochain sera probablement *L'Iliade et l'Odyssée*, parce que c'est quand même un berceau culturel, et c'est un des grands classiques de sixième. Mais il est important de marquer des moments avec les enfants,

avec des rites, et le rite de passage du CM2 à la sixième peut et doit être salué de plein de manières. Je sais que les vacances approchent, mais par un livre semble être une très, très bonne chose. Ça existait dans le vieux temps, comme on dit. Je crois que des fois les bonnes traditions de la République doivent savoir être reprises, et là nous la reprenons avec beaucoup de plaisir. Ce travail d'écriture est formidable, et surtout les enfants de l'école Condorcet – si ma mémoire est bonne, Madame DOMBRE COSTE – ont rencontré ou vont rencontrer une des femmes qui a été sauvée par Suzanne BABUT, et que nous avons saluée lors de l'inauguration, et c'était extrêmement fort, et cette nouvelle qu'ils ont écrite va être présentée dans le parc.

Je mets aux voix. 10 000 euros ; ce n'est rien par rapport à ce que ça produit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

25. Ville éducative et réussite scolaire - Participation de la Ville de Montpellier aux séjours vacances d'été 2022 - Approbation

Monsieur le Maire : Participation de la Ville de Montpellier aux vacances d'été 2022. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

26. Ville éducative et réussite scolaire - Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur d'associations - Conventions d'occupation - Subventions en nature - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 26. Conventions d'occupation des locaux scolaires pendant l'été. Même vote ? Même vote.

Nous présenterons avec l'équipe municipale tous les dispositifs qui sont mis en place pendant l'été, pendant les vacances, pour l'ensemble des enfants de Montpellier, entre maisons pour tous, écoles, pour faire en sorte qu'aucun enfant ne puisse être privé d'une activité pendant les vacances scolaires. Il y a eu tout un travail, à la fois de recensement et de nouvelles dispositions, qui a été mis en œuvre, pour faire en sorte que tous les enfants puissent avoir ce qui est légitimement une forme de droit aux vacances. On peut avoir du temps libre, mais qu'est-ce que les vacances et comment nous pouvons les vivre, y compris de médiation scolaire, notamment sur la fin du mois d'août pour préparer au maximum les enfants de Montpellier à la rentrée, et que les inégalités ne se creusent pas.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique BRUNET, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

27. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Protocole de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction départementale des finances publiques de l'Hérault (DDFIP34) en matière de changements d'usage - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 27. Madame FAYE, protocole de partenariat entre la Ville et la DDFIP. Allez-y.

Maryse FAYE : Monsieur le Président, Monsieur le Maire. Nous avons développé énormément de politiques sur le logement accessible à tous, et nous avons aussi, dans le cadre de la remise sur le marché locatif, une action forte sur le logement saisonnier. Nous avons depuis un an maintenant mis en place ces autorisations, que l'on attribue à des particuliers qui veulent faire du logement saisonnier, c'est-à-dire du Airbnb pour parler plus facilement. Cette autorisation, elle a été attribuée, mais jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas de moyens de contrôle. Ce contrôle est nécessaire pour justement valoriser encore plus notre action sur l'autorisation. Ce contrôle va être possible à partir du mois de septembre, grâce justement à ce protocole d'accord que nous avons passé avec les services des impôts, qui sont les seuls à même de nous dire si un logement existe et est transformé en autre chose, par exemple en logement locatif saisonnier, puisque ça devient un marché économique et non plus un marché de location pour les familles.

A partir du 1^{er} septembre tous les pétitionnaires devront être attentifs à respecter la réglementation que nous avons mise en place il y a déjà un peu plus d'un an dans notre volonté de pouvoir offrir un logement, en particulier en centre-ville mais pas que, à toutes les familles qui peuvent s'y installer. C'est un moyen aussi de lutter contre la concurrence vis-à-vis des hôteliers, puisque ce marché du Airbnb avait une large influence sur cette problématique touristique. Grâce à ce protocole avec les services fiscaux, nous allons pouvoir être dans une dynamique de contrôle, et vous savez déjà, vous l'avez annoncé il y a peu de temps, qu'il y a eu déjà des contrôles sur les permis de location, les permis de louer. Ça y est, nous nous équipons pour être à la fois incitatifs mais aussi, on va dire, punisseurs.

Monsieur le Maire : Coercitifs. On fait respecter la règle. Y a-t-il des remarques, des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote. Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

28. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier des Cévennes - Projet de création d'un périmètre délimité des abords du Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des monuments historiques - Avis favorable

Monsieur le Maire : Affaire n° 28. Projet délimité aux abords du château et du parc de la piscine. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

29. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature de Bacotec (Lot n°5c1) - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 29. Ce sont des agréments de candidature dans les différentes ZAC, il y en a une série. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

30. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Oc Santé - Lot 11 A - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 30. Des questions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

31. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Modification d'agrément de candidature - Société PB Saint Roch - Lot VIII b3 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 31. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

32. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 32. Y a-t-il des oppositions ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

33. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 33. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

34. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SE 106, SE 264, SE 260, SE 261 et SE 114a situées avenue Nina Simone à Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 34. Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

35. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition à SNCF Réseau des parcelles cadastrées OL n°22 et OL n°76p - Rue du Mas Saint Pierre / Rue de Montels Saint Pierre - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 35. Acquisition à la SNCF de parcelles. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

36. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Les Cévennes - Acquisition à l'Etat du Gymnase Bernard Jouanique Rue Coligny - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 36. Ça c'est l'acquisition du patrimoine de l'État, qui rentre dans le domaine public, ce qui ne va pas nous simplifier les choses pour la sobriété énergétique. Nous les exploitons. C'est le gymnase Jouanique. Il a été construit avant la décentralisation, et donc par bail emphytéotique sur une période donnée, ça rentre dans le patrimoine municipal. Nous les exploitons d'ores et déjà. Ce sont des créneaux. Y a-t-il des questions sur cette affaire ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

37. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Halle des Sports - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue du Val de Montferrand - Parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 37. C'est le bail emphytéotique sur l'avenue du Val de Montferrand, qui est dévolu à la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Maryse FAYE, Mme Célia SERRANO, M François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

38. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Contournement Nîmes Montpellier - Cession de parcelles à SNCF Réseau - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 38. Cession à SNCF Réseau d'une parcelle, évidemment une recette pour la collectivité. Y a-t-il des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui

s'abstient ? Adoptée. Merci pour la recette.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

39. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont (CEMG) - Bilan de la Concertation et arrêt du dossier définitif du projet - Avis du Conseil municipal

Monsieur le Maire : Affaire 39. Bilan de la concertation sur le dépôt, le centre de maintenance du tram implanté à Grammont. On en a parlé lors du Conseil de Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

40. Ville apaisée et respirable - Projet de Zone à Faibles Émissions (ZFE) - Avis du Conseil municipal

M. M. DIORE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. R-Y. CHARTIER.

Monsieur le Maire : Affaire n° 40. Chaque Conseil municipal doit donner son avis sur la ZFE. Nous en avons également parlé au Conseil de Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN. Fais la présentation, et puis j'ai Madame DOULAIN, Monsieur GUISEPPIN et Madame YAGUE.

Manu REYNAUD : Merci. Il s'agit de l'avis de la Commune de Montpellier sur le projet de ZFE qui a été très largement présenté au Conseil de Métropole, je pense qu'il y a eu quand même pas mal d'échanges sur la question, très détaillé, c'était le 25 janvier 2022. C'est un sujet qui fait beaucoup parler en ce moment, parce que derrière cet acronyme ZFE se cache « zone à faibles émissions », faibles émissions de pollution. La question que se posent les Montpelliéraines et les Montpelliérains, c'est bien évidemment, outre cet acronyme et cette question-là : peut-on encore circuler ou venir à Montpellier en voiture et surtout avec quelle voiture ? Je pense que c'est la principale question, et il faut y répondre de façon simple. On vous a mis quelque chose qui est moins simple : c'est le tableau qui permettra de comprendre la progressivité de la mesure, concernant à la fois les véhicules particuliers et les véhicules professionnels ; vous avez même les deux roues motorisées.

Je le fais court au vu de l'heure, une ZFE pour quoi faire ? Ce sont avant tout des objectifs qui sont très clairs. C'est lutter contre la pollution de l'air, et c'est vraiment une question de santé publique. C'est aussi de fait, puisqu'on s'adresse aux véhicules motorisés thermiques, de lutter contre le dérèglement climatique. Je vous rappelle que c'est une vraie question de santé publique. En l'occurrence, on le cite souvent et on l'a cité souvent ces deux dernières années : il y a plus de 40 000 morts en France. Cette prise de conscience actuelle, elle est aussi liée au fait que l'Europe a condamné la France dans 14 agglomérations par rapport à la pollution qui était engendrée. À Montpellier notamment, puisque même si ça ne se voit pas, même si le vent et le soleil font en sorte qu'on n'a pas d'usine, la pollution automobile représente plus de 80 % de la pollution de l'air.

Les ZFE, ce n'est pas nouveau, ça existe : il y en a 200 en Europe. Elles ont pris différentes formes, parfois des péages urbains, sans condition réelle de type de matériel. Comment ça se passe ? C'est assez simple. Vous achetez une vignette Crit'Air – il y a un jeu de mot – elles vont de 1 à 5, qui correspond à votre véhicule en fonction de la motorisation, vous la posez sur votre pare-brise, ce qui va vous permettre de passer sur les zones ou pas. C'est très simple, ça s'achète sur internet. Ça s'adresse aux particuliers et aux professionnels. L'intérêt de la mesure, de la proposition qui a été faite au Conseil de Métropole, qui a été votée, c'est qu'il y a une progressivité dans le temps et l'espace, à savoir qu'il y a déjà plusieurs périmètres. Le premier, c'est qu'on commence par Montpellier, on va dire la petite couronne, et on avance jusqu'à 2026 pour toute la Métropole. Ensuite ça se fait en plusieurs phases, on commence petit, on commence dans la pédagogie. Dans un premier temps, il ne faut effrayer personne, ce sont les véhicules particuliers, ce qui intéresse les Montpelliérains, de plus de 25 ans qui sont classés Crit'Air 5, c'est-à-dire la vignette noire, ou non classés. Vous voyez qu'on s'adresse à nombre de véhicules relativement restreint. Il y a un certain nombre effectivement d'exclusions de ce processus, dont un qui est particulièrement intéressant et qui a à la fois une vocation sociale mais une vocation écolo : ce sont les petits rouleurs, en l'occurrence pour tous les véhicules qui font moins de 8 000 km par an. On a ces deux aspects.

Cette ZFE, elle s'inscrit aussi dans toute la politique des mobilités de la Métropole. Certains font beaucoup mieux pour moi, donc je ne tenterai que quelques exemples, mais bien évidemment, les 5 lignes de tram, les 5 busstrams, les 270 km de pistes cyclables, les presque 30 000 dossiers déposés pour une aide aux vélos électriques – rendez-vous compte à l'échelle d'une Métropole de 500 000 habitants et 30 000 dossiers, et il y en aura d'autres. On est vraiment sur un changement complet par rapport aux mobilités. On parlait de ces petites dérogations qui sont mises en place par la Métropole : il y a cette histoire de petits rouleurs, mais c'est vraiment un concept très intéressant d'avoir pris en compte cet aspect-là, et puis l'accès au parking relais. Il y en a d'autres, mais il faut faire court.

Je voudrais juste faire un commentaire aussi un peu politique, parce que tout ça, ça vient quand même du Gouvernement, qui est, de mon point de vue – mais je pense de celui de beaucoup au sein de cette assemblée – plutôt de droite. C'est une mesure en partie de droite, sous couvert de bonnes intentions. La question de la pollution de l'air a quand même des implications très imparfaites. Je vais en citer deux – et je profite de la présence du Maire-Président qui a écrit lui-même aux instances nationales pour s'en inquiéter.

Une première, c'est le fait qu'il n'y a aucun moyen qui soit donné aux collectivités. On donne le bébé aux collectivités, mais en échange il n'y a aucun moyen de contrôle, il n'y a aucun moyen de quoi que ce soit. Les deux points les plus importants, c'est qu'il n'y a pas de dispositif automatisé de contrôle. Ça veut dire que, théoriquement, dans toutes les ZFE en Europe, c'est simple, c'est une caméra qui scanne votre plaque d'immatriculation, qui regarde si ça correspond en termes de motorisation ou pas – en gros c'est comme ça que ça se gère. Aujourd'hui, ce n'est pas légal en France. On peut penser que ça le sera plus tard ; ça ne l'est pas aujourd'hui.

Deuxième faiblesse majeure de ce dispositif, mais qui est une faiblesse due à l'Etat – précisons bien que ça n'a strictement rien à voir avec la proposition qui a été adoptée à la Métropole – la question de la gestion de l'autoroute. Je rappellerai qu'il y a 132 000 véhicules qui passent par l'autoroute, doublée par ailleurs, et ces véhicules-là ne sont pas pris en compte. On demande à nos concitoyens de faire des efforts conséquents sur des changements, non pas que de motorisation mais de mobilité, et par ailleurs on laisse 132 000 véhicules – dont je crois, sauf erreur, de l'ordre de 15 000 poids lourds – circuler et polluer d'autant plus, car quand vous regardez la carte des pollutions, ce qui est le plus important, c'est la carte de l'autoroute.

Ça, ce sont vraiment les faiblesses du dispositif légal et c'est à l'État de prendre ses responsabilités. Je sais qu'ils ont oublié de mettre un ministère des Transports, j'espère que dans le prochain Gouvernement ils veilleront à ne pas impacter uniquement les collectivités et les citoyens et avoir une vraie politique en matière de lutte contre la pollution de l'air.

Enfin, il y a quand même un côté positif à cette loi : c'est le signal qu'elle donne. Je ne pense pas avoir un profil de concessionnaire automobile, mais j'ai reçu des appels et il y a même des gens qui m'ont demandé ce que je prends comme nouveau véhicule. C'est la première fois qu'on me posait la question ! Ce n'est pas ma spécialité, les voitures, j'ai abandonné il y a 12 ans, très franchement, même dans le journal je ne regarde pas. Cette interrogation sur le type de véhicule qu'on veut prendre, elle est liée à ce changement, à cette zone à faibles émissions. Les gens, ils veulent, en partie, pas tous, mais réfléchir à un véhicule plus léger, un véhicule à motorisation différente. Ça c'est déjà un premier signal positif.

Il y a un autre signal positif, qui est essentiel et qui est aussi dû pour le coup à la politique de la Métropole, c'est le changement de comportement. Je vais vous dire un truc qui va apparaître aberrant pour certains, mais qui va apparaître une évidence pour d'autres : on peut vivre sans voiture à Montpellier, oui c'est possible. Ça c'est quelque chose qui surprend parfois, mais dont il faut appréhender la valeur. Je vous assure, essayez, on peut y arriver. Au départ, on commence à tâtonner, mais au fur et à mesure on avance. Ce deuxième avantage dans le dispositif, ce sont vraiment ces signaux qui sont importants

Pour conclure, moi je préfère garder le signal imparfait, les mesures qui ont été mises en place, qui sont progressives, qui ont été concertées de ce point de vue-là, donc on est sur la bonne voie et dans tous les cas nous vous proposons de voter bien évidemment pour, la Commune de Montpellier, pour un avis positif sur la délibération du Conseil de Métropole. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur REYNAUD. La parole est à Madame YAGUE, Monsieur GUISEPPIN, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Madame FRÊCHE. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci. Moi, juste pour vous dire que Madame MIRALLÈS et moi-même voterons contre. Contre pas la ZFE, mais contre le projet de ZFE de Montpellier Méditerranée Métropole. On s'en expliquera ultérieurement. À ce propos Madame MIRALLÈS vous a envoyé un courrier le 30 mai, auquel vous n'avez apporté aucune réponse, et le sujet de ce courrier, c'était la ZFE. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Rebonjour. Je voudrais faire la dichotomie entre la ZFE qui concerne plus particulièrement les particuliers, et de l'autre côté les professionnels. Je voudrais alerter sur le travail qui est fait par la Chambre des métiers, sur ce que ça va générer en termes de problématique d'accès à la Ville de Montpellier. Notre groupe s'abstiendra, parce que nous allons attendre les conclusions de la Chambre des métiers sur les solutions sur cette spécificité-là, parce qu'il ne faut pas oublier que demain certains ne pourront plus faire appel à des professionnels pour pouvoir réparer, entreprendre, si leurs véhicules ne sont pas adaptés. Je voudrais aussi souligner qu'il y a carence lorsqu'on souhaite acheter un véhicule, je dirais « *mi-lourd* », en termes de production et de livraison, et dont ce laps de temps va générer énormément de difficultés. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur GUISEPPIN. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues. On votera contre cette délibération. Je voudrais contre comme je l'ai fait en Conseil de Métropole – je vois que ce n'est pas le cas de tout le monde. Mais en tout cas, ce que je pense, c'est que vraiment là vous persistez dans la mauvaise voie. Je m'étais exprimée là-dessus en Conseil de Métropole. Il y a une écologie populaire et puis il y a l'écologie bourgeoise, celle des fausses solutions, celle qui se moque des impacts pour les ménages les plus précaires. Aujourd'hui il s'agit de défendre cette écologie populaire.

Alors qu'est-ce qu'on fait face à un Gouvernement de droite ? C'était la question que vous nous posiez tout à l'heure, Monsieur REYNAUD. Déjà, on évite les candidatures de dissidence, mais surtout on a un propos clair et puis quand l'État ne fait pas ce qu'il faut, on met des mesures compensatoires. C'est exactement ce qui a été fait par Strasbourg. C'est pour cela que je voterai contre cette délibération, parce qu'aujourd'hui le compte n'y est pas, et ça envoie un signal extrêmement négatif qui serait que l'écologie politique, c'est une écologie qui serait punitive, et à la fin on engrange, quand on fait ce type de dispositif, un discours qui va à l'encontre des urgences écologiques.

La consultation sur la ZFE elle a bien montré 80 % d'avis favorables, et tout le monde qui s'est exprimé sur cette concertation nous dit « *bien sûr qu'il faut lutter contre la pollution* », par contre ça ne doit pas se faire contre les ménages les plus précaires. Je veux dire, le bon sens il est quand même clair sur ce dossier ! Aujourd'hui, les ménages les plus modestes, ceux qui sont repoussés loin du centre-ville, ceux qui travaillent à des horaires décalés tôt le matin ou tard le soir, ceux qui n'ont pas le choix en fait que d'avoir un véhicule, ce sont aussi ceux qui souvent ont les véhicules les plus anciens. Aujourd'hui, cette « *ZFE MACRON* », c'est en train de devenir une « *zone à forte exclusion* », parce qu'il n'y a pas de mesures compensatoires suffisantes, le reste à charge est beaucoup trop important pour les ménages. C'est notre rôle, qu'on le veuille ou non, qu'on pourrait préférer un autre Gouvernement, personnellement je viens de passer les 6 derniers mois à faire en sorte que ce soit le cas, mais aujourd'hui il faut faire avec.

Je reviens sur les mesures que j'avais proposées en Conseil de Métropole. J'avais proposé des amendements, qui avaient quand même suscité aussi de l'intérêt. Franchement je me suis inspirée de ce qui se fait à Strasbourg, parce que je trouve qu'ils ont une bonne approche sur la ZFE, qui était dire la « *ZFE MACRON* », elle est imparfaite, par contre nous on va jouer notre rôle. Ce sont les fameux amortisseurs sociaux. J'en avais proposé trois. Le premier, c'était d'avoir une dérogation pour les travailleurs aux horaires décalés, pour lesquels les transports en commun aujourd'hui, l'offre n'est pas suffisante, le matin et le soir ça ne suffit pas, vous le savez très bien. Surtout ces personnes, la vignette petit rouleur ne suffira pas. On parle de gens qui, tous les jours, doivent prendre le véhicule parce qu'ils travaillent dans le domaine de la santé, dans la sécurité, etc., qui sont de fait sur des horaires décalés.

Le deuxième amortisseur que j'avais proposé, c'était de compléter les aides à la conversion. Aujourd'hui il y a des aides qui ne suffisent pas, à la fois quand on veut acheter un nouveau véhicule électrique, et les aides ne suffisent pas non plus quand on veut passer sur, enfin actionner du *rétrofit*. Aujourd'hui, il faut venir compléter ces aides, le temps que oui, on l'espère, le Gouvernement revoit sa copie sur la ZFE et sur les aides à la reconversion. La question que se posent aussi souvent les gens, c'est non seulement quel calendrier pour les vignettes Crit'Air, mais aussi quel véhicule électrique ? D'où il vient ? Comment je fais pour acheter un véhicule qui n'est pas par exemple produit en Chine ? Parce qu'à la fin, on le sait, l'énergie produite, nécessaire à ces véhicules, ça pose question. Comment je fais si mon véhicule, finalement, il a encore 5, 6, 7, 8 ans ? Est-ce que je dois le changer maintenant ? Est-ce que je ne peux pas le laisser aller jusqu'au bout de sa vie ? Les gens, ils n'ont que des questions de bon sens. C'est, moi, ce que j'entends aujourd'hui. Malheureusement,

il faut donc réfléchir aux aides, comment faire en sorte que les gens puissent acheter des véhicules, notamment électriques, de qualité, qui ne viennent pas avoir des effets contre-productifs sur le climat, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'électricité produit en Asie du Sud-Est majoritairement.

Le troisième amortisseur : il faut dire aux gens, notamment montpelliérains, vous allez sûrement devoir réduire un véhicule, par exemple que vous utilisez rarement, et puis on peut aussi partager les voitures, il y a plein d'usages qui sont adaptés à ça. Pour ça, il faut envoyer un signal positif. Par exemple aujourd'hui il n'y a pas de « *prime à la casse* », quand on se sépare d'un véhicule ; tout de suite, il faut en racheter un. Les aides sont pensées comme ça. Oui, l'industrie automobile, on la connaît, elle est comme ça. Mais aujourd'hui, nous, on aurait pu envoyer avec ces amendements et ces mesures, un signal qui était de dire, si vous vous séparez d'un véhicule et que vous n'en reprenez pas un, nous on vient compléter, et on vous donne par exemple un abonnement gratuit pendant un an à Modulauto, qui est le service de voitures en libre-service sur Montpellier.

Ce sont des éléments comme ça, symboliques, et aussi très factuels, financiers, qu'il aurait fallu faire pour que cette ZFE ne soit pas aujourd'hui une « *zone à forte exclusion* ». Je trouve dommage que la copie n'ait pas été revue. Ça a été vu en Conseil de Métropole. Pour l'instant il n'y a pas eu de nouveautés sur le sujet. Parce que sur le volet artisan, il y aurait plein de choses à dire ; je ne vais pas revenir là-dessus, parce qu'on attend aussi le rendu un petit peu du dispositif qui va être mis en place pour accompagner les artisans. Je trouve ça dommage, qu'on loupe ce coche-là alors qu'il y a des propositions, que d'autres villes le font ailleurs, qu'on se retrouve à nouveau, nous, à contribuer. Finalement, on va contribuer à ce discours sur l'écologie punitive. On votera du coup contre cette délibération, qui va contre le bon sens. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Deux parties à ma réponse.

La première partie, c'est que – et ça a été rappelé – cette ZFE, c'est une obligation de par la loi, loi qui sous prétexte écologique se montre extrêmement antisociale. Je m'explique, mais c'est évident. « *Le prolo* » qui veut se rendre au boulot sur sa petite moto, si elle est trop vieille, il ne le pourra plus. « *L'aristo* » qui voudra faire la même chose dans sa grosse auto, récente, lui pourra le faire. Dans un cas, je consomme 2 litres au 100, dans l'autre cas je consomme 15 litres au 100, mais celui qui devra laisser son véhicule à son domicile c'est celui qui fait du 2 litres au 100. Il y a là des incohérences extraordinaires. Comme très souvent finalement, la transition écologique, on va en faire payer le prix aux plus faibles, aux moins fortunés.

Effectivement, rien n'est fait, l'État n'a strictement pas levé une paille pour que ces milliers de camions qui transitent de l'Espagne vers l'Europe du Nord ou vers l'Italie soit placés sur des trains au lieu de nous polluer sur l'A9 en traversant la Commune de Montpellier ou Montpellier Méditerranée Métropole. Quand on regarde la carte de la pollution à Montpellier, c'est bien là que se situe la zone la plus polluée, mais ces grandes entreprises de transport et les grandes entreprises qui sont derrière, sous prétexte de zéro stock – qui n'existe pas, c'est une hypocrisie, ça veut simplement dire que le stock, il est sur la route ; ça veut dire que le stock, nous le payons au prix de la pollution – ceux-là pourront continuer, pendant que les moins riches devront changer de véhicule. Mais devoir changer de véhicule, ça veut dire quoi ? Ça veut dire en avoir les moyens. Allez regarder les prix des occasions, essence, Crit'Air 1, actuellement : les prix ont flambé, sans aucune aide de l'État. Si vous avez une prime à la casse, ça remplacera à peine le prix auquel vous auriez vendu votre véhicule d'occasion. Comment, quand on a l'habitude d'acheter un véhicule à 2, 3, 4 000 euros, parce qu'on ne dispose pas de plus, pouvoir changer son véhicule quand les prix de l'occasion sont devenus

nettement plus élevés ? Il y a là une aberration.

Se pose la question du contrôle. Mais, cher Manu [REYNAUD], ne t'inquiète pas. Comme très souvent, sur les mesures écologiques antisociales, le grand capital va s'en charger. Si vous roulez en ville avec un véhicule qui ne correspond pas à la bonne vignette Crit'Air et que vous avez un accident, votre assureur refusera de vous assurer parce que vous n'aviez rien à faire là, et le contrôle se fera par les compagnies d'assurance, là où l'État, hypocritement, refuse de le faire. Le problème n'est pas un problème de contrôle ou pas. Le problème, c'est la question qu'on s'en prend aux plus faibles, pendant que les plus riches et les grandes entreprises pourront continuer de nous polluer.

Deuxième partie, rapidement, de mon intervention. Je veux remercier Julie FRÊCHE pour le pragmatisme avec lequel elle s'est attaquée à ce dossier-là. D'abord parce que nous faisons tous les efforts possibles pour que, dans Montpellier, nous ayons les alternatives pour pouvoir circuler, avec en particulier un développement important des transports en commun. C'est non seulement la ligne 5 de tramway, dont nous avons lancé les travaux hier matin, mais c'est aussi les 5 lignes de bus qui permettent un maillage de qualité, important, pour que les travailleurs montpelliérains puissent se déplacer avec les transports en commun. C'est aussi la gratuité des transports en commun, parce que, face au prix de l'essence, c'est offrir effectivement une alternative intéressante pour les Montpelliérains. Ça ne veut pas dire, bien évidemment, qu'on peut se dispenser de son auto. Moi-même je l'utilise très peu souvent également. Il n'empêche que, si ce week-end – et ça va être le cas parce que j'ai besoin de repos après deux week-ends de rugby fort fatigants – je vais me rendre à l'Aigoual, pour prendre le frais : si j'y vais à pied ou en vélo. Manu [REYNAUD], je t'invite à venir avec moi, mais il nous faudra plus que le weekend pour pouvoir le faire. Même si j'utilise très peu mon véhicule, j'en ai besoin. D'où l'idée intéressante du contrat petit rouleur pour que je puisse quand même conserver mon véhicule, mais il n'empêche que ça ne gomme pas complètement le côté antisocial, puisque celui qui a un véhicule neuf, parfois d'ailleurs payé par sa propre entreprise avec une carte de l'entreprise pour payer l'essence, il n'est pas trop touché par les problèmes de pouvoir d'achat, celui qui a un véhicule toujours neuf, lui, pourra continuer de circuler autant qu'il le veut.

Je suis désolé que Madame MIRALLÈS ne soit pas là pour pouvoir lui répondre, mais puisque Madame YAGUE a parlé à sa place je vais le faire. Quand même, cette loi, elle a été votée par Madame MIRALLÈS en tant que députée ! Elle a été votée en Conseil de Métropole également par Madame MIRALLÈS. Je veux bien que tout d'un coup il y a un changement de circonstances qui fait que la députée qui a rendu cette loi antisociale à l'ensemble des habitants de la Métropole, tout d'un coup, décide d'être contre. La force des convictions, de temps en temps, ça ne peut pas faire de mal. Je vous remercie.

Pardon, du coup, vous aurez compris : notre vote est équivalent à celui que nous avons effectué en Métropole en nous abstenant.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. La parole est à Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Merci, Monsieur le Maire. En effet, on ne peut pas voter des lois au niveau national, et quand l'État nous demande de les transposer au niveau local, du coup se prononcer contre leur application.

Ça a été dit à plusieurs reprises : nous agissons dans un cadre contraint, nous essayons de trouver le juste équilibre, entre d'une part l'amélioration de la qualité de l'air, qui répond à un véritable enjeu de protection des populations, de santé environnementale et de santé publique, et en même temps il faut accompagner les professionnels pour ne pas pénaliser leur activité économique. De ce point de

vue-là, nous avons organisé une large concertation. Nous avons rencontré en bilatéral tous les acteurs du monde économique, que ça soit les chambres consulaires, les fédérations nationales, les fédérations régionales, et nous avons publié – et je regrette que pour l’instant, mais il y a beaucoup de sujets, la presse ne l’ait pas repris, mais c’est sur le site de la Métropole – la liste des dérogations, qui a été portée collectivement je le dis par l’ensemble des acteurs économiques, que ça soit la Fédération nationale des travaux publics, Mobilians, l’Unicem, la Chambre d’agriculture, la Chambre des métiers et de l’artisanat, la CCI, la Fédération nationale du transport public, la Fédération nationale des transporteurs routiers. L’ensemble des acteurs économiques ont tous signé et porté collectivement le communiqué qui se trouve depuis la semaine dernière sur le site de la Métropole, où nous reprenons les dérogations nationales contenues dans la loi d’orientation des mobilités votée en 2019, sur la loi climat et résilience adoptée par le Gouvernement de Patricia MIRALLÈS en septembre 2021. Nous avons aussi déterminé des dérogations locales. Nous sommes la seule Métropole en France à avoir créé, après un travail avec toutes les compagnies d’assurance, la dérogation petit rouleur, que nous avons étendue à la suite de la concertation avec les professionnels aux véhicules utilitaires. La dérogation petit rouleur concerne aussi bien les particuliers que les professionnels.

On est bien d’accord : la zone à faibles émissions qu’on porte a beaucoup de travers, et je rejoins évidemment les propos qui ont été tenus par mes collègues Manu REYNAUD et Hervé MARTIN, mais je voudrais dire que le rôle d’une collectivité territoriale, c’est d’agir avec les compétences qui lui sont assignées. Aujourd’hui le rôle d’une collectivité territoriale, ce n’est pas de pallier les lacunes de l’État. Les compétences des métropoles, ce sont le transport et les mobilités actives, ce n’est pas de participer au renouvellement du parc automobile. Nous appelons régulièrement l’État à prendre les dispositions nécessaires pour accompagner les publics les plus fragiles, pour renouveler leur parc, parce qu’on est bien conscient que certains sont aujourd’hui dépendants de l’utilisation de la voiture individuelle.

Par ailleurs nous mettons en place – ça aussi c’est unique en France – la gratuité des transports fin 2023 pour tous les habitants de la Métropole Le covoiturage gratuit et aussi rétributif : si vous covoiturez matin et soir quatre jours par semaine, vous pouvez avoir un gain de pouvoir d’achat à la fin du mois de 160 euros. Nous avons 27 000 dossiers pour offrir une aide à l’achat d’un vélo à assistance électrique de 500 euros, une aide universelle, qui concerne tous les habitants de la Métropole. Je crois que nous prenons largement notre part, tant dans la définition de dérogation locale, pour accompagner les professionnels, mais en maintenant le cap et l’ambition qui est la nôtre d’améliorer la qualité de l’air sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Merci à tous les intervenants sur ce débat, sur lequel la Commune de Montpellier doit donner un avis, comme les autres, les trente autres communes de notre Métropole.

On est tous bien conscients que ce n’est pas le dossier le plus simple. Mais la question de la qualité de l’air est un enjeu de santé publique. C’est d’ailleurs un des points d’action. On n’a pas évoqué les rues aux écoliers, qui protègent, et dont maintenant les parents nous disent « *quand est-ce qu’elles arrivent devant l’école ?* », que nous avons déployées pour éviter que les enfants se retrouvent exposés aux émissions de gaz à effet de serre, dont tous les rapports pointent qu’ils augmentent l’asthme et qu’ils sont un facteur de cancer – celui de la Cour des comptes, celui de tous les professionnels de santé. La question de l’air qu’on respire est un enjeu majeur. Le Gouvernement a pris, à la suite de la condamnation de la France pour la mauvaise qualité de l’air, une loi, qui a été plutôt globalement soutenue par les parlementaires. Les lois, ce n’est jamais parfait, de son point de vue. Mais il y a eu cette idée qu’il fallait mettre en place les ZFE. D’ailleurs au départ il n’y avait que

14 métropoles, dont Montpellier, et on est passé à 40 à la suite d'amendements parlementaires. Les périmètres de ZFE se mettent en œuvre.

Nous avons ardemment travaillé. C'est une obligation qui s'impose à nous. On aurait pu dire que le périmètre de la ZFE aurait été la place de la Comédie, et on aurait pu s'en laver les mains, et on aurait pu dire : ce n'est pas notre problème. Le choix qui a été fait a été de questionner l'ensemble des élus de la Métropole, et je veux saluer beaucoup de maires d'autres communes qui ont dit « *nous on est prêts à être dans le périmètre de la ZFE parce qu'il faut relever le défi de la qualité de l'air* ». Il y a un travail très important de concertation qui a été mené. Le scénario qui a été établi n'est pas le plus parfait peut-être pour certaines situations individuelles, et on peut l'entendre. J'ai entendu les partisans de Monsieur ZEMMOUR vouloir bloquer la Ville, parlant de « *zone à faibles exclusions* ». J'ai entendu ça, j'ai vu sur les réseaux sociaux cet appel, peu suivi heureusement. Parce que les gens sont bien conscients qu'il en va de notre santé et de la santé de nos enfants et de nos personnes âgées. Nous avons vu l'inquiétude des professionnels, et Monsieur GUISEPPIN, vous avez parfaitement raison. Le communiqué commun de l'ensemble des chambres consulaires est le fruit du travail. Lundi dernier, j'étais avec Monsieur CHARTIER à la CMA, Chambre des métiers, avec le Président POUJOL, et il a organisé à destination de l'ensemble des artisans une démonstration de tous les véhicules répondant aux critères de la ZFE les plus ambitieux. Beaucoup de professionnels, de solutions innovantes et, vous avez raison, françaises ou européennes, étaient présentées, et d'acteurs bancaires sur les dispositifs de financement pour éviter le maquis. Tout le monde retrousse ses manches pour essayer de relever ce défi de la ZFE. Les acteurs économiques, les élus, beaucoup d'associations ont contribué.

Quand on présente le calendrier, il y a beaucoup de Montpelliérains, d'habitants de la Métropole, qui nous disent : « *Ah, c'est tout de suite le 1^{er} juillet pour tout le monde* » : non. La ZFE, et Monsieur REYNAUD, je crois, vous l'avez dit, ce sont les véhicules qui datent d'avant 1997 qui sont concernés par la date du 1^{er} juillet. Il y a un calendrier, et ça a été voulu ainsi, de projection, pour permettre à chacun de se positionner dans ses achats automobiles.

Alors, évidemment, il y a un grand défi pour l'industrie automobile française. J'espère qu'elle va être au rendez-vous. D'ailleurs on l'a entendu à la Chambre des métiers par de nombreux artisans, qui accélèrent leur conversion à l'électrique, parce que le coût de l'essence est tel que ça pèse sur leur propre budget. Entre un plein à 60 euros en diesel, c'est 5 euros en électrique ; c'est non négligeable. Et d'ailleurs, Madame FRÊCHE pilote ce dossier, le 10 juillet, on aura le résultat d'un appel à manifestation d'intérêt pour accroître le nombre de bornes électriques à l'échelle de la Métropole, parce que c'est vrai qu'il y a du retard. Il ne s'agit pas de l'imputer, il s'agit de régler le sujet. L'Union européenne, que nous avons saluée ce matin, a pris comme date, par son Parlement et par son dirigeant, la fin des moteurs thermiques à l'horizon 2035, pour inscrire notre continent dans la stratégie de l'accord de Paris, que pour l'instant aucun État, aucun État ne respecte. L'enjeu de l'action est en matière de santé et en matière de climat.

Alors, ça a été évoqué par Monsieur REYNAUD, Monsieur MARTIN, Madame FRÊCHE : nous ne sommes pas Strasbourg, c'est vrai. Strasbourg, à beaucoup d'égards, a de l'avance sur beaucoup de sujets, notamment la desserte hors de la ville-centre, des investissements de transport en commun. C'est l'effort que nous nous efforçons de rattraper, notamment avec le bustram et le réseau de tramway : 70 % des habitants de la Métropole. Nous faisons le choix de la gratuité des transports. D'ailleurs, beaucoup de personnes âgées aujourd'hui nous le disent, que clairement elles ont changé leurs habitudes et elles nous demandent comment ça marche petit rouleur, parce que changeant leurs habitudes elles passent à moins de 8 000 km. Ce qui permet de créer un rapport de compromis finalement, entre ceux qui utilisent de moins en moins leur voiture et qui pourront l'utiliser

ponctuellement, avec la dérogation petit rouleur. Quant à ceux qui ont un usage régulier de l'auto, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, il y a là un calendrier de déploiement, dont tout est fait pour converger sur l'échéance de 2025, qui est la livraison de nos infrastructures de transport.

Alors après, il peut y avoir des dispositifs. Soutenir Modulauto, bien sûr, pour l'autopartage, parce que certains n'ont plus de véhicules à eux et peuvent avoir l'abonnement. Modulauto, la très belle chose qui est en train de se produire, c'est que ça se développe de la Ville centre en périphérie. C'est l'aide au covoiturage : nous sommes la première Métropole maintenant, avec Rouen, je crois on est exæquo, dans ce dispositif, pour changer les habitudes et réduire l'autosolisme.

Après, les aides, et Madame FRÊCHE a raison, chacun dans sa responsabilité. Ça s'est appelé la « *balladurette* », la « *jupette* » – la schtroumpfette, je ne sais pas – mais ce sont les aides que l'État a mis en œuvre dans chaque loi de finances pour aider, soit soutenir l'industrie automobile, ce n'était pas rien, c'est l'emploi, mais aider à la conversion des véhicules. Nous on a fait un choix de ne pas toucher à la taxe foncière. Vous avez vu l'impact du prix de l'énergie. Nous attendons la loi de finances, et nous attendons la cohérence. Le Gouvernement demande des ZFE, demande de renouveler le parc automobile, et il est de sa responsabilité, dans la prochaine loi de finances, d'accompagner chacun dans cette conversion. Y compris, c'est sa propre cohérence entre sa signature sur la fin du thermique à 2035, c'est sa cohérence avec la mission de Bruno BONNELL, France 2030 pour que les ruptures technologiques s'opèrent, c'est ça cohérence quand il demande aux territoires d'agir sur ce sujet. Nous ne pouvons pas, nous ne sommes pas l'État. Nous, on a nos recettes fiscales, on a nos choix, nos efforts, et nous ne pouvons pas là nous substituer. Sinon ça se fera au détriment de la gratuité des transports : non. Au détriment de l'aide au covoiturage : non. Au détriment de l'aide au VAE : non. Parce que nous voulons soutenir toutes les mobilités décarbonées. Nous estimons que c'est ça l'écologie positive : être incitatif en la matière.

Evidemment, on peut ne pas être totalement satisfait, parce que c'est le fruit d'un compromis, qui a été difficile, fruit du dialogue, d'une chose que la France d'ailleurs aurait dû faire depuis très longtemps. Vous allez à Barcelone, ce n'est pas avec le bon véhicule, vous repartez – Monsieur [Olivier] MERLIAUD m'avait raconté cela, j'en profite pour le remercier pour tout son travail. Vous allez à Barcelone, vous n'avez pas le bon véhicule, eh bien vous repartez avec une dizaine de prunes parce que ça fait très longtemps que nos amis espagnols et nos amis allemands ont mis cela.

Ce sera ma conclusion, très tranquillement : je respecte les positions de chacun et elles ont été exposées avec des arguments, etc. Au-delà de cette Assemblée, c'est facile le populisme, c'est facile de transformer l'acronyme « *zone à forte exclusion* ». Mais enfin, la question de la pollution de l'air et du nombre de cancers qui en découlent et la question climatique, ça ne peut pas être une question individualiste et égoïste. C'est une question de responsabilité collective, mais aussi individuelle. Tout a été fait dans le dispositif, avec la disposition petit rouleur, la politique d'investissement de la Métropole, pour précisément accompagner les plus fragiles, pour précisément accompagner les artisans. Nous ne serons pas jugés là-dessus : on ne sera plus là. Mais aussi contribuer à améliorer l'espérance de vie. Allez faire un tour à ICM et faites-vous raconter le nombre de cancers liés à la pollution. Je le dis, c'est une réalité. Écoutez Marc YCHOU qui vous parle de ça, Henri PUJOL, le Professeur DUBOIS. On va dire « *ce sont des oiseaux de mauvaise augure* » : non, ce sont les grandes figures de la médecine montpelliéraine. Pour le Professeur PUJOL, c'est lui qui a impliqué, cher Charles [SULTAN] tu le sais très bien, la stratégie du premier plan cancer qui, sous à l'époque la présidence de Jacques CHIRAC, était une nécessité. La qualité de l'air que nos enfants respirent, je crois que c'est un enjeu fondamental.

C'est un scénario de transition. On commence avec beaucoup de pédagogie. D'ailleurs nous n'allons

pas commencer en verbalisant : il y a un premier semestre de pédagogie, d'information. Après, quand des gens de manière irresponsable ne réparent pas leur pot d'échappement et vous font une grande fumée noire avenue de la Liberté, je crois qu'il n'est pas choquant de les rappeler à la règle et finalement au respect de l'air que nous respirons.

Je vous propose de voter favorablement cette disposition en faveur de la qualité de l'air. Qui est contre ? Quatre. Qui s'abstient ? La Commune de Montpellier émet un avis favorable, réduit sa pollution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 16 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Monsieur le Maire : Quelle heure est-il ? Je vous propose que nous fassions une pause, et reprise de nos travaux à 14 h. Je vous remercie.

Monsieur le Président propose une interruption de séance à 13h20.

La séance est suspendue.

Mmes F. NAKIB et C. SERRANO (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) sortent de séance.

Mmes S. JANNIN, A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) et M. M. MAJDOUL (avec le pouvoir de M. A. EL KANDOUSSI) sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

M. C. ASSAF sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. M. DELAFOSSE.

M. C. BOURDIN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme V. BRUNET.

Mme J. FRECHE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M.C. SULTAN.

M. M. SEBLIN sort définitivement de séance (annule le pouvoir donné par Mme N. AKIL) et laisse un pouvoir à M. B. BELLANGER.

Monsieur le Président propose une interruption de séance à 14h00.

La séance reprend.

Monsieur le Maire : Mes chers collègues, nous allons reprendre nos travaux. Moins de délibérations importantes. Évidemment, il n'est pas question de sacrifier la discussion si nécessaire.

41. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement dans le quartier Celleneuve - Mise à jour du règlement - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 41. C'est le soutien au ravalement des façades à Celleneuve. Y a-t-il des questions ? Des oppositions ? Des refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

42. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Exonération des droits de terrasses - Place de la Comédie - Approbation

Mme C. SERRANO (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) entre en séance.

Mme C. DUFOIX sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 42. C'est l'exonération des droits de terrasse à la suite des travaux qui vont avoir lieu sur la place de la Comédie, pour pouvoir soutenir les commerçants. C'est effectif dès notre vote, et ça a été âprement discuté, et on travaille en lien pour bien préserver cette activité. Y a-t-il des questions, des oppositions, des refus de prendre part au vote ? Même vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

43. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

Mmes C. DUFOIX et F. NAKIB entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 43. Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités, attribution de subventions. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

44. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Bar-Restaurant Théâtre Jean Vilar - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 44. Bar-restaurant, appel à candidatures pour le théâtre Jean-Vilar, très important. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

45. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Bar-Restaurant-Cafétéria Complexe sportif Léon Cazal - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 45. Concession également de restauration. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

46. Culture et culture scientifique - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la société Artpress dans le cadre de l'exposition "Après l'école, biennale Artpress des jeunes artistes" - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 46. Peut-être, Madame ROBIN, quelques mots ?

Agnès ROBIN : Merci, Monsieur le Maire. Oui, juste très, très rapidement, quelques mots à propos de cette délibération qui concerne en fait une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la société Artpress dans le cadre de l'exposition « *Après l'école, biennale Artpress des jeunes artistes* ». Il s'agit en effet d'une exposition qui se tiendra à l'espace Bagouet dans le cadre de la biennale Artpress. Nous avons cette année l'immense honneur et le plaisir d'accueillir la biennale Artpress, sachant que la première biennale s'était tenue il y a deux ans à Saint-Étienne. Je tiens à saluer ici à travers ce partenariat le travail du MO.CO., son Conseil d'administration ainsi que son Directeur d'avoir mené ce projet à bien, car évidemment la biennale Artpress, c'est quelque chose de tout à fait prestigieux dans le milieu et dans le monde artistique. Nous pouvons nous honorer véritablement d'accueillir cette manifestation culturelle. Pourquoi ? En un seul mot, parce que d'abord c'est très connu, mais pas seulement. C'est parce qu'aussi cette biennale Artpress, c'est une biennale, c'est une manifestation qui permet aussi de mettre en valeur les jeunes artistes, les artistes émergents. Pour une Ville comme Montpellier, qui se veut être une ville hospitalière, une ville qui accueille dignement les artistes, il s'agissait de quelque chose d'important. Je vous signale simplement, pour plus de précisions, qu'une partie de cette exposition se tiendra à l'espace Bagouet. Il s'agit ici d'autoriser simplement l'utilisation, la mise à disposition de l'espace Bagouet, sachant que l'exposition se tiendra, pour votre information, du 1^{er} octobre au 27 novembre, donc à l'espace Bagouet et ailleurs, dans les lieux culturels de la Ville. C'est un travail en partenariat avec le MO.CO. et le Musée Fabre. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Agnès [ROBIN]. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

47. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 47. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique culture. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

48. Ville sportive - Travaux de rénovation des terrains de sports - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 48. Monsieur MARTIN, un petit mot ? Très important. Ce sont encore des travaux.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Oui, cette délibération, elle nous offre un panorama en quelque sorte des rénovations d'installations sportives sur l'année. Certaines ont été réalisées, d'autres sont en cours et d'autres vont être réalisées très prochainement. Au total c'est un budget de 2,3 millions d'euros. Vous rappeliez en introduction ce matin la rénovation que nous avons déjà votée de la piste d'athlétisme Philippiès, en disant que ça allait permettre à Kévin MAYER de s'entraîner, ce qui est tout à fait exact, mais pas que, parce que c'est aussi l'accueil de délégations étrangères qui est en jeu. Nous allons capter, vous l'avez rappelé, 140 000 euros de l'ANS dans le cadre justement de la préparation des Jeux pour pouvoir améliorer cet équipement, mais ce qui est important, c'est que par le haut niveau justement, l'amélioration à moindre coût de cet équipement est possible et pourra être après utilisé à la fois par les clubs montpelliérains et par tous ceux qui le désirent en allant sur ce stade faire son jogging le soir. D'autres gymnases, le plateau sportif Marc-Bloch aux Hauts de Massane : là aussi d'ailleurs nous allons capter des crédits politiques de la ville par l'intermédiaires de ma collègue Clara GIMENEZ.

Quelque chose qui peut paraître anecdotique, mais je vais en dire un mot, c'est la réflexion des sanitaires du stade Sabathé. Comme ça, ça peut prêter à sourire, mais il y a deux choses cachées derrière. D'abord il s'agit de remettre un petit peu en état cet équipement en vue, et vous l'avez dit ce matin, du jubilé de François TRINH-DUC, Louis PICAMOLES et Fulgence OUEDRAOGO, puisqu'ils ont désiré tous les trois fêter à cet endroit-là, dans le stade de leur début, leur jubilé.

Mais au-delà de ça, je voudrais corriger un petit quelque chose que je lis depuis samedi dans la presse, où le titre de champion de France du MHR serait le premier en rugby à Montpellier. C'est aller un tout petit peu vite, parce qu'en réalité les premiers titres de rugby à Montpellier, c'était les féminines il y a une quinzaine d'années. En tout, elles en ont obtenu huit, et elles s'entraînent au stade Sabathé. J'en dirai plus dans le futur, on va entamer des améliorations de l'installation sportive pour leur permettre de s'entraîner dans de meilleures conditions, en tout cas dans des conditions dignes de leur haut niveau. C'est là le premier pas dans cette direction.

Enfin, on va commencer dès la fin de la saison sportive les travaux sur le stade de foot du Jeu de mail, qui jusqu'à maintenant était un terrain stabilisé, qui va être transformé en synthétique au bénéfice du MUC, qui a besoin de place. Nous sommes, c'est rappelé dans la délibération, en discussion avec l'État de façon à pouvoir rénover les installations sur le complexe sportif lieutenant-Lenormand, c'est-à-dire face à l'internat d'excellence. Ces terrains appartiennent à l'État, mais il y a un intérêt commun, à la fois pour l'Éducation nationale, et nous pour nos clubs et les habitants de tout ce quartier-là, de renouveler cet équipement. C'est très compliqué de trouver du foncier disponible pour le sport en plein centre-ville. Là on en a la possibilité, donc les discussions qui se termineront sont en cours pour y parvenir.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur MARTIN. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

49. Ville sportive - Convention de mise à disposition d'un local associatif à l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Mme I. MARSALA sort de séance (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER).

Monsieur le Maire : Affaire 49. Mise à disposition d'un local associatif. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

50. Ville sportive - Convention d'occupation du domaine public d'une partie d'une parcelle cadastrée OB n° 0049 au MUC Omnisports - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 50. Convention d'occupation du domaine public d'une partie d'une parcelle cadastrée au profit du MUC. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

51. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation

Mme I. MARSALA entre en séance (avec le pouvoir de M. B. TRAVIER).

Monsieur le Maire : Affaire 51. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « Ville sportive ». Y a-t-il des questions ? Monsieur ARIZTEGUI.

Eddine ARIZTEGUI : Monsieur le Maire, chers collègues. Nous avons beaucoup œuvré pour la protection animale depuis ces deux dernières années. Toutefois je tiens à rappeler un engagement de notre accord signé lors de notre alliance d'entre-deux tours : aucune subvention ne servira à financer la chasse, la pêche, la tauromachie. Nous pouvons constater que cette délibération prévoit une subvention à une association de pêche, comme ce fut le cas l'an passé déjà, et nous le regrettons fortement. Nous avons travaillé sur d'autres projets en faveur des poissons, mais nous regrettons qu'à ce jour les poissons restent de grands oubliés. Pourtant plusieurs études scientifiques menées par différents chercheurs ont établi que les poissons sont en capacité de ressentir la souffrance, disposent d'une richesse émotionnelle et ont une vie sociale complexe. Ils méritent donc notre considération, bien que leurs souffrances ne soient pas audibles à l'ouïe humaine.

Alors effectivement, nous avons pu mener ensemble de beaux projets pour la cause animale : les repas végétariens dans les cantines, le vœu contre la présence de tous les types d'animaux dans les cirques,

la résiliation des conventions de chasse sur les terrains municipaux, un financement pour construire l'hôpital pour les animaux sauvages, une formation à la protection animale pour des membres de la police municipale, la création de la journée cœur animale, le financement de stérilisation des chats sauvages et des soins pour les animaux sans propriétaire, une convention pour sauver les chiens catégorisés récupérés par la Mairie, et nous avons de nombreux autres projets en cours à faire aboutir. Toutefois je rappelle qu'il est important de tenir les engagements pris et de répondre aux attentes fortes des Montpelliéraines et Montpelliérains en matière de condition animale. Les poissons en font partie.

Je voterai bien entendu une nouvelle fois contre cette subvention pour son soutien financier à une association de pêche. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ARIZTEGUI. Je connais vos convictions sur le sujet, vous les exprimez. Merci d'avoir relevé le travail fait. Il y a d'autres points qui arrivent. Vas-y.

Hervé MARTIN : Merci. Juste pour dire que les 2 400 euros de subvention dont on parle, ce n'est pas une subvention de fonctionnement, c'est du partenariat comme nous en avons avec énormément de clubs sportifs, parce que ces clubs organisent des stages pour les petits Montpelliérains pendant les vacances, et donc ce sont des stages organisés pour les Montpelliérains, les enfants, et c'est fort utile pour leur richesse émotionnelle à eux également. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Laurent NISON, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 4 voix

Ont voté contre : M. Eddine ARIZTEGUI, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

52. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation

Monsieur le Maire : Madame BRUNET, c'est la bourse initiatives jeunes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

**53. Jeunesse - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" -
Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur le Maire : Subventions pour l'association montpelliéraine des étudiants de sage-femmes. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

**54. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition à titre gratuit des salles dans
les Maisons pour tous - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 54. Mise à disposition des Maisons pour tous. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

**55. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la
thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 55. Subventions dans le cadre de la « *vie associative* ». Il s'agit des soutiens aux comités de quartier, notamment pour le 14 Juillet, puisqu'ils vont participer par des bals populaires dans les quartiers, enfin des manifestations, et merci beaucoup. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

**56. Nature en ville et biodiversité - Appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" -
Soutien de la Ville de Montpellier à la candidature de Montpellier Méditerranée
Métropole - Approbation**

Monsieur le Maire : Monsieur JOUAULT, appel à projets pour l'Atlas de la biodiversité communale.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. Cette délibération fait suite à l'appel à projets auquel a répondu la Métropole, un appel à projets intitulé « *Atlas de la biodiversité communale* » lancé par l'Office français de la biodiversité. Comme son nom l'indique, au départ c'est prévu au niveau communal. On a fait le choix d'un atlas beaucoup plus large, mais il faut que les communes de la Métropole apportent leur soutien, et c'est l'objet de cette délibération aujourd'hui.

Cette délibération, c'est aussi l'occasion pour moi de rappeler que, depuis le début du mandat, nous avons déjà beaucoup œuvré en faveur de la biodiversité. Je rappelle qu'en 2011 Montpellier était capitale française et européenne de la biodiversité et que depuis, malheureusement, les choses n'ont pas beaucoup progressé, avec un coup d'arrêt à partir de 2014 notamment. Je ne pourrais citer qu'un exemple symbolique, qui est celui du fauchage tardif, qui s'est arrêté d'un coup, dès 2014.

Depuis 2 ans, nous avons fait beaucoup, notamment à travers une instance qui s'appelle le Comité arbre, que d'ailleurs on pourrait rebaptiser Comité biodiversité tant son champ d'action s'est élargi depuis avec l'aide des différentes associations qui participent et des chercheurs et aussi des services que je souhaite remercier. Ce Comité est en train de devenir un modèle. Nous avons reçu dernièrement une délégation de Nantes, qui souhaiterait mettre en place la même chose. Ce Comité a vocation, comme l'Atlas de la biodiversité, à s'étendre à la Métropole. J'échangeais hier avec Florence BRAU, et nous allons élargir ce Comité à Prades-le-Lez dans les mois, les semaines qui viennent.

Cet Atlas de la biodiversité, en fait, il a plusieurs objectifs. D'abord il s'agit de recenser les connaissances que nous avons de la biodiversité. En réalité, sur la Commune de Montpellier et sur la Métropole, on a une très, très mauvaise connaissance de la biodiversité. Il faut recenser les informations qui ont déjà été récoltées mais qui ne sont pas centralisées, il faut lancer de nouvelles études pour compléter notre connaissance, et ensuite à partir de cette connaissance essayer de déterminer des actions pour maintenir et développer cette biodiversité. C'est vraiment un projet global qui va nous aider à réfléchir sur ces questions de biodiversité et à faire en sorte que ce ne soit pas un mot à la mode qu'on affiche, mais une réalité pour Montpellier. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JOUAULT. Qui est contre ? S'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

57. Nature en ville et biodiversité - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 57. Subventions aux associations. Des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

58. Bien-être animal - Convention relative à la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et des associations locales de protection animale - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 58. Convention. Vas-y Eddine [ARIZTEGUI].

Eddine ARIZTEGUI : Monsieur le Maire, chers collègues. À la demande des associations partenaires de protection animale, la Commune installe des cabanes à chats. Ces cabanes ont plusieurs intérêts : protéger les chats des intempéries et du froid, devenir un point de nourrissage et un point de trappage en vue de stériliser les chats sauvages. Je rappelle la nécessité de stériliser les chats sauvages afin de limiter leur reproduction, car les chats de rue sont plus sujets aux maladies, au manque de nourriture, aux agressions et également afin de limiter les conflits de voisinage qu'ils peuvent occasionnellement générer entre les nourrisseurs et leurs voisins. Je rappelle également qu'en plus d'installer des cabanes, la Ville a ouvert son budget de stérilisation aux associations partenaires, finance les soins des animaux sans propriétaire, et propose un service de médiation pour résoudre les conflits de voisinage en lien avec des animaux lorsque nous sommes sollicités. En renouvelant cette

convention signée en 2019, nous prolongeons cette mesure au bénéfice des animaux, de la collectivité et des associations qui souhaitent avoir un accès régulier aux chats pour mettre en œuvre leurs activités bénévoles. Ce renouvellement intègre de nouvelles associations partenaires de la Commune. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ARIZTEGUI. D'autres questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

**59. Bien-être animal - Attribution d'une subvention pour la création d'un chenil solidaire
dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Attribution à Coallia pour un chenil solidaire. Vas-y.

Eddine ARIZTEGUI : Monsieur le Maire, chers collègues. Les personnes vivant dans la précarité n'ayant pas de domicile ont souvent pour compagnon un chien qui a une place importante dans leur vie. Pour autant, avoir un animal de compagnie peut les gêner dans leur démarche de santé ou administrative. J'ai d'ailleurs récemment entendu la triste histoire d'une personne vivant dans sa voiture avec ses deux animaux de compagnie. Il a dû s'absenter pour un rendez-vous administratif et, n'ayant pas la possibilité de prendre ces animaux, il les a laissés dans sa voiture. À son retour, un des deux chiens était mort de la chaleur. Rappelons-le : même en laissant des vitres entrouvertes, la chaleur s'accumule dans une voiture, pouvant entraîner la mort, comme ce fut le cas. Il est donc nécessaire de prendre en considération la situation des personnes en précarité sociale et sans logement qui ont des animaux, afin de leur permettre de s'absenter tout en sécurisant la vie de ces animaux.

Dans cet objectif, je vous propose aujourd'hui de cofinancer avec l'État et l'appui du Département un chenil social et solidaire. Ce chenil permettra d'obtenir 9 enclos qui seront installés dans le quartier Tournezy. Cet accueil sera accompagné de conseils du personnel sur place relatifs au respect de la réglementation et au bien-être animal. Cette activité permettra également de créer un lien avec les personnes en grande précarité et sans aucun accompagnement social. Ce projet est porté par l'association Coallia, que je remercie de son investissement en faveur des plus précaires, humains et maintenant animaux.

Je profite de cette intervention pour remercier également Coallia et l'association de 2 Choses Lune pour leur médiation lorsque nous sommes allés rencontrer les habitants du camp de Celleneuve avant qu'ils ne soient relogés. Nous avons pu ainsi récupérer, sauver, stériliser de nombreux animaux. Parmi ceux-ci, des chats domestiques, des chats sauvages, des chiens ainsi que des animaux de ferme. L'investissement sans limite de l'association L'École du chat pour trapper les chats sauvages avec l'appui de l'association Félines pour l'autre et de la SPA nous a permis de procéder à ces sauvetages avant déblaiement du site. Je tenais particulièrement à remercier les associations citées.

Pour revenir à notre délibération, cette première tranche de subventions que je propose au vote permettra à Coallia de développer cette nouvelle activité de chenil social et solidaire, en plus de ses autres activités d'hébergement et d'accompagnement social. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je mets aux voix. Je me joins à vos remerciements après l'évacuation du village de transition pour les populations roms, parce qu'effectivement il y avait un

gros enjeu de ce point de vue. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

60. Emploi et création d'entreprises - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 60. Il s'agit d'une subvention à l'AJPPN. Je veux saluer l'AJPPN qui, depuis très longtemps, œuvre dans le quartier des Hauts de Massane. Nous sommes à leurs côtés. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

61. Accessibilité universelle - Foyer Le Parc, 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier - Projet de réhabilitation et agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 - Garantie d'emprunt à l'association UNAPEI - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 61. Madame CABELLO, Émilie. Il s'agit d'une garantie d'emprunt à l'UNAPEI, qui est une association très importante. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

62. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 62. Subventions à différentes associations dans le cadre de la délégation de Monsieur CALVO. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

63. Égalité et droits des femmes - Subventions des thématiques "Égalités et droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 63. Ce sont des subventions « égalités et droits des femmes ». Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

64. Santé - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Santé. Madame BRUN-MANDON.

Élodie BRUN-MANDON : Juste rapidement, parce qu'entre autres une subvention qui est dans la droite ligne de notre soutien aux centres de santé au sein des quartiers prioritaires de la ville, donc après Human Santé, après Quartier Santé, après le Centre sexuel aussi du Spot, nous donnons aussi au Centre de santé Ravas par l'exceptionnel Docteur TRICHARD, qui en plus de former des internes fait un vrai travail de médiation en santé avec Émilie GARCIA, en médiation en santé, un vrai lien dans le territoire. Donc comment ne pas valoriser ce travail essentiel en santé, mais aussi en créant du lien dans le quartier ?

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRUN-MANDON, de souligner l'engagement du Docteur TRICHARD dans le quartier de rénovation urbaine des Cévennes, où parfois les déserts médicaux ne sont pas que dans les zones rurales ; c'est aussi dans des zones de grande fragilité sociale. Le travail qu'il mène est absolument remarquable. L'éthique du médecin est plus que jamais au rendez-vous.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Julie FRÊCHE, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

65. Protection de la population et tranquillité publique - Prévention spécialisée - Convention pluriannuelle 2019-2022 entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS34) - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 65. Convention avec APS34. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

66. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 66. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur COTE ? Il s'agit de la police et de Montpellier Hérault. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

67. Protection de la population et tranquillité publique - Organisation d'activités "Sécurité Routière" dans les écoles maternelles et élémentaires - Interventions de la Police Municipale - Convention 2022-2023 entre la Ville de Montpellier et l'Éducation nationale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 67. Opération d'activités de sécurité routière dans les écoles maternelles et primaires. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

68. Protection de la population et tranquillité publique - Réserve Communale de Sécurité Civile - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture du risque - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur NOSBE, affaire n° 68. Même vote ? Vous voulez dire un mot ?

Yvan NOSBE : Tout simplement rappeler que c'est une des missions à laquelle on a assigné la réserve communale de sécurité civile qui, pour votre information mes chers collègues, va être portée jeudi 30 à 80 volontaires, puisqu'on a procédé au recrutement de 30 nouveaux membres. Cette convention entre la Ville et le MHB vise à permettre aux personnes de la réserve d'aller former et sensibiliser les personnels et bénévoles de l'association MHB à la gestion du risque. C'est une convention qui sera pilote, puisque si elle réussit et si elle marche bien, elle aura vocation à être étendue à d'autres partenaires, institutionnels et collectivités privées. Je compte sur un vote unanime de cette Assemblée.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Monsieur NOSBE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

69. Relations internationales - Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 69. Mises à disposition de salles de la Maison des relations internationales, notamment pour le festival de Radio France. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

70. Relations internationales - Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Premier d'Aragon à l'association Hola-là - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Premier d'Aragon à l'association Hola-là, avec loyer minoré. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

71. Relations internationales - Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau du Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors) - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 71. C'est une adhésion au Parlement mondial des maires, qui est présidé par Leoluca ORLANDO, le Maire de Palerme, qui a quitté ses fonctions, qui va rester Président du Cinemed. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

72. Relations internationales - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 72. Subventions dans le cadre des relations internationales. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

73. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de mise à disposition d'un local associatif entre la Ville de Montpellier et l'Association Chèvre-feuille étoilée - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 73. Mise à disposition d'un local associatif à l'association Chèvre-feuille étoilée. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

74. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Chapelle Saint-Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 74. Chapelle Saint-Charles, convention d'occupation du domaine public Ville-Office de tourisme et des congrès de la Métropole. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

75. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 75. Convention entre la Ville et la Métropole pour la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

76. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobilier de bureau - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 76. On a beaucoup de groupement de commandes. Donc, affaire 76, y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

77. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 77. Groupement de commandes. Cette fois-ci, c'est pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

78. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour l'achat d'outillages tous types - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 78. Groupement de commandes relatives à l'achat d'outillages. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

79. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 79. Groupement de commandes sur la fourniture et maintenance des matériels de protection incendie – ce sont les extincteurs, les alarmes. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

80. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 80. C'est l'acquisition de logiciels. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

81. Marchés publics et commande publique éco-responsable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audiovisuels - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 81. Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels (vidéoprojecteurs, ordi). Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

82. Finances - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 82. TLPE, mise à jour des tarifs. Ils sont au taux maximum. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée. Pardon Bruno [PATERNOT]. Vas-y.

Bruno PATERNOT : Juste pour dire que TLPE, taxe sur la publicité des enseignes, c'est effectivement un sujet extrêmement technique et que nous devons le voter absolument avant le 1^{er} juillet pour que tous les commerçants qui ont des enseignes puissent en avoir l'information. Comme vous le dites, c'est contrôlé par l'État et nous sommes au maximum de ce que nous avons le droit de demander. On s'est engagés aussi à rouvrir le RLPI sur Montpellier et à appliquer celui qui a été voté sur les autres villes de la Métropole pour faire en sorte que nous arrivions à la réduction de la publicité d'au moins 50 % et à respecter la loi, rien que la loi, et surtout à réduire évidemment les énergies inutiles, ce qui nous ramène au début du Conseil. Nous appelons donc nous aussi à la sobriété. On est en train vraiment d'arriver à le finir, sur la sobriété énergétique, sur tout ce qui est bâtiment public, et on a bien nettoyé devant nos portes. Maintenant il nous reste à convaincre les commerces et les particuliers que, eux aussi, peuvent réduire leurs dépenses inutiles, que dépenser et consommer, c'est un impact trop grand pour si peu de choses. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur PATERNOT. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

83. Finances - Autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 84. Revalorisation du taux des vacations des animateurs. Peut-être, Madame DOMBRE COSTE, vous pouvez dire un mot ?...

Max LEVITA : *intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Ah oui pardon, je suis passé vite. 83 : autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes. Merci Max [LEVITA] de veiller. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

84. Ressources humaines et dialogue social - Revalorisation du taux des vacances des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 84. Vas-y.

Fanny DOMBRE COSTE : Il s'agit donc de la tarification pour les journées et les heures réalisées par les animateurs que nous prenons hors du temps scolaire, hors le temps quotidien, puisque ça n'est pas pendant le temps périscolaire, mais c'est pendant le temps des vacances scolaires. Ce tarif était extrêmement faible, et évidemment nous a posé des difficultés pour le recrutement des animateurs. Nous avons proposé une revalorisation de ce tarif, et je suppose que vous l'avez sous les yeux...

Monsieur le Maire : De 55,92 euros à 70 euros.

Fanny DOMBRE COSTE : Voilà c'est ça.

Monsieur le Maire : C'est une étape importante.

Fanny DOMBRE COSTE : Absolument. C'est une étape très importante, parce que ça va nous permettre de fidéliser des animateurs qui sont aujourd'hui très engagés dans leur emploi, mais qui nécessairement, comme ils étaient employés comme vacataires, avaient tendance à ne pas toujours assumer leur vacation ni à prévenir lorsqu'ils étaient absents. Nous espérons que la revalorisation va nous permettre de fidéliser ces animateurs, pour un meilleur service public rendu à nos enfants.

Monsieur le Maire : Et puis les rémunérer à la juste valeur de leur engagement professionnel. C'était au budget. Le coût de la mesure représente 300 000 euros, mais c'était important qu'il y ait revalorisation. Elle avait été soulevée par certaines organisations syndicales à juste titre, Madame DOMBRE COSTE et Monsieur ASLANIAN ont travaillé là-dessus. C'est très important. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

85. Ressources humaines et dialogue social - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 85. Le projet passerelle. Est-ce qu'il y a des questions sur cette affaire ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

86. Ressources humaines et dialogue social - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 86. Modification des services communs. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Oui ? Abstentions. Pardon.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

87. Ressources humaines et dialogue social - Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 87. Modalités de mise en œuvre de l'astreinte. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

88. Ressources humaines et dialogue social - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 88. Recours au dispositif d'apprentissage. La Collectivité s'engage à prendre 23 apprentis. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

89. Ressources humaines et dialogue social - Tableau des Emplois et des Effectifs - Modification - Approbation

Monsieur le Maire : Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des abstentions ? Quand même, là, c'est pour le RAM, c'est pour la petite enfance.

Max LÉVITA : *Intervention hors micro* ...ils ont toujours été incompréhensibles, mais vous n'avez pas amélioré la situation. On l'a signalé à votre nouvelle DRH, qui en a convenu d'ailleurs. On s'abstient parce qu'on n'y comprend rien dans la présentation.

Monsieur le Maire : Monsieur LÉVITA, merci de rappeler la constance de l'incompréhension. Monsieur le Président de la Commission Ressources, puisque vous devez veiller, effectivement, on va améliorer le dispositif. On ne peut pas se faire certifier nos comptes et ne pas être exemplaires sur la connaissance. On a beaucoup d'améliorations encore à faire sur ce sujet, sur le périmètre des effectifs. J'ai bien compris que ce n'était pas sur le fond. Adoptée, de manière bienveillante.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

90. Ressources humaines et dialogue social - Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 90. Mises à disposition d'agents de la Ville vers différentes structures. Il s'agit notamment du Relais, Maison des enfants dans la Ville, qui a fêté son anniversaire. Remarquable structure, et le COSSC, dont il faut saluer encore toute l'équipe, et qui nous a permis d'avoir la venue de Francesco TONUCCI, penseur remarquable de la ville à hauteur d'enfants. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? S'abstient ? Adoptée. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

91. Ressources humaines et dialogue social - Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Mises à disposition d'agents de la Ville, affaire 91. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Pour : 0 voix

92. Hors Délégation - Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur le Maire : 92. Y a-t-il des questions ? Délégations du Conseil municipal au Maire. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

93. Hors Délégation - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Constitution de la société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 93. Organismes extérieurs. C'est la constitution de la société de coordination ALTEMED. Je propose la candidature de Madame GIMENEZ. Y a-t-il d'autres candidatures ? Oui ?

Max LÉVITA : À qui ça sert ?

Monsieur le Maire : Bien sûr Monsieur. On a décidé d'engager la fusion de la SERM et d'ACM. La

société de coordination permet que, sur les fonctions supports de direction (RH, compta, moyens, je pourrais vous préciser l'organigramme exact), cette société-là qui coordonne les deux entités, SERM et ACM. Ça permet un Directeur, un ou une responsable dans les fonctions dûment citées. Cette mutualisation permet de dégager des marges de manœuvre financières, et je crois que c'est relativement appréciable. Dans cette société de coordination, il faut désigner des administrateurs.

Qui est contre la candidature de Madame GIMENEZ ? Qui s'abstient sur la candidature de Madame GIMENEZ. Merci

Il s'agit de désigner un représentant de la Ville de Montpellier pour siéger au sein du CA et de l'AG de la société ALTEMED.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Clara GIMENEZ.

Il est proposé de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales

Aucune autre candidature n'est proposée, la désignation prend effet immédiatement.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 36 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

94. Hors Délégation - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon, la Banque Populaire du Midi, la Chambre des Métiers de l'Hérault et l'association CLCV - Approbation

Monsieur le Maire : Organismes extérieurs, société anonyme d'économie mixte TaM, qui devient une SPL. C'est cette délibération. On l'a vue en Métropole ; c'est la même à la Ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

95. Hors Délégation - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation

Monsieur le Maire : TaM, transformation en société publique locale. Je vous propose à ce titre la

candidature de Monsieur NISON et de Monsieur REYNAUD. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée. Merci.

Il s'agit de désigner les représentants de la Ville de Montpellier pour siéger au sein du CA et de l'AG de la SPL TAM.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

- Monsieur Laurent NISON (AG+CA)
- Monsieur Manu REYNAUD (CA)

Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales

Aucune autre candidature n'est proposée, les désignations prennent effet immédiatement.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

96. Hors Délégation - Rapports Annuels des Délégués de Service Public de l'exercice 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, rapports annuels des délégués de service public. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

97. Accessibilité universelle - Rapport 2020-2021 de la Commission Communale pour l'Accessibilité - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 97. Rapport de la Commission communale pour l'accessibilité. C'est une prise d'acte. On refera, Madame CABELLO, un focus sur tout le travail qui est fait. Là on est en fin de Conseil évidemment. C'est important pour tout le monde. Le chemin est encore long.

Le Conseil municipal prend acte.

98. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur le Maire : Rapport de la Commission de contrôle des comptes. C'est une prise d'acte.

Le Conseil municipal prend acte.

99. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Monsieur le Maire : Rapport de la Commission consultative des services publics locaux. Le Conseil prend acte. Pas de question ? Voilà.

Le Conseil municipal prend acte.

Monsieur le Maire : Mesdames et Messieurs, le Conseil est terminé. Je vous remercie tous et toutes de votre participation. Prochain Conseil : fin juillet. Vous êtes évidemment tous invités aux commémorations du 14 juillet, et si le cas échéant il y a des demandes particulières, évidemment le Cabinet est à la disposition de l'ensemble des élus. Je vous remercie.

La séance est levée à 14h40.



Conseil municipal du 28 juin 2022

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°VD2022-058 - Direction de l'Education

Décision relative à un marché public n°V2B0011AI "Extension du groupe scolaire Delteil Michelet Assistance à maîtrise d'ouvrage bureaux d'études" Lots 1, 2, 3 - Attribution

Objet : Le marché n°V2B0011AI « assistance à maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie dans le cadre de l'opération portant sur l'extension du groupe scolaire Delteil Michelet » est attribué à : l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS) sise à Castries pour un montant global et forfaitaire de 15 780 € pour le lot 1 « Bureau d'études Géomètre/VRD », Le BUREAU D'ETUDES DURAND sis à Montpellier pour un montant global et forfaitaire de 46 752 € pour le lot 2 « Bureau d'études fluides », l'entreprise ACEEC sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 24 000 € pour le lot 3 « Bureau d'études économiste ».

N°VD2022-061 - Direction de l'Education

Décision relative au renouvellement de l'adhésion et de la cotisation 2022 au Réseau Français des Villes Éducatrices

Objet : Il est proposé de renouveler l'adhésion pour l'exercice 2022 au RESEAU FRANÇAIS DES VILLES EDUCATIVES (RFVE) pour un montant total de 1 725 €.

N°VD2022-063 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°7D0036 - Prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de Montpellier - Lot n°2 - Assurance Flotte automobile et risques annexes - Avenant de majoration n°1

Objet : A la suite de la forte augmentation de la sinistralité, il est nécessaire d'augmenter la prime d'assurance de 55% pour la dernière année d'exécution. Un avenant n°1 au marché n° 7D0036 – lot 2 « Flotte automobile et risques annexes » avec le groupement Assurances Sécurité est signé avec l'attributaire GMF.

N°VD2022-071 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à 3 associations dans le domaine de l'énergie pour 2022

Objet : Il est proposé de renouveler l'adhésion à l'ALEC - (Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole), ENERGY-CITIES et ENVIROBAT OCCITANIE (centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes) pour l'exercice 2022. Le montant total des adhésions est de 6 795 €.

N°VD2022-077 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le lot 2 - Prestations de conseil juridique et de représentation

juridique en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés) - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un avenant de transfert n°1 au lot n°2 du marché n°V0D0023JM relatif aux prestations de conseil juridique et de représentation juridique en matière de droit de la commande publique et droit de la construction à la suite de l'apport par Maître MENEAU de l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE. L'avenant a pour objet de modifier la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au CABINET MENEAU.

N°VD2022-086 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0006EM - Achat d'épicerie salée sucrée et denrées alimentaires - Attribution

Objet : Le marché d'achat d'épicerie salée sucrée et denrées alimentaires est attribué à la société SARL WILKASH sise à Montpellier, pour un montant total maximum de 80 000 € HT. Ce marché est conclu pour une période d'exécution d'un an à compter de sa notification.

N°VD2022-092 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Instance n°2200559-1 Comité de quartier les Aubes"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans l'instance n°2200559-1 à la suite de la décision n°437455 du Conseil d'Etat du 31/01/2022 annulant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1901102 du 7/11/2019 qui a rejeté la requête du comité de quartier les Aubes et autres sollicitant l'annulation de l'arrêté du Maire de Montpellier du 27/08/2018 délivrant un permis de construire à la SCI Boulevard Ernest Renan à Montpellier et a renvoyé l'affaire devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

N°VD2022-093 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels -Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser les réformes et cessions de véhicules et matériels suivant :

- Don à l'Université Paul Valéry d'un piano du Service Administration du Pôle Culture et Patrimoine ;
- Vente aux enchères de matériels du Service Police Municipale, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE.

N°VD2022-094 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à la cotisation à des organismes nationaux pour l'année 2022 - Technologies de l'Information et de la Communication - Acceptation de versement

Objet : Depuis plusieurs années la Ville adhère à l'ASSOCIATION DES DEVELOPPEURS ET DES UTILISATEURS DE LOGICIELS LIBRES POUR LES ADMINISTRATIONS ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES (ADULLACT) ainsi qu'au CLUB DES UTILISATEURS DE SEDIT MARIANNE (CUSMA). Pour l'exercice 2022, il convient de confirmer l'adhésion à ces associations par le versement d'une cotisation respectivement de 4 500 € et 600 €.

N°VD2022-098 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°V1D0024ST - Intervention de sécurité sur la ville de Montpellier - Lots 1 et 2 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1D0024ST « intervention de sécurité sur la ville de Montpellier » :

- Lot n°1 relatif aux prestations de télésurveillance des bâtiments communaux au groupement GIP CONNECT/GIP SECURITE sis à Lattes, pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour

un seuil annuel maximum de 2 000 000 € HT ;

- Lot n°2 relatif aux missions de surveillance du site de Garosud à la société GIP SECURITE, sise à Lattes, pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un seuil annuel maximum de 200 000 € HT.

N°VD2022-102 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour les 12-13 et 16 février et les 16 et 23 mars 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association « CONSPECTUS » pour les 12, 13 et 16/02 et les 16 et 23/03/2022, moyennant une redevance de 106,60 €.

N°VD2022-103 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative aux travaux de restructuration et d'extensions du groupe scolaire Delteil/Michelet - Demande d'autorisation d'urbanisme - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre d'un programme ambitieux en vue de garantir la réussite à tous les jeunes Montpelliérains, la Ville de Montpellier attache une importance particulière à la rénovation et l'entretien de ses bâtiments scolaires. Dans cet objectif, il convient de déposer auprès des services compétents, la demande de permis de construire pour la réalisation des travaux de restructuration et extensions du groupe scolaire Delteil/Michelet. Le montant estimé de l'opération est de 2 916 000 € HT.

N°VD2022-105 - Mission Grand Coeur

Décision relative à un avenant n°1 au marché de Maîtrise d'Œuvre n°V0B0069GC - Restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou - Autorisation de signature

Objet : L'avenant n°1 au marché de Maîtrise d'Œuvre n°V0B0069GC « Restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou » est signé avec le titulaire SELARL EUPALINOS, pour la réalisation de prestations supplémentaires visant à affiner le diagnostic de l'état des ouvrages et à définir. Le montant de ces prestations supplémentaires est de 11 535 € HT.

N°VD2022-106 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LAURENT et NIEDDU - Parcelle de terrain nu cadastrée PT 703 et 704 - 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire.

Objet : Il s'agit de préempter à l'occasion de la vente par Mesdames LAURENT et NIEDDU, un terrain nu de 2 461 m², situé 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire, cadastré section PT 703 et 704, au prix révisé de 71 525 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet d'Agriparc des Bouisses.

N°VD2022-108 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à la demande de subvention FIPD dans le cadre de l'extension du programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines - Année 2022

Objet : Il s'agit de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance (FIPD) dans le cadre du programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines 2022.

N°VD2022-109 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à un accord cadre V2B0009EM pour l'achat d'électroménager brun - Attribution

Objet : L'accord-cadre n°V2B0009M « achat d'électroménager brun » est attribué à la société

AUDIO TECHNIC sise à Grabels. Il est conclu pour un montant total maximum de 85 000 € HT et pour une période d'exécution de 2 ans à compter de sa notification.

N°VD2022-110 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI HEYDY - Maison d'habitation cadastrée KY 466 - 1224 Rue Paul Rimbaud

Objet : Il est proposé de préempter à l'occasion de la vente par la SCI HEYDY d'une maison d'habitation située 1224 rue Paul Rimbaud cadastrée section KY 466 en révision de prix au montant de 410 340 €. L'acquisition de ce bien permettra de constituer une réserve foncière dans la perspective d'un aménagement urbain cohérent entre le Petit Bard et le secteur Pergola.

N°VD2022-111 - Direction des Finances

Décision relative au marché n°V1C0014DF - Mise en place d'une notation financière pour la Ville de Montpellier - Attribution

Objet : Le marché n°V1C0014DF « mise en place d'une notation financière pour la Ville de Montpellier » est attribué à l'entreprise MOODY'S France SAS, sise à Paris. Il s'agit d'un marché à tranches, conclu pour les montants suivants :

- 20 000 € HT annuel pour la tranche ferme. Cette tranche est reconductible deux fois un an ;
- 0 € HT pour la tranche optionnelle 1, 1 an à compter de son affermissement ;
- 20 000 € HT annuel pour la tranche optionnelle 1bis, 1 an à compter de son affermissement, reconductible deux fois un an ;
- 1500 € HT annuel pour la tranche optionnelle 2, 1 an à compter de son affermissement, reconductible deux fois un an ;
- 1500 € HT annuel pour la tranche optionnelle 3, 1 an à compter de son affermissement, reconductible deux fois un an.

N°VD2022-114 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Ville / SARL JCL Etablissement "La Diligence" - Terrasse intérieure Hôtel de Varennes - Autorisation de signer la convention

Objet : Une nouvelle convention d'occupation temporaire de la terrasse de l'hôtel de Varennes est signée au bénéfice du restaurant "la Diligence". La terrasse, dont les murs sont contigus au restaurant, est mise à disposition du restaurant depuis 2012. La présente convention est consentie pour une durée de 3 ans, rétroactivement à compter du 1/01/2021 jusqu'au 30/06/2024, moyennant une redevance de 1 500 €/ an.

N°VD2022-115 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2200532-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet MB AVOCATS suite au dépôt de la requête n°2200532-3 par un agent de la Ville le 28 janvier 2022 devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre le tableau d'avancement 2021 pour l'accès au grade de rédacteur principal de 1ère classe.

N°VD2022-116 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché n°V2B0010EM - Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection - Attribution

Objet : L'accord cadre n° V2B0010M « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection » est attribué à la société TEXEN sise à Vendargues, pour un montant total maximum de 85 000 € HT. L'accord cadre unique est conclu pour une période d'exécution de 2 ans à compter de sa notification.

N°VD2022-117 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°V1D0034ZO - Achat de foin et luzerne pour les animaux du parc de Lunaret (lots 1 et 2) - Attribution

Objet : Le marché d'achat de foin et de luzerne pour les animaux du parc de Lunaret – n°V1D0034ZO (lots 1 et 2) est attribué à l'entreprise LAUGIER RAPHELE sise à Moules (13), sans minimum, avec maximum annuel de 60 0000 € HT, toutes périodes de reconduction confondues pour le lot n°1; et pour un montant sans minimum, avec maximum annuel de 40 000 € HT pour le lot n°2 (luzerne), toutes périodes de reconduction confondues. Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une période initiale d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

N°VD2022-118 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Constitution partie civile"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à se constituer partie civile devant le Tribunal correctionnel de Montpellier dans la procédure visant un agent de la Ville de Montpellier concernant la fourniture frauduleuse de documents administratifs. La défense de la Ville de Montpellier est confiée à Maître Florian MEDICO.

N°VD2022-120 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Constitution partie civile - agression personnel communal - école Jeanne Deroin/Spinoza"

Objet : La Ville est autorisée à se constituer partie civile dans le cadre de la procédure pénale en cours relative à une agression à l'encontre d'agents communaux par des individus au sein de l'école maternelle et élémentaire Jeanne Deroin/Spinoza en date du 22/11/2021. La défense de la Ville est confiée à Maître Luc ABRATKIEWICZ.

N°VD2022-122 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour de Cassation - Monsieur Embarek Marmi"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats LYON-CAEN et THIRIEZ devant la Cour de Cassation à la suite de la déclaration de pourvoi déposée par Monsieur MARMI contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier n° RG 21/00902 du 4/11/2021 ordonnant l'expulsion de Monsieur MARMI de la parcelle cadastrée DN 87 sise à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier.

N°VD2022-124 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour le 13 février 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE » pour le 13/02/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-125 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LA VOIX ' pour le 8 février 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « DU VENT DANS LA VOIX » pour le 8/02/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-126 - Direction des Finances

Décision relative à l'avenant portant modification des modalités de cession d'un contrat d'emprunt consenti auprès de DEPFA ACS DAC

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant portant modification de l'article 12.2 du contrat en supprimant le seuil de cession minimum de 5 000 000 € permettant ainsi la régularisation de la cession du contrat de prêt consenti initialement à hauteur de 15 000 0000 € le 20/12/2006 auprès de DEPFA ACS DAC, à la suite de l'acquisition de 100% de ses actions par la banque BAWAG P.S.K en date effective du 30/11/2021.

N°VD2022-127 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à l'avenant n°1 du marché V0D0041AI - LOT 8 : Centre Municipal Garosud - Modification des ' prestations mensuelles (A) '

Objet : A la suite de l'intégration du Pôle Littoral au sein du Centre Municipal Garosud, et l'arrivée de 56 nouvelles personnes de ce pôle réparties sur 365 m², cette nouvelle organisation rend nécessaire l'intervention d'une personne supplémentaire de la société de nettoyage 2 heures par jour entraînant une augmentation du forfait de nettoyage dans les prestations régulières mensuelles d'un montant de 866 € HT, portant le nouveau forfait de rémunération à 7 564,13 € HT. Il est donc nécessaire de signer un avenant n°1 avec le titulaire du marché HYGIE SPHERE.

N°VD2022-128 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à une rétrocession de concession trentenaire - Acte 47504 - Cimetière Saint-Lazare

Objet : Il s'agit d'acter la rétrocession de concession trentenaire, n°47504 au Cimetière Saint-Lazare à la suite de l'acquisition par Madame Maria MARTINEZ d'un autre emplacement dans le cimetière, la première concession ne permettant pas la pose d'un bâti.

N°VD2022-129 - Direction des Finances

Décision relative à Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la banque ARKEA à hauteur de 10 millions € pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat est consenti au taux fixe de 1,08% pour une durée de 20 ans.

N°VD2022-130 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2200730-3 TA - Ressources humaines".

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2200730-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville le 15/02/2022 contre la décision du 28/12/2021 par laquelle la commune a refusé de reconnaître imputable au service les soins prescrits pour la période comprise en le 1/07/2020 et le 1/07/2021.

N°VD2022-132 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative au marché d'entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie n°V1D0035PA

Objet : Il s'agit d'attribuer les 5 lots du marché n°V1D0035PA :

- Les lots 1 à 4 sont attribués à l'entreprise SALAGER-SERRA sise à Prades-le-Lez ;
- Le lot 5 est attribué à l'entreprise ECO SUD SYSTEMES sise à Mauguio.

1	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire à la Cuisine Centrale Montant maxi HT/an: 100 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 400 000 €
2	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire dans les restaurants scolaires Montant maxi HT/an: 200 000 €

	Montant maxi HT sur 4 ans : 800 000 €
3	Matériel professionnel de la Direction de l'Enfance dans les crèches et halte- garderies Montant maxi HT/an: 72 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 288 000 €
4	Petit matériel de la Direction Enfance dans les crèches et halte-garderies, Direction de l'Education dans les écoles maternelles et élémentaires, Direction du parc zoologique de Lunaret Montant maxi HT/an: 48 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 192 000 €
5	Matériel professionnel de la Direction de l'Education dans les écoles maternelles et élémentaires Montant maxi HT/an: 20 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 80 000 €

L'objet du marché est l'entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie à la Cuisine Centrale, dans les restaurants scolaires, les crèches et halte-garderies, les écoles maternelles et élémentaires et au parc zoologique de Lunaret. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum. Le marché est constitué de 5 lots séparés et est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification, renouvelable 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

N°VD2022-133 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 5 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CONSPECTUS » pour le 5/03/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-134 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Centre International de Musique Médiévale ' pour les 9 février, 2, 21, 22, et 24 mars, 6, 7, et 8 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUE MEDIEVALE » pour les 9/02, 2, 21, 22, et 24/03, 6, 7, et 8/04/2022, moyennant une redevance de 351 €.

N°VD2022-135 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' NUANCES ' pour le 13 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « NUANCES » pour le 13/03/2022, moyennant une redevance de 30,40 €.

N°VD2022-136 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour le 10 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE » pour le 10/04/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-138 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200964-5 TA - groupement d'associations AutreCOM "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2200964-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 février 2022 par le groupement d'associations AutreCOM contre l'arrêté ministériel du 2/02/2021 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements du Contournement Ouest de Montpellier,

emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Juvignac, Montpellier et Saint Jean De Védas et classement ou déclassement des voies concernées par l'aménagement.

N°VD2022-139 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° V1B0028ED - Etude prévisionnelle sur la démographie scolaires - Attribution

Objet : Le marché N° V1B0028ED « étude prévisionnelle sur la démographie scolaire » est attribué à l'entreprise SAS IAD TERRITOIRE DIGITAL sise à Besançon. Il est conclu pour un montant minimum de 1 000 € HT et maximum de 21 000 € HT par an et pour une durée de 12 mois avec une reconduction de 3 ans. Le montant total maximum est de 84 000 € HT sur la période d'exécution.

N°VD2022-140 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au contrat de location ACM / Ville de Montpellier - 122 square de Cos à Montpellier - Autorisation de signer le contrat de location

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du contrat de location entre ACM HABITAT et la Ville de Montpellier relatif aux locaux situés 122 square de Cos à Montpellier, d'une superficie de 57,35 m² moyennant un loyer annuel HT de 3 950,27 € + TVA, charges en sus, à compter du 1/04/2022 jusqu'au 31/03/2023. Ces locaux seront mis à disposition du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

N°VD2022-141 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme pour la mise en place de deux containers pour la création d'un local de stockage de matériel et de réception des équipes - Gymnase Spinosi

Objet : A la demande de L'HANDBALL MONTPELLIER FEMININ qui s'entraîne et joue ses matches sur le gymnase Spinosi, il est proposé de poser un container derrière le gymnase afin de faciliter le stockage de leurs matériels pédagogiques et l'accueil des équipes adverses

N°VD2022-142 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme pour la mise en place d'un container pour la création d'un local de stockage de matériel - Stade Astruc

Objet : A la demande de l'Association ARCEAUX, la Ville décide de poser un container à côté du Club House, au Stade Astruc, afin de faciliter le stockage des matériels pédagogiques de l'association.

N°VD2022-143 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au marché n°V2B0014DU "Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur" - Attribution

Objet : Le marché n°V2B0014DU « création, d'entretien et de maintenance du patrimoine électrique extérieur » est attribué à l'entreprise CITEOS SAS TRAVESSET sise à Teyran pour un montant maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée de 2 ans.

N°VD2022-144 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel de nettoyage V2B0015EM - Attribution

Objet : L'accord cadre N° V2B0015EM « Achat de matériel de nettoyage » est conclu avec la société IGUAL sise à Villeneuve-les-Maguelone, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 87 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution à partir de la notification du marché jusqu'au 07/06/2022.

N°VD2022-145 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la convention de mise à disposition de la parcelle CD 818 Ville - FDI PROMOTION - Autorisation de signer la convention de mise à disposition

Objet : La société FDI PROMOTION sollicite la Ville afin d'occuper la parcelle CD 818, située 40 rue Proudhon afin d'y installer une base de vie de chantier (salle de réunion, vestiaires, sanitaires) pendant la durée de la réalisation d'un programme d'habitation et d'équipement public sur les parcelles riveraines cadastrées CD 816 et CD 817. Cette mise à disposition est consentie à compter de la date de signature de la convention jointe jusqu'au 28/02/2023 moyennant un loyer annuel de 15 061 €.

N°VD2022-146 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de mise à disposition à titre gratuit Ville - Régie des Eaux Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles HZ 82 ET HZ 83 - Autorisation de signer la convention

Objet : LA REGIE DES EAUX va réaliser des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable de la rue Fontcouverte et sollicite la Ville pour la mise à disposition des parcelles municipales cadastrées HZ 82 et HZ 83 afin de stationner les engins nécessaires au chantier à proximité. Le renouvellement du réseau d'eau potable étant d'utilité publique, la mise à disposition des parcelles est consentie à titre gratuit à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31/07/2022.

N°VD2022-147 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative aux travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier - Opérations programmées pour l'année 2022 - Demande d'autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions -Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier poursuit en 2022 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux. le programme des opérations de travaux concerne les sites suivants :
le kiosque Bosc, la Panacée, le Centre Rabelais, le Parc de la Guirlande, l'Hôtel de Ville, l'Eglise Notre Dame des tables. Le montant total estimé des travaux s'élève à 4 370 000 € TTC. Pour mener à bien ces opérations, il convient de déposer auprès des services compétents, les dossiers de demandes d'autorisation d'urbanisme et de solliciter les subventions les plus larges possibles au sens large.

N°VD2022-148 – Direction Générale des Services

Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un Conseil en stratégie - Étude stratégique de la Mission Grand Cœur - Marché V2B0028VI

Objet : Dans le cadre de la réorganisation des services et du rattachement de la Mission Grand Cœur auprès du Pôle Développement Urbain, il est nécessaire de lancer auprès de l'UGAP une étude stratégique sur les missions et activités de la Mission Grand Cœur, pour un montant total de 59 070,49 € HT.

N°VD2022-149 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes Cour d'Appel de Montpellier n° RG 18/06227 et n° RG 19/05784 - Consorts DORMEAU TEISSIER"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite de :
- L'appel n° RG 18/06227 déposé par les consorts DORMEAU/TEISSIER contre le Jugement du Tribunal Judiciaire du 25/09/2018 n° RG 18/01781 constatant la vente intervenue entre les consorts DORMEAU/TEISSIER et la Ville de Montpellier de l'immeuble situé 190 et 298 rue Georges Auric à la suite du droit de préemption exercé par la Ville et fixant une indemnité mensuelle d'occupation due à compter du 15/01/1998 à la somme de 5 238, 80€ ;
- L'appel n° RG 19/05784 déposé par les consorts DORMEAU/TEISSIER contre le jugement du

Tribunal Judiciaire du 11/07/2019 n° RG 18/00647 déboutant les consorts DORMEAU/TEISSIER de leurs prétentions visant la nullité de l'acte de vente concernant l'immeuble situé 190 et 298, rue Georges Auric, moyennant le prix principal de 500 000 € au profit de la Ville de Montpellier.

N°VD2022-150 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à un accord cadre n°V1B0076EM - Achat d'équipements de protection deux roues - **Attribution**

Objet : L'accord cadre n° V1B0076 « Achat d'équipements de protection deux roues » est attribué à la société YAM 34, sise à Mauguio pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à partir de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31/12/2025.

N°VD2022-151 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion au CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX pour un montant de 27 806,33 € TTC.

N°VD2022-152 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à la convention d'occupation temporaire du Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 25 au 29 mai 2022 entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane

Objet : La Ville de Montpellier en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole décide de passer une occupation d'occupation temporaire pour l'organisation du FISE du 25 au 26 mai 2022. Il est nécessaire de mettre à disposition de la Société HURRICANE, organisatrice du FISE, les emprises sur le domaine public, dont le Lez, les rives du Lez, la place Georges Frêche, la salle Jacques 1er d'Aragon. La société HURRICANE s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public de 29 431 €. Les espaces commerciaux et la mise à disposition de matériels feront l'objet d'une facturation selon la tarification en vigueur.

N°VD2022-153 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au bail commercial de Madame MACCAGNAN - Ville de Montpellier Local situé 3 place Renaudel - Autorisation de signer le bail

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du bail commercial conclu entre Madame MACCAGNAN et la Ville de Montpellier. Ce bail est consenti pour l'occupation d'un local situé au rez-de-chaussée du bâtiment sis 3 place Renaudel à Montpellier, destiné à accueillir les locaux de l'équipe du cinéma Nestor Burma, situé en face de leurs actuels locaux 4 rue Marcel Albert. Le bail est conclu pour une durée de 9 années à compter du 1/04/2022 avec un loyer mensuel de 1 200 €, une provision des charges mensuelles à 200 €, des frais d'agence à 5 500 €, un dépôt de garantie à 2000 € et des frais de rédaction du bail à 1200 €.

N°VD2022-154 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la convention de mise à disposition de la parcelle SD 191 à titre gratuit Ville / EIFFAGE Route Méditerranée - Autorisation de signer la convention

Objet : La société EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE va réaliser les aménagements extérieurs du futur collège Port Marianne et sollicite la Ville pour la mise à disposition de la parcelle SD 191, située à proximité du chantier, afin d'y installer sa base de vie de chantier (bungalow, sanitaires, stockage de matériel). Cette mise à disposition débiterait courant mars 2022 pour se terminer le 31/08/2022.

Les travaux d'aménagement extérieur étant d'utilité publique, la mise à disposition est consentie à

titre gratuit.

N°VD2022-155 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201124-1 TA - Bernard VATON"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2201124-1 par Monsieur Bernard VATON devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'annulation de la décision en date du 3/09/2021 par lequel le maire de la Ville de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la SCI HISTORY AND THE BEACH portant sur le réaménagement de quatre appartements et un bureau au 1 rue de la Victoire de la Marne, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux en date du 3/01/2022.

N°VD2022-156 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201188-3 et n°2201189-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de :
- La requête n°2201188-3 en référé déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à la suspension de la décision du 4/02/2022 notifiée le 25/02/2022 portant placement en disponibilité d'office du 30/04/2021 jusqu'à la date de reprise sur un poste à temps complet sur un autre poste ;
- La requête n°2201189-3 déposée devant le Tribunal Administratif par ce même agent contre la décision du 4/02/2022 notifiée le 25/02/2022 portant placement en disponibilité d'office du 30/04/2021 jusqu'à la date de reprise sur un poste à temps complet sur un autre poste.

N°VD2022-158 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2022-

Thématique " Ecologie Urbaine"- Direction Paysage et Biodiversité

Objet : Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à des associations de la thématique « écologie urbaine » pour un montant total de 27 640 €. Les associations sont : ICLEI CONSEIL INTERNATIONAL POUR LES INITIATIVES ENVIRONNEMENTALES LOCALES : 2 250 € - AGROPOLIS INTERNATIONAL : 20 000 € - PLANTE ET CITE : 3 090 € - ANEV (ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DU VIN) : 800 € - CNVVF (CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS) : 1 500 €

N°VD2022-159 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°V9B0081AI - Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie
Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n° 2 - Autorisation de signature

Objet : L'avenant n°2 au marché n° V9B0081AI « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » signé avec le groupement conjoint ATELIER MARILYN GOBIN ARCHITECTE DU PATRIMOINE (AMGAP)/SARL CALDER/MARC CUSY a pour objet de fixer le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre à la suite d'une nouvelle estimation de sa part. Le montant de cet avenant est de 37 800 € HT.

N°VD2022-160 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en Justice "Requête SCI Méditerranée - Cour de Cassation"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats LYON-CAEN ET THIRIEZ à la suite du dépôt du pourvoi devant la Cour de Cassation par la SCI Méditerranée contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 3/09/2021 rejetant ses demandes en opposition à exécution du titre de perception émis le 6/03/2019 à son encontre et en reversement de l'astreinte

mise à sa charge et ce consécutivement à la non-exécution de justice dans le cadre de travaux réalisés sans autorisation au 4 rue des écoles centrales à Montpellier et au 3 rue Germain à Montpellier.

N°VD2022-161 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' pour les 25 avril et 2 et 8 mai 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « JORDELAN » pour les 25/04, 2 et 8/05/2022, moyennant une redevance de 122 €.

N°VD2022-162 - Direction Sports et Jeunesse

**Réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle
Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 2 au marché de fournitures, lot 1 Modules de Saut n°2928-F-2-19.01 - Autorisation de signature**

Objet : Un avenant n°2 au marché de fournitures, livraison et pose des modules de saut et des éléments de protection du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle est signé avec l'entreprise SAS HURRICANE, portant les dates limite d'affermissement des tranches n° 1 à 9 à 39 mois et de la tranche n° 10 à 48 mois à compter de la date de notification du marché.

N°VD2022-163 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201115-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS suite au dépôt de la requête n°2201115-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre la décision implicite de rejet s'opposant au retrait de son placement en maladie ordinaire et contre la décision de la commune de la placer en congé de maladie ordinaire d'office à compter du 2/12/2020 pour une durée de six mois.

N°VD2022-164 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à une demande de subvention auprès du Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports pour l'acquisition de capteurs de CO2 en milieu scolaire

Objet : Il s'agit d'une demande de soutien financier.

N°VD2022-165 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative au marché n°V1B0073TM - Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs - Attribution

Objet : Le marché n° V1B0073TM est attribué à l'entreprise DEBART IRRIGATION/Sarl DMD (Cotraitants) sise à Montpellier, pour des travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 44 000 € HT. Sa durée est d'un an reconductible 1 fois.

N°VD2022-166 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er

Objet : Il s'agit d'une mise à disposition d'un local situé à Albert 1er à usage de lieu de tournage d'une série de fiction télévisuelle, durant 4 ans. Ce projet structurant pour le territoire permettra une valorisation de son image, notamment par la présence de la Ville et de son logo aux génériques.

N°VD2022-167 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201203-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la

suite du dépôt de la requête n° 2201203-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 4/03/2022 par une agente de la Ville de Montpellier contre la note qui lui a été attribuée en 2021 dans le cadre de son évaluation.

N°VD2022-168 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête n°2200353-4 - LAFONTAINE Stéphane"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à Maître Philippe AUDOUIN Avocat à la suite du dépôt de la requête n°2200353-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur LAFONTAINE en réparation du préjudice subi à la suite d'un accident sur barrière métallique dont il a été victime.

N°VD2022-169 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété VICENTE Rose-Blanche - Lot n°3 - Parcelles SE n°141-218-83 - 500 rue du Mas Rouge

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur le lot n°3 au prix de 104 000 €.

N°VD2022-170 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - LA BANQUE POSTALE - Financement à court terme

Objet : La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie sur l'exercice 2022, en matière de financement à court terme. A l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes. La première, attribuée à LA BANQUE POSTALE s'élève à 20 M €.

N°VD2022-171 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON - Financement à court terme

Objet : La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie sur l'exercice 2022, en matière de financement à court terme. A l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes. La 2ème ligne est attribuée à la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON à hauteur de 10 millions €.

N°VD2022-172 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'acquisition d'une imprimante couleur jet d'encre de production avec contrat de maintenance associé

V2B0023EM - Attribution

Objet : l'accord cadre N° V2B0023EM « Acquisition d'une imprimante couleur jet d'encre de production avec contrat de maintenance associé » est attribué à la société RISO France sise à Lyon, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 80 000 € HT. Le marché est conclu pour une période d'exécution de 6 ans à partir de la notification.

N°VD2022-173 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de prêt à usage - Ville / Monsieur José LOMBARD - Parcelle EX 480 Autorisation de signer la convention

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de prêt à usage, au bénéfice de Monsieur LOMBARD, de la parcelle cadastrée EX 480 située au croisement de l'avenue Albert Dubout et de la rue Frédéric Fabrigues, relevant du domaine privé de la Ville et constituant un délaissé de voirie.

Monsieur LOMBARD est propriétaire de la parcelle contiguë à la parcelle EX 480. Cette convention est consentie pour une durée de 6 mois tacitement renouvelable dans la limite de 6 ans et à titre gracieux en contrepartie de l'entretien de la parcelle EX 480.

N°VD2022-174 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative aux travaux. Opérations programmées au titre de l'année 2022. Demande de permis de construire parcelle cadastrée RK 17 Administration des cimetières

Objet : Les locaux du service administration des cimetières sis à Grammont sont exigus et ne répondent que de façon très imparfaite aux besoins tant en matière d'accueil du public que d'espaces de travail. Le logement de fonction d'un surveillant, mitoyen de ces locaux, a été récemment libéré. Il est donc envisagé d'affecter cet ancien logement de fonction au service administration des cimetières ce qui permettrait une augmentation de la superficie des bureaux de 132, 10 m². Le dépôt d'un permis de construire est nécessaire à la réalisation des travaux de réaménagement.

N°VD2022-178 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR D'O » pour le 21/03/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-179 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 5 mars 2022.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CONSPECTUS » pour le 5/03/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-180 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI ' pour le 11 mars 2022.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « DANTE ALIGHIERI » pour le 11/03/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-181 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' pour les 15 et 19 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « JORDELAN » pour les 15 et 19/03/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-182 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR D'O » pour le 21/03/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-183 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 20 mars 2022.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CONSPECTUS » pour le 20/03/2022, moyennant une redevance de 30,40 €.

N°VD2022-184 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' pour les 12 et 22 mars 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « DU VENT DANS LES VOIX » pour les 12 et 22/03/2022, moyennant une redevance de 45,70 €.

N°VD2022-185 - Direction Architecture et Immobilier

Convention d'occupation précaire Ville / M. CHEBAI - Maison située 1083 avenue du Pic Saint Loup - Autorisation de signer la convention

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation précaire du bien situé 1083 avenue du Pic Saint Loup à Montpellier avec Monsieur CHEBAI. Le caractère précaire de la convention est dû à l'acquisition du bien par voie de préemption en vue de réaliser une voie de liaison d'intérêt public entre l'Institut Universitaire de Technologie de Montpellier et la rue du Pic Saint Loup. Cette location est consentie depuis le 21/01/2022 jusqu'à l'accomplissement du motif qui a conduit la Ville à acquérir le bien, moyennant un loyer mensuel de base de 486, 19 €, d'une provision de charges et du remboursement de la taxe des ordures ménagères.

N°VD2022-186 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire - Société BAKOZT"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats CGCB et ASSOCIES à la suite de l'assignation devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier déposée par la Société BAKOZT tendant à la condamnation de la Ville à payer les honoraires de négociation consécutivement à la préemption d'un bien situé 217 avenue de Boirargues à Montpellier.

N°VD2022-187 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI ' pour le 23 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « DANTE ALIGHIERI » pour le 23/04/2022, moyennant une redevance de 30,40 €.

N°VD2022-188 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2201446-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n° 2201446-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre la décision implicite de rejet du 7/02/2022 rejetant sa demande indemnitaire dans le cadre de la Nouvelle Bonification Indemnitaire (NBI).

N°VD2022-189 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n° V1B0077ST Gestion de l'animal domestique en ville - Résiliation lot n°1 Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale

Objet : Il s'agit d'autoriser la résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général du lot n°1 du marché relatif à la gestion de l'animal domestique en ville. Cette décision fait suite à la constatation d'une erreur matérielle présente dans le règlement susceptible d'affecter la bonne exécution par les soumissionnaires.

N°VD2022-190 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n° V1B0053ST - Acquisition de vêtements, de chaussures et d'équipements pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles de la ville de Montpellier - Lot 1 et Lot 2 - Attribution

Objet : Le marché V1B0053ST portant sur l'acquisition de vêtements, de chaussures et d'équipements

pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles comportant deux lots est attribué à l'entreprise ESCASSUT SARL sise à Montpellier :

- Lot 1 : "Vêtements et chaussures" pour un montant maximum de 60 000 € HT ;
- Lot 2 : "Équipements" pour un montant maximum de 28 500 € HT.

La durée du marché est de deux ans à compter de la notification du marché.

N°VD2022-191 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - MOUDAT Jean Marcel Antoine"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite de la déclaration d'appel déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par Monsieur Jean Marcel Antoine MOUDAT contre la décision du Juge des Contentieux de la protection et de la proximité de Montpellier en date du 18/03/2022 rejetant sa demande de requalification de la convention d'occupation précaire en bail d'habitation pour un bien qu'il occupe au 750 route de Mende à Montpellier.

N°VD2022-192 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0021EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons - Attribution

Objet : Le marché n°V2B0021EM « Achat de boissons » est attribué pour lot n°1 (boissons non alcoolisées), à la société PROMO BOISSONS, sise à Montpellier, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 66 000 € HT ; pour le lot n°2 (boissons alcoolisées) à la société PROMO BOISSONS, sise à Montpellier, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 21 000 € HT. Ce marché est conclu pour une période d'exécution de 18 mois à partir de sa notification.

N°VD2022-193 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n° G1D0013EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et d'engins Attribution

Objet : Le marché n° G1D0013EM « Achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et d'engins » est attribué pour :

- le lot n°1 (montant maximum de commandes 40 000 € HT/an) et le lot 2 (montant maximum de commande 40 000 € HT) à la société AYME ET FILS sise à Saint Priest (69) ;
- le lot n°3 (montant maximum de commandes 40 000 € HT/an) à la société MD HYDRAULIQUE sise à Montpellier ;
- le lot n°4 (montant maximum de commandes 40 000 € HT/an) à la société SAS DUBOIS sise à Lattes ;
- le lot n°5 (montant maximum de commandes de 20 000 € HT/an) à la société PMB sise à Nîmes ;
- le lot n°6 (montant maximum de commandes de 132 000 € HT/an) à la société SAS DUBOIS sise à Lattes.

Les lots 7, 8, 9 et 10 sont déclarés sans suite pour cause d'infirmité.

Le marché est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

N°VD2022-194 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CONSPECTUS' pour le 20 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CONSPECTUS » pour le 20/04/2022, moyennant une redevance de 15, 20 €.

N°VD2022-196 - Direction de l'Enfance

Décision relative au marché public V1C0021EN ' Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le quartier Près d'Arènes ' - Attribution

Objet : Le marché n° V1C0021EN « Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le quartier Près d'Arènes » est attribué à l'entreprise PEOPLE & BABY sise à Paris pour un prix unitaire annuel de 7 000 € HT par berceau avec un maximum en quantité de 13 berceaux par an. Le marché est prévu pour une durée initiale de 4 mois allant du 1/09/2022 au 31/12/2022 et pourra être reconduit pour deux périodes successives.

N°VD2022-197 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC' pour le 9 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » pour le 9/04/2022, moyennant une redevance de 15, 20 €.

N°VD2022-199 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201680-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "MB AVOCATS" à la suite du dépôt de la requête n° 2201680-3 TA devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à l'annulation de la décision du 9/02/2022 fixant un taux d'Incapacité Permanente à 3% consécutivement à un accident de travail.

N°VD2022-200 - Département Solidarité et Vivre Ensemble

Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés - Année 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à l'association RESEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES AINES pour l'année 2022 et pour le montant de 1 500 € TTC.

N°VD2022-201 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'IRCL' pour le 13 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « IRCL » pour le 13/04/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-202 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CANTUSCANTI' pour le 13 mai 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CANTUSCANTI » pour le 13/05/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-203 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'LES VENTS DE MERIC' pour les 9 avril et 1er octobre 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « LES VENTS DE MERIC » pour les 9/04 et 1/10/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-204 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'« ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » pour les 22 et 23 octobre 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » pour les 22 et 23/10/2022, moyennant une redevance de 45,60 €.

N°VD2022-205 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels – Autorisation

Objet : Il est proposé les réformes et cessions de véhicules et matériels de:

- Recyclage d'ordinateurs (stock Hôtel de Ville et stock Garosud) Service Relations Utilisateur de la DSI, par l'Association NOUAS rue d'Alco à MONTPELLIER.
- Recyclage de téléphones et smartphones du Service Relations Utilisateurs de la DSI (Pôle Systèmes d'Informations et Numériques), par l'Association NOUAS rue d'Alco à MONTPELLIER.
- Vente aux enchères de matériels (lave-linge et auto laveuses) du Service des Moyens Généraux de la DAI, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE.
- Vente aux enchères de matériels (2 transpalettes) du Service Achats et Production Graphique de la DEMA, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE.
- Vente aux enchères de matériels (caméras chargeurs harnais) du Service Police Municipale de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE.
- Vente aux enchères de matériels (porte-bâton télescopiques) du Service Police Municipale de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE.

N°VD2022-206 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'accord cadre n°V2C0002PB - Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco pâturage - Attribution

Objet : Le marché n°V2C0002PB "Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco pâturage" est attribué à l'entreprise ECOZOONE sise à Rompon (07). Le marché est à bons de commande avec un montant maximum de 120 000 € HT, pour une durée d'un an.

N°VD2022-207 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2201642-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "MB AVOCATS" consécutivement au dépôt la requête n°2201642-3 TA devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre la décision de la Ville en date du 9/11/2021 qui a décidé de suivre l'avis du comité médical qui s'est prononcé favorablement sur la prolongation du congé de longue durée et considéré que l'agent est inapte à la reprise du travail, inapte à son poste et à ses fonctions de son cadre d'emploi.

N°VD2022-208 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au GIP Cafés Culture au titre de l'année 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le renouvellement de l'adhésion au GIP CAFES CULTURE au titre de l'année 2022, pour un montant de 5 000 €.

N°VD2022-209 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°V1D0041AI - Rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'église Saint-Roch - Attribution

Objet : Il convient d'attribuer le marché n° V1D0041AI « rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'église Saint Roch » :

- lot 1 Installations communes de chantier / échafaudage / maçonnerie / pierre de taille / enduits : groupement MUZZARELLI / M-ECHAFAUDAGE sis à Lodève, pour un montant de 161 402,29 € HT ;
- lot 2 Vitraux - Serrurerie : entreprise THOMAS VITRAUX sise à Valence pour un montant de 109 785 € HT ;
- lot 3 : Electricité : entreprise FRANCELEC sise à Lavérune pour un montant de 11 722,70 € HT.

N°VD2022-210 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' pour les 5 avril et 1er mai 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « JORDELAN » pour les 5/04 et 1/05/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-211 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' SOLI NITOREM' pour le 23 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « SOLI NITOREM » pour le 23/04/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-212 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC' pour les 22 et 23 octobre 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » pour les 22 et 23/10/2022, moyennant une redevance de 45,60 €.

N°VD2022-218 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ECUME' pour le 19 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ECUME » pour le 19/04/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-219 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) Année 2022

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à ANVITA pour l'année 2022 pour un montant de 5 000 €.

N°VD2022-220 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "DU VENT DANS LA VOIX" pour le 19 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « DU VENT DANS LA VOIX » pour le 19/04/2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-221 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Les vents de Méric" pour le 9 avril et 1er octobre 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association " LES VENTS DE MERIC" pour le 9/04et 1/10/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-222 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative au marché n°V2C009DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2022 - Attribution

Objet : La Ville a décidé de passer un marché passé sans publicité ni mise en concurrence avec la société Hurricane qui organise le Fise 2022 du 25 au 29/05/2022 inclus pour un montant forfaitaire de 175 000 € HT.

N°VD2022-223 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ARS MUSICA' pour les 17-18-19 et 20 mai 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ARS MUSICA » pour les 17-18-19 et 20 mai 2022, moyennant une redevance de 244 €.

N°VD2022-224 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CORALEN' pour le 15 mai 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CORALEN » pour le 15 mai 2022, moyennant une redevance de 30,50€.

N°VD2022-225 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à la demande de subvention Appel à Manifestation d'Intérêt "La région vous protège" Dans le cadre de l'acquisition de deux postes Police Municipale mobiles

Objet : Il s'agit de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la Région Occitanie, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt "la région vous protège" afin d'acquérir deux postes mobiles de police municipale.

N°VD2022-226 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' pour le 18 avril 2022

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « JORDELAN » pour le 18/04/2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-228 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°V2B0016AI - Maîtrise d'œuvre-rénovation du Kiosque Bosc Attribution

Objet : Le marché n° V2B0016AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Kiosque Bosc » est attribué au groupement AMGAP / BET DURAND / CALDER INGENIERIE sis à Montpellier pour :

- Un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 45 000,00 € HT sur la base du taux de rémunération fixé à 15% pour les montants de travaux compris entre 1 € HT et 300 000 € HT.

- Un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 89 600,00 € HT sur la base du taux de rémunération fixé à 12, 80 % pour les montants de travaux compris entre 300 001 € HT et 700 000 € HT.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du contrat pour la tranche ferme, et à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations des tranches optionnelles considérées.

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 60 mois.

N°VD2022-229 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes temporaire "cartes été jeunes"
Pôle Sports

Objet : Afin d'avoir une meilleure gestion de la régie « cartes été jeunes », il convient d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès du TRESOR PUBLIC.

N°VD2022-230 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances ' coupons sport-culture '
Pôle Sports

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Coupons Sport-Culture, il est nécessaire d'accorder une avance complémentaire et temporaire de 3 000 €.

N°VD2022-231 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201940-1, 2201941-1, 2201942-1 - SCI DU PASCALET, SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'avocats CGCB et ASSOCIES suite au dépôt devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par la SCI du Pascalet, la SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR, des requêtes suivantes :

- n° 2201940-1 tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par le Maire de Montpellier le 22/12/2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0065 pour la réalisation de logements au 320-330 rue Georges Auric ;
- n°2201941-1 tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par le Maire de Montpellier le 22/12/2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0066 pour la réalisation de logements au 320-330 rue Georges Auric ;
- n°2201942-1 tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par le Maire de Montpellier le 22/12/2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0067 pour la réalisation de logements au 299 rue Georges Auric.

N°VD2022-232 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Droit de préemption urbain - Propriété VIVIER - 30 cours Gambetta - cadastre HW 99 - Lot 20

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit de préempter à l'occasion de la vente par Madame VIVIER, un local à usage commercial, occupé, constituant le lot 20 de la copropriété située 30 cours Gambetta, cadastrée section HW 99, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 170.000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de l'opération et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°VD2022-233 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à la mise en place d'un self à l'école maternelle Jean Cocteau - demande de subvention.

Objet : Il s'agit de déposer une demande de subvention pour des travaux de mise en place d'un self à l'école maternelle Jean Cocteau. Le montant estimatif de l'opération s'élève à 500 000 € TTC.

N°VD2022-234 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à des travaux de menuiserie dans les écoles (2ème tranche) - Amélioration du confort thermique- Demandes d'autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions

Objet : Il s'agit de déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme et de subventions pour des travaux de remplacement de menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrage dans

les écoles de la Ville (2ème tranche). Le montant estimatif de l'opération s'élève à 1 066 667 € HT.

N°VD2022-236 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à la rénovation des toitures de l'école élémentaire Paul BERT et de l'école maternelle Pablo PICASSO - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Il s'agit de déposer une demande d'autorisation d'urbanisme et de subvention pour des travaux de rénovation des toitures avec renforcement de l'isolation pour les écoles suivantes : Élémentaire Paul Bert dont le montant estimatif de l'opération s'élève à 185 500 € HT. Maternelle Pablo Picasso dont le montant estimatif de l'opération s'élève à 117 000€ HT.

N°VD2022-239 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202075-1 TA - Madame ZBAIRI Kadidja

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n° 2202075-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame ZBAIRI contre l'arrêté de permis de construire modificatif n° PC 034172 18 V0176 M02 délivré le 16/12/2021 au profit de la SNC MARIGNAN RESIDENCES concernant des modifications sur le bâtiment T situé au 42 rue de Craponne.

N°VD2022-240 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202076-1 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord et Monsieur Thierry TEULADE

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2202076-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par L'Association VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD et Monsieur TEULADE contre le permis d'aménager n° PA3417220M0010 délivré à Madame SALLE pour la réalisation d'un lotissement de 2 lots au 62 rue des Bruses à Montpellier.

N°VD2022-241 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2202141-1 TA- Monsieur Marouan MRARDA

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n° 2202141-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur MRARDA contre le permis de construire délivré le 2/03/2022 à la SCCV Nouveau SAINT ROCH pour la réalisation d'un collectif de 10 logements et commerce au n° 5 de la rue Leenhardt.

N°VD2022-243 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à l'installation de nichoirs à chiroptères et à chouettes effraies Gymnase Roger Couderc - Mairie de proximité Tastavin - Maison Pour Tous Albert Camus - Demandes d'autorisations d'urbanisme

Objet : A la suite de cas déclarés de chancre coloré sur les platanes du Parc Tastavin, il est nécessaire d'abattre la quasi-totalité des platanes. Les services de l'Etat imposent de compenser cette perte d'habitat pour la faune vivant dans ces arbres. La solution proposée est l'installation de nichoirs à chiroptères sur les façades du gymnase Roger Couderc, de la mairie de proximité Tastavin, et d'aménager une partie des combles la Maison Pour Tous Albert Camus pour accueillir des chiroptères et des chouettes effraies. Pour ces travaux, il faut déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme pour un coût total estimé de 14 100 € TTC.

N°VD2022-245 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202050-1 TA - Olivia SALES"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et ASSOCIES à la suite du dépôt la requête n° 2202050-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par

Madame SALES contre l'arrêté n° PA 341221M0004 en date du 28/10/2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis d'aménager à la société ANGELOTTI AMENAGEMENT en vue de la création de 5 lots à usage d'habitat individuel au 633 rue de l'Aiguelongue.

N°VD2022-246 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202174 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202174-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre la décision de refus implicite de reconnaissance de l'imputabilité au service de la maladie professionnelle à la suite d'un recours gracieux en date du 26/01/2022.

N°VD2022-247 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 2202047-3 TA- Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2202047-3 TA devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville contre la décision du 23/02/2022 refusant la reconnaissance d'une maladie professionnelle.

N°VD2022-248 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par la société France TV Studios

Objet : il s'agit de renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public à la société FRANCE TV STUDIOS, à titre gratuit, afin de permettre le tournage de la saison 4 de la série télévisée Un si grand soleil. Une prolongation tacite jusqu'en septembre 2024 est prévue pour le tournage de deux saisons supplémentaires.

N°VD2022-249 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative à la démolition d'un bâtiment 53 avenue du Marché Gare dans le cadre de l'opération de construction d'une cité de l'alimentation - Demandes d'autorisations d'urbanisme

Objet : Il s'agit de demandes d'autorisation de démolir pour effectuer un désamiantage et une déconstruction d'un bâtiment 53 avenue du Marché Gare dans le cadre de l'opération de construction d'une cité de l'alimentation. Le coût des travaux est estimé à 850 000 € HT.

N°VD2022-251 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2105811-3 TA- Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2105811-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3/11/2021 par un agent contre la décision implicite née le 19/09/2021 du silence gardé au recours gracieux déposé par cet agent, ensemble la décision du 30/06/2021 relative à une mutation dans l'intérêt du service.

N°VD2022-253 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier ' pour le 10 mai 2022.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER » pour le 10/05/2022, moyennant une redevance de 15,20 €.

N°VD2022-256 - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative au marché n°V2D0001AI "Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EP MR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville et des bâtiments de la Ville"
- Attribution**

Objet : L'entreprise KONE sise à Nice est attributaire du lot 1 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EP MR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville » pour un montant maximum de commandes de 400 000 €/an.

L'entreprise A2A ALTERNATIVE ASCENSEUR sise à Langlade est attributaire du lot 2 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EP MR et escaliers mécaniques des bâtiments de la Ville » pour un montant maximum de commande de 800 000 €/ an.
Le marché débute à sa notification pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.